

« FLOTTILLE SOMOUD » VERS GHAZA

**Plusieurs
militants
capturés dont
des Algériens**
P 7

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Vendredi 3 - samedi 4 octobre 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6562 - 22^e année

ÉQUIPE NATIONALE



Petković dévoile une liste remaniée et pleine de surprises
P 11

2^E SESSION DES CONSULTATIONS POLITIQUES

Alger et Doha en rangs serrés
P 2

RACCORDEMENT DES SILOS AU RÉSEAU FERROVIAIRE

Le programme va bon train
P 5

PRODUITS ALIMENTAIRES

Baisse quasi-générale des prix mondiaux
P 24

LES COURSES EN DIRECT HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER, CET APRÈS-MIDI À 16H00

Hadid d'Hem, le favori logique
P 21

LE PRÉSIDENT RASSURE TOUT EN APPELANT LES OPÉRATEURS NATIONAUX À CONCRÉTISER LES CONTRATS SIGNÉS À L'IATF :

« Notre économie est sur le bonne voie »

Passée l'euphorie qui a suivi le succès de l'IATF à Alger, l'heure pour les opérateurs nationaux est à la cueillette des fruits des contrats conclus avec leurs partenaires en Afrique.

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

ALORS QUE LE MAKHZEN ET LA FAMILLE ROYALE FONT FACE À LA COLÈRE DES JEUNES MANIFESTANTS

« Marche millionnaire ce 5 octobre à Rabat »

P 6



Des véhicules en flammes lors des manifestations au Maroc le 1er octobre 2025

L'ÉDITO

Sensibiliser, dépister, soigner. Le tout gratuitement. Notre ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudène, a expliqué la priorité donnée, par l'Algérie, à la lutte contre le cancer. Une lutte dont fait partie la campagne nationale de dépistage précoce et de sensibilisation au cancer du sein et du col de l'utérus, qui vient d'être lancée. « (notre) objectif est de faire de « Octobre rose » plus qu'une simple campagne conjoncturelle, mais une halte pour ancrer la culture de prévention et de dépistage précoce, en tant que pratique saine à adopter au quotidien par la femme algérienne », a-t-il précisé mercredi dernier. Deux autres ministres étaient présents à ses côtés, la ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, et le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi. Tous trois concernés, chacun dans son domaine. Ce qui démontre, l'importance des efforts déployés par l'État dans la lutte contre le cancer en général et les cancers du sein et de l'utérus en particulier. Des efforts en relation avec le nombre de cas, chez nous, estimé à « plus de 13.000 cas enregistrés chaque

Algérie : priorité contre le cancer

année, soit 46 % de l'ensemble des cancers chez les femmes » a précisé Ait Messaoudène. Parmi ces efforts, il a rappelé la création d'une Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer (CNPLCC) dans le but de coordonner les efforts scientifiques et médicaux, l'ouverture de nouveaux services d'oncologie et de radiothérapie à travers le pays, la garantie de la disponibilité des médicaments anticancéreux et l'amélioration des mécanismes de leur distribution, ainsi que l'intégration des techniques innovantes de dépistage et de traitement pour permettre aux malades de bénéficier des traitements les plus récents. Il a précisé que « de nouveaux

défis s'imposent, dont l'intensification du dépistage précoce au niveau national, l'amélioration des services d'accueil et d'orientation au sein des établissements de santé et la généralisation des campagnes de sensibilisation ». Le tout gratuitement. Parmi ces défis figure « pour ce mois d'octobre, une vaste campagne nationale de dépistage précoce du cancer du sein qui sera lancée le 9 octobre au niveau des wilayas d'Adrar et de Timimoun à titre initial, avant d'être généralisée aux autres wilayas du pays ». Cela dit, l'OMS affirme que « Le cancer du sein est présent dans tous les pays du monde. En 2022, on estimait à 2,3 millions le nombre de femmes (à l'échelle mondiale NDLR) chez qui un cancer du sein a été diagnostiqué ». S'agissant du dépistage, l'OMS souligne que « La détection et le traitement précoces des cas, permettent de réduire la mortalité liée au cancer du sein ». Surtout que, ajoute l'organisation onusienne, « dans un premier temps, le cancer du sein est asymptomatique chez la plupart des malades ; la détection précoce est donc fondamentale ». D'autant qu'elle est prise en charge totalement par l'État algérien qui ne lésine pas sur les moyens. Y compris pour les traitements les plus coûteux !

Zouhir Mebarki

DEUXIÈME SESSION DES CONSULTATIONS POLITIQUES ALGÉRO-QATARIES

Alger et Doha en rangs serrés

L'excellente qualité des relations entre l'Algérie et le Qatar a été confirmée, une nouvelle fois, à la faveur de la deuxième session des consultations politiques algéro-qatariques, coprésidée, jeudi à Alger, par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, avec son homologue qatari, Dr. Ahmed bin Hassan Al-Hammadi.



Deux jours avant, mardi, le président Abdelmadjid Tebboune avait eu un entretien téléphonique avec l'Émir de l'État du Qatar, Cheikh Tamim Bin Hamad Al Thani, lors duquel il l'a remercié pour tous les efforts qu'il déploie, ainsi que l'État du Qatar, en faveur de la cause palestinienne, en dépit de l'agression récente qu'a subie son pays, l'encourageant à poursuivre ces efforts afin que soit levée l'injustice faite au peuple palestinien frère", a indiqué un communiqué de la présidence de la République. À cette occasion, le président Tebboune a également évoqué avec l'Émir de l'État du Qatar, les relations bilatérales fortes, et "sont convenus d'une rencontre prochaine entre eux", selon la même source. La deuxième session des consultations politiques algéro-qatariques, qui s'inscrit dans le cadre des rencontres et visites régulières entre les deux pays, a été une opportunité renouvelée pour évoquer la qualité et l'intensité des liens d'amitié et de coopération unissant l'Algérie et le Qatar, qualifié d'État frère, ainsi que les moyens disponibles pour leur raffermissement dans divers domaines, politique, économique, commercial, énergétique et technologique, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Il s'agit

de mettre en application les hautes instructions du président Abdelmadjid Tebboune et de Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, et leur volonté de promouvoir les relations bilatérales privilégiées pour être à la hauteur des aspirations des deux parties, a précisé la même source. La présente session a permis "de procéder à une évaluation globale des prochaines échéances, à la lumière de la dynamique croissante marquant les relations bilatérales dans tous les domaines, d'échanger les vues et de débattre des principales questions régionales et internationales d'intérêt commun, à leur tête la question palestinienne, l'Algérie ayant réaffirmé son soutien absolu au Qatar frère, suite à l'agression abjecte et à la violation flagrante de sa souveraineté, début du mois dernier, par l'entité sioniste", a conclu le communiqué.

DES LIENS ET DES PARTENARIATS AUX RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

Les conclusions de la deuxième session des consultations politiques, tenue sous la coprésidence des secrétaires généraux des ministères des Affaires étrangères des deux pays, ont été passées en revue, le même jour, jeudi, par le ministre d'État, ministre

des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des affaires africaines, Ahmed Attaf, qui a reçu, jeudi au siège du ministère, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de Qatar, Ahmed bin Hassan Al-Hammadi, selon les indications d'un communiqué du ministère.

À cette occasion, les deux parties ont salué "les résultats exceptionnels réalisés en matière de consolidation des liens de fraternité et de partenariat entre les deux pays frères". La nécessité de poursuivre les efforts communs en vue de hisser la coopération bilatérale au niveau des objectifs ambitieux tracés par les dirigeants des deux pays, le président Abdelmadjid Tebboune et l'Émir Tamim bin Hamad Al Thani", a été soulignée. Pour rappel, dans un message adressé aux participants au sommet arabo-islamique d'urgence sur l'agression sioniste contre le Qatar, tenu à Doha, le 15 septembre dernier, le président Tebboune avait affirmé le soutien de l'Algérie à Qatar dans toute décision qu'il jugera appropriée et nécessaire pour préserver sa souveraineté, garantir l'intégrité de son territoire et assurer la protection indispensable à ses citoyens.

M'hamed Rebah

LE CONSEIL DE LA NATION LORS DU 11E SOMMET DES PRÉSIDENTS DE PARLEMENTS DU G20 À CAPE TOWN

« La soutenabilité de la dette est une responsabilité commune »

Le Conseil de la nation a pris part, à Cape Town en Afrique du Sud, aux travaux du 11e Sommet des présidents de parlements des pays du Groupe des Vingt (G20), qui vise à renforcer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), a indiqué un communiqué de la chambre haute du parlement. Selon la même source, « chargé par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, le sénateur et membre du Parlement panafricain (PAP), M. Mohamed Amroune, ont participé pendant trois jours, en compagnie d'une délégation conjointe des deux chambres du Parlement, aux travaux de ce Sommet, qui s'est achevé hier vendredi, accueilli par l'Afrique du Sud en sa qualité de présidente en exercice du G20, et placé sous le thème « Mettre la

diplomatie parlementaire au service de la solidarité mondiale, de l'égalité et de la durabilité ». Dans le cadre de ce thème global, l'Afrique du Sud s'est ouverte à « renforcer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'UA, à développer la gouvernance mondiale, et à appuyer les efforts pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial plus inclusif, représentatif, équitable et durable ». Dans cette optique, et en vue d'enrichir le débat lors de l'atelier intitulé « Garantie de la soutenabilité de la dette pour les pays à faible revenu », le représentant du Conseil de la nation, M. Amroune, a souligné que « la question de l'endettement est liée aux menaces actuelles qui pèsent sur le monde d'aujourd'hui, telles que le terrorisme, le crime organisé et la migration, lesquelles se

répercutent sur la dégradation des niveaux de développement et le manque des projets de développement dans les pays à faible revenu ». Il a affirmé que « la question de la soutenabilité de la dette est une responsabilité commune, et les parlementaires, en tant que représentants de la volonté des peuples, doivent exercer des pressions sur les décideurs dans leurs pays afin de respecter cette soutenabilité, en ayant la capacité de continuer à régler leurs dettes sans recourir au rééchelonnement, ni être en défaut de paiement, et sans aucun impact négatif sur les dépenses sociales, ni sur la croissance économique ». Il « ne s'agit pas uniquement d'une question financière, mais aussi d'une question qui touche à la souveraineté, à la stabilité sociale et aux opportunités de développement dans les pays à faible revenu », a-t-il

estimé, ajoutant que « la garantie de cette soutenabilité requiert des efforts intégrés englobant une réforme interne, un soutien international et une planification financière à long terme ».

Il a également indiqué qu'« à la lumière des défis mondiaux actuels, il importe de traiter cette question avec responsabilité et une véritable solidarité internationale ». À noter que, les membres de la délégation parlementaire ont tenu, en marge des travaux du sommet, « des rencontres bilatérales avec les présidents des délégations des pays amis participant à cette manifestation, en vue de renforcer la concertation et l'échange de vues sur les questions internationales d'actualité, et les questions intéressant les peuples africains », a conclu le communiqué.

L. Zeggane

DIALOGUE AFRIQUE – PAYS NORDIQUES

M^{me} Mansouri prend part à la Réunion ministérielle du Zimbabwe

Renforcer le dialogue entre l'Afrique et les pays nordiques sur les questions de paix et de sécurité, l'investissement et les échanges commerciaux, ainsi que sur l'entrepreneuriat et le rôle des jeunes innovateurs, c'est l'objectif de la 22e Réunion ministérielle des pays africains-pays nordiques, qui s'est tenue les 2 et 3 octobre 2025 à Victoria Falls, au Zimbabwe. La secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakhta Mansouri, a participé aux travaux de cette réunion qui a eu pour thème : "tirer partie de la technologie et de la coopération pour des sociétés prêtes pour l'avenir". Le communiqué du ministère qui donne l'information, rapporte l'intervention de Mme Selma Bakhta Mansouri à la séance du Forum des jeunes innovateurs. Elle a souligné que la force de l'Afrique réside dans sa jeunesse, mettant en avant le modèle algérien fondé sur la gratuité de l'enseignement à tous les cycles, et affirmant que "l'investissement dans l'éducation doit s'accompagner de l'adoption de politiques d'appui et de mécanismes de financement innovants qui ouvrent aux jeunes des opportunités d'accès au marché du travail et leur permettent de transformer leurs innovations en projets productifs". Elle a rappelé l'annonce par le président Abdelmadjid Tebboune, lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), de la création du Fonds africain de financement des start-up et des jeunes innovants, qui représente une initiative algérienne visant à offrir aux jeunes africains de véritables espaces pour concrétiser leurs idées et les transformer en projets viables", ajoute le communiqué. "L'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue un outil stratégique qui ouvre des marchés à ces jeunes et leur offre des opportunités pour étendre leurs projets à travers le continent, et transformer leur créativité en industries capables d'opérer le changement escompté", a-t-elle souligné. En marge de cette réunion, Mme Mansouri a tenu une rencontre bilatérale avec le ministre zimbabwéen des Affaires étrangères et du Commerce international, Amon Murwira, lors de laquelle ils ont passé en revue l'état des relations bilatérales et les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans différents domaines, lit-on dans le communiqué. Pour rappel, l'Algérie a accueilli la 20e réunion ministérielle en 2023.

M. R.

LE PRÉSIDENT RASSURE TOUT EN APPELANT LES OPÉRATEURS NATIONAUX À CONCRÉTISER
LES CONTRATS SIGNÉS À L'IATF :

« Notre économie est sur Le bonne voie »

Passé l'euphorie qui a suivi le succès de l'IATF à Alger, l'heure pour les opérateurs nationaux est à la cueillette des fruits des contrats conclus avec leurs partenaires en Afrique.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a assuré, jeudi, à l'ouverture d'une rencontre avec les opérateurs économiques au Centre international de conférences « Abdelatif-Rahal » à Alger, consacrée à la capitalisation du succès de la Foire commerciale intra-africaine (du 4 au 10 septembre 2025) à Alger, que l'économie nationale est sur la bonne voie. Les rapports des institutions nationales et internationales peuvent en témoigner de voyants au vert. Et s'il faut un indicateur supplémentaire pour confirmer la bonne santé de l'économie nationale, le succès réalisé par l'Algérie à la 4e IATF. Le Président a souligné, en ce sens, que l'IATF était « l'occasion pour les opérateurs économiques, publics et privés, de prouver que l'économie nationale est sur la bonne voie ». Cet événement et les résultats qui l'ont dépeint témoignent aussi de l'amélioration du climat des affaires chez nous. Ce sont les chiffres qui le disent. Les organisateurs de l'IATF ont reconnu que les résultats avaient dépassé leurs attentes. Et l'Algérie a eu la part belle du gâteau. Sur 48,3 milliards de dollars de contrats conclus, 11,4 milliards étaient lui étaient revenus. Pas seulement, puisque 11,6 autres milliards de contrats sont en cours de négociation. Pour autant, il y reste encore du chemin à faire. Autrement dit, les opérateurs algériens doivent passer un autre cap pour atteindre le Graal. Il faut maintenant passer à l'action pour récolter les fruits des contrats signés avec des partenaires africaines.

« HONOREZ VOS ENGAGEMENTS »

Suite à quoi, le président Tebboune a appelé les opérateurs économiques qu'il a ainsi réunis autour de l'IATF, à honorer, sur le terrain, leurs engagements envers leurs partenaires étrangers, et ce conformément aux exigences contractuelles. Se voulant d'un message d'encouragement, le Président a indiqué que les bons résultats obtenus par l'Algérie à travers les transactions réalisées « sont le fruit d'une mobilisation collective, ayant attiré les acteurs économiques et les partenaires africains et internationaux en Algérie ». Toutefois, il faudrait ne pas rester au milieu du gué. Il faut terminer le travail commencé. Nos opérateurs économiques ne doivent pas laisser filer cette opportunité qu'était l'IATF. « Cette Foire, qui a été une véritable opportunité pour les opérateurs économiques, d'Afrique et d'ailleurs, de découvrir l'Algérie, a enregistré des chiffres sans précédent dans l'histoire de cette manifestation », a affirmé le Président à ce sujet.

« PRIORITÉ À L'IMPORTATION DES MATIÈRES PREMIÈRES »

À propos du produit national, le Président



Ph : DR

en a été le premier à être l'ambassadeur. Il a ainsi souligné la « haute qualité » des produits algériens, relevant que l'IATF « était un véritable catalyseur permettant d'envisager la promotion de domaines plus vastes dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme, et de concrétiser davantage d'initiatives d'investissement ». D'ailleurs, si nos entreprises avaient réussi à arracher des contrats à l'exportation lors de l'IATF, c'est que, justement, leurs produits font florès sur le marché africain. Là encore, le Président a, lors de cette réunion à laquelle ont assisté de hauts responsables de l'Etat et des membres du Gouvernement, ainsi que d'opérateurs économiques, d'investisseurs, d'organisations patronales et d'organismes et entreprises publics et privés, donné un coup de pouce à la production nationale. Il a rassuré les industriels de l'accompagnement de l'Etat. À commencer par ne pas interdire l'importation des besoins vitaux de l'industrie nationale. Il en veut pour preuve, l'engagement suivant : « l'importation des matières premières est une priorité ».

Après avoir invité les opérateurs algériens à entretenir des liens pérennes avec leurs partenaires étrangers, le Président a appelé à une « économie diversifiée et compétitive, exempte de contraintes bureaucratiques ». Il a, dans cette direction, fait part de « grands pas franchis » en matière de création de PME et de start-up. Par ailleurs, il n'a pas manqué d'adresser ses remerciements à « tous ceux qui se sont mobilisés pour donner une image honorable de notre pays, qui a accueilli, une semaine durant, cette manifestation large-

ment suivie en Afrique et dans le monde », saluant « les efforts des cadres du secteur du commerce extérieur et l'accompagnement permanent du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et des services de sécurité, qui ont fait preuve d'un grand professionnalisme ». D'autre part, il a rappelé les objectifs stratégiques de l'Etat algérien qui mise sur « une économie forte, une armée forte et un peuple conscient et nationaliste ».

INDUSTRIE : POUR UNE CONTRIBUTION DE 13% AU PIB

Lever essentiel sur lequel repose la croissance hors-hydrocarbures, le secteur de l'industrie est parti pour contribuer à 13% au Produit intérieur brut. À ce sujet, le Président a rappelé le chiffre dérisoire de 3% réalisé en 2019 et lequel contraste avec les 18% de 1972 en matière de la part de l'industrie dans le PIB. Il a déploré, à ce titre, que « la production nationale avait été anéantie » par le passé. Evoquant la dynamique d'investissement, le Président a salué le nombre de projets enregistrés auprès de l'AAPL. Ils dépassent les 17.000 avec une perspective de 420.000 emplois à la clé. Concernant les start-up, le nombre passe de 200 seulement à près de 10.000 aujourd'hui. « Des start-up qui honorent l'Algérie dans les fora internationaux », a commenté le Président. Enfin, le Président a évoqué les perspectives prometteuses du potentiel national avec, notamment, des ressources nécessaires qui pourraient générer un PIB à 400 milliards de dollars en 2027.

Farid Guellil

L'Etat tient à la gratuité de l'enseignement

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, jeudi à Alger, l'attachement de l'Etat à la gratuité de l'enseignement et, partant, la préservation du caractère social de l'Etat. Lors de la rencontre avec les opérateurs économiques, le chef de l'Etat a précisé que « l'Algérie ne renoncera pas à la gratuité de l'enseignement » en dépit du poids financier que celle-ci représente pour le budget de l'Etat. En outre, il a mis en exergue les acquis importants réalisés grâce aux efforts consentis par le pays dans le domaine de l'enseignement, rappelant notamment les efforts considérables ayant permis d'éradiquer l'analphabétisme en Algérie, « alors qu'il avoisinait les 90% au lendemain de l'indépendance. »

F. G.

ACHÈVEMENT DE LA NUMÉRISATION DU SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Djellaoui rappelle une exigence présidentielle

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a souligné la nécessité de généraliser la numérisation du secteur, en associant l'ensemble des structures concernées, et de procéder à une évaluation périodique de l'état d'avancement du processus, en vue de son achèvement total avant la fin de l'année en cours.

Intervenant lors d'une réunion consacrée au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre

de la stratégie nationale de transformation numérique au niveau du secteur, Djellaoui a mis en exergue l'importance de la généralisation de la numérisation dans le secteur, conformément aux orientations du président de la République, d'où l'impératif d'associer l'ensemble des structures concernées par cette opération, y compris les cadres centraux et locaux, les établissements publics sous tutelle, les bureaux d'études et les laboratoires nationaux, et ce, en vue

d'assurer une transformation numérique globale et durable. L'évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan de transformation numérique s'effectue principalement à travers le développement d'applications techniques, la formation des formateurs et des utilisateurs aux niveaux central et local, ainsi que la maîtrise effective de l'exploitation de ces outils, considérés comme des leviers essentiels pour la réussite du processus de transformation

numérique dans ce secteur, a précisé le ministre.

À ce titre, il a donné des instructions fermes sur « la nécessité de procéder à une évaluation périodique du processus de numérisation, en identifiant les insuffisances constatées, et d'élaborer un programme d'action rigoureux garantissant l'achèvement total du processus avant la fin de l'année en cours ».

Sarah O.

SECTEUR DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DES TRANSPORTS Sayoud suit L'avancée de La numérisation

En application des instructions fermes du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, concernant la généralisation de la numérisation d'ici la fin de l'année 2025, les différents départements ministériels s'attellent à achever ce processus dans les délais fixés. C'est du moins le cas du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. En effet, le premier responsable de ce secteur, Saïd Sayoud, a présidé une réunion de travail dans le cadre du suivi de l'état d'avancement des différents chantiers de numérisation du secteur, avec les cadres centraux chargés des dossiers de ce dossier. Selon un communiqué de ce département ; « cette rencontre a permis de finaliser l'évaluation intermédiaire des chantiers en cours et de définir les priorités majeures devant être achevées avant la fin de l'année 2025, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune », ajoute la même source.

À cette occasion, Sayoud a rappelé « l'importance de la mobilisation de tous les cadres pour relever le défi de la numérisation », soulignant « la nécessité d'adopter un plan d'action accompagné d'un calendrier précis pour chaque chantier, tout en veillant à un suivi hebdomadaire de l'état d'avancement ». Dans le cadre de ses orientations, le ministre a également souligné « l'impact attendu de ces chantiers sur l'efficacité de l'action publique et le renforcement de la coordination intersectorielle, ainsi que sur l'amélioration des services offerts au citoyen et la simplification des procédures à son profit », conclut la même source.

Il est essentiel de rappeler, que lors de sa dernière entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, le Président Tebboune avait en effet affirmé que ; « la numérisation doit être finalisée d'ici à la fin de l'année », avertissant qu'il prendra des mesures radicales en cas de non-respect de ce délai. Le président de la République a qualifié ceux qui redoutent la numérisation de « chauves-souris qui aiment travailler dans l'ombre », soulignant que « celui qui agit avec intégrité n'a pas à craindre les chiffres ». À ce propos, il a relevé l'absence, parfois, de données réelles et précises, ajoutant « c'est pour cette raison que j'ai pris des décisions politiques courageuses, car elles vont dans l'intérêt du citoyen ».

Le président de la République a estimé que la généralisation de la numérisation est devenue « une nécessité incontournable », et que l'intégration de tous les secteurs « n'est plus une option », évoquant certains secteurs qui « ont préféré travailler dans l'opacité, retardant, délibérément, l'adoption de la numérisation ». Mettant en exergue l'importance de la numérisation, le président de République a cité en exemple le dossier du foncier et le paiement des taxes y afférentes. « L'introduction de la numérisation chez les notaires vise à lutter contre l'argent sale », a-t-il expliqué, ajoutant qu'« il n'est pas équitable qu'un propriétaire d'un bien immobilier avec piscine soit imposé au même niveau qu'un citoyen possédant un logement modeste, en matière de taxe ». Le président de la République a réaffirmé, dans le même sillage, que « le travail se poursuit, avec détermination, pour combattre ces pratiques jusqu'au dernier souffle, de la même manière que nous avons combattu (la Issaba) et ses résidus ».

Ania N.

L'ALGÉRIE RÉALISE DES AVANCÉES DANS LA PRISE EN CHARGE DES CANCÉREUX

« Les patients sont admis en état stable ou au début de leur maladie »

La troisième édition du congrès international d'oncologie s'est ouverte jeudi après-midi à la salle de conférence « The Dôme » de Sétif réunissant des spécialistes de 6 pays à l'initiative du centre anti-cancer de la wilaya et de la Société algérienne de formation et de recherche en oncologie (SAFRO).

Cet événement devant se clôturer aujourd'hui, et qui coïncide avec la manifestation Octobre rose, a fait que son thème soit consacré aux cancers du sein et du poumon, a précisé à Pr. Tahar Filali, secrétaire général de la SAFRO et chef du service oncologie au CHU de Constantine. « L'Algérie a accompli de grands pas dans la lutte contre le cancer », a affirmé ce spécialiste ajoutant que « jusqu'à peu, les patients étaient admis à des stades avancés de la maladie, tandis qu'aujourd'hui nous recevons des malades en état stable ou au début de leur maladie » ce qui augmente les chances de guérison, encourageant le diagnostic précoce de la maladie. Pr. Adlane Dib, chef du service d'oncologie au centre anti-cancer (CAC) de Sétif, a indiqué que cette rencontre regroupe près de 500 acteurs du domaine dont 50 professeurs et experts venus de 30 wilayas du pays et de cinq pays (Allemagne, Belgique, Tunisie, Egypte et Arabie Saoudite). Ce congrès vise à présenter aux participants les évolutions médicales dans ce domaine et favoriser les échanges d'expérience pour améliorer la prise



en charge des cancéreux en Algérie, a ajouté Pr. Dib également superviseur général de la rencontre. De son côté, le wali de Sétif, Mustapha Limani, a relevé que la tenue de congrès scientifique « traduit l'intérêt majeur accordé par l'Etat algérien à la santé publique et particulièrement à la lutte contre le cancer à travers le renforcement de la recherche scientifique, de la formation et de la dotation des structures sanitaires en équipements modernes ». Inscrite dans le cadre de la formation continue du personnel médical, la rencontre prévoit la présentation de 30 commu-

nications autour de six axes « état des lieux des cancéreux en Algérie et les cancers les plus fréquents », « cancer du sein et octobre rose », « cancer du poumon », « cancer du côlon », « cancer de la glande thyroïde » et « cancer des glandes gastriques ». Quatre ateliers seront tenus au hall de la salle des conférences The Dôme sur la médecine généraliste, la psychologie et les soins palliatifs, la formation des infirmiers et la prise en charge sanitaire en plus de 100 posters de travaux de recherche sur le domaine.

A. N.

LE MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ANNONCE LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE OCTOBRE ROSE

Sensibilisation au cancer du sein

Le ministère de la Jeunesse a annoncé le lancement d'une campagne de sensibilisation nationale contre le cancer du sein et ce à l'occasion de la manifestation octobre rose. Dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook, la même source a expliqué que cette campagne s'inscrit « dans le cadre du renforcement du soutien psychologique et moral des jeunes femmes atteintes d'un cancer du sein et des moyens de prévention ». Elle vise également, poursuit le

ministère, à « sensibiliser, briser le silence et encourager les femmes à faire du dépistage une habitude saine et pouvant sauver des vies ». Considéré comme la première maladie cancéreuse touchant les femmes dans le monde, le cancer du sein enregistre chaque année 15 000 nouveaux cas en Algérie, entraînant plus de 4 200 décès. Cela représente environ 13 femmes qui en meurent chaque jour. Selon Hamida Kettab, présidente de l'association El-Amel, Octobre rose constitue un

moment clé pour rappeler l'importance de la prévention afin de se prémunir contre cette maladie qui touche particulièrement les femmes à travers le monde. « Le dépistage précoce est la seule parade efficace contre la propagation du cancer du sein », a-t-elle affirmé. Selon la présidente de l'association El-Amel, les opérations de sensibilisation initiées par le ministère de la Santé et le mouvement associatif ont permis de faire prendre conscience aux femmes de l'importance du

dépistage précoce. La preuve en est qu'aujourd'hui, plus de 68 % des femmes qui se présentent pour des soins sont à un stade précoce de la maladie, alors qu'auparavant, on recevait majoritairement des patientes à un stade avancé nécessitant des traitements lourds (mastectomie totale, chimiothérapie, radiothérapie...). Comme chaque année, des campagnes de sensibilisation et de dépistage seront lancées durant ce mois d'octobre.

Ania N.

FORUM MONDIAL DE L'AISS À KUALA LUMPUR

La CNAS expose la carte virtuelle « e-chifa »

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a pris part, à Kuala Lumpur en Malaisie, aux travaux du Forum mondial de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS). Sous le slogan « Façonner la sécurité sociale pour un monde en transition » la CNAS a marqué sa présence au Forum mondial de l'AISS, à travers la participation à plusieurs événements organisés dans le cadre de cette manifestation, en exposant ses efforts en matière d'innovation et de renforcement des systèmes de sécurité sociale, a précisé un communiqué de la caisse. Lors de cet événement international, considéré comme le plus important dans le domaine de la sécurité sociale, qui réunit plus de 1500 représentants issus de 130 pays, le directeur général de la CNAS, Nadir Kouadria, a présenté une intervention intitulée « l'innovation dans les établissements de la sécurité sociale : le rôle du leadership et de la gouvernance de l'innovation, ainsi qu'un exposé sur la carte virtuelle "e-chifa" lors de la séance interactive « zone d'innovation ». À cette occasion, « la Caisse a reçu un certificat de mérite pour les vidéos avec lesquelles elle a participé

dans le concours du festival des vidéos destiné à promouvoir la sécurité sociale, qui ont été publiées sur le site officiel de l'AISS », ajoute le communiqué. La participation de la CNAS à cet événement « témoigne de sa volonté de contribuer

efficacement à l'échange d'expériences et d'expertises internationales et de renforcer sa position d'acteur clé en matière d'innovation dans les systèmes de sécurité sociale », lit-on dans le communiqué.

Sarah O.

ORGANISÉE PAR LA COUR DE JUSTICE DE TIPASA

Journée d'étude sur le nouveau Code de procédure pénale

Une journée d'étude consacrée aux nouveautés introduites par le nouveau Code de procédure pénale a été organisée par la Cour de justice de Tipasa, avec la participation de magistrats et de représentants de différents corps de sécurité et d'institutions. Dans le cadre de cette rencontre de formation, les procureurs de la République près les tribunaux de Tipasa, Hadjout, Koléa et Cherrhell ont abordé « les principales nouveautés du Code de procédure

pénale, suivies de débats sur les difficultés pratiques que les magistrats pourraient rencontrer lors de son application ». Le procureur général adjoint, Salem Abdelouahab, et le procureur de la République près le tribunal de Tipasa, Lahbali Bakhti, ont quant à eux expliqué les « obstacles à l'engagement de l'action publique et les alternatives aux poursuites pénales », en insistant sur « les mécanismes de médiation judiciaire avant la mise en mouvement de l'action publique,

conformément au principe privilégiant la conciliation à la sanction ». De son côté, le procureur adjoint près le tribunal de Koléa, Chouïb Bilal, a abordé la question de « l'enquête préliminaire à la lumière du nouveau Code de procédure pénale », tandis que son homologue du tribunal de Cherrhell, Lamari Mohamed, a traité du thème des « poursuites pénales ». Pour sa part, le président de la Cour de Tipasa, Khalfi Abdelouafi, a appelé les magistrats à une lecture approfondie

et réfléchie de la nouvelle législation afin d'en comprendre les mécanismes et de s'adapter à ses dispositions, soulignant que ce nouveau texte visait à répondre à l'évolution rapide de la criminalité. Ajoutant que « l'objectif de cette rencontre était de discuter des difficultés pratiques liées à la mise en œuvre optimale du nouveau Code de procédure pénale, de l'enquête préliminaire jusqu'au jugement et aux voies de recours », a-t-il conclu.

L. Z.

ORGANISATION DU HADJ 2026

Appel à la soumission d'offres techniques et financières

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a invité les entreprises et établissements habilités à fournir des services au profit des pèlerins algériens, à soumettre leurs offres techniques et financières, conformément aux cahiers des charges relatifs à l'opération, en prévision de la saison du Hadj 1447H/2026, a indiqué un communiqué de l'ONPO. Ces services concernent « l'hébergement des pèlerins à La Mecque et à Médine, la restauration, la prise en charge des hadjis sur leur lieu d'hébergement, le transport (circuit complet), ainsi que le transfert des bagages, outre le suivi médical des pèlerins et la location des locaux du Bureau des affaires des pèlerins algériens à Médine », a précisé le document. Pour participer à la soumission des offres mentionnées, « l'entreprise ou l'établissement doit être agréé et légalement habilité à fournir les services demandés au Royaume d'Arabie saoudite », a fait savoir le communiqué.

S'agissant de la publication et du retrait du cahier des charges, la même source a indiqué que « les parties intéressées peuvent le consulter et le retirer, en le téléchargeant sur le site web officiel de l'ONPO », via le lien suivant : « www.onpo.dz » ou sur sa page officielle sur Facebook : « <https://www.facebook.com/dzonpo> ». À cet effet, l'ONPO a fixé le délai de préparation des offres à dix jours à compter de jeudi dernier, précisant que « les dossiers doivent être déposés auprès du consulat général d'Algérie à Djeddah, à partir de demain dimanche jusqu'au samedi 11 du mois en cours, à 12h00, a conclu le communiqué.

L. Zeggane

IMPÔTS

Le délai de la souscription de l'ERA reporté au 30 septembre 2026

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, dans un communiqué, le report, au 30 septembre 2026, du délai de souscription de l'état récapitulatif annuel (ERA) relatif à l'exercice 2024. La DGI a indiqué que ce report concerne « l'ensemble des contribuables soumis au régime du réel et relevant des inspections des impôts dotées du système d'information JIBAYA'TIC, prévu par les articles 18 et 151 bis du Code des impôts directs et taxes assimilées (CIDTA) ». Ainsi, les contribuables concernés sont invités à procéder, à la souscription par voie de télédéclaration, de l'état récapitulatif annuel (ERA) relatif à l'exercice 2025, ainsi que celui de l'exercice 2024, avant le 30 septembre 2026, précise le communiqué.

S. O.

RACCORDEMENT DES SILOS DE L'OAIC AU RÉSEAU FERROVIAIRE

La réalisation du programme va bon train

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) poursuit la mise en œuvre du programme national de raccordement des silos en béton de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) au réseau ferroviaire national, notamment à Béchar, sous la tutelle du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.



Selon l'agence, ce programme, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à moderniser le réseau de transport ferroviaire et à renforcer les infrastructures logistiques conformément aux exigences de la sécurité alimentaire, fait partie des projets visant à développer les infrastructures logistiques en améliorant les capacités de stockage et de transport des céréales à travers les différentes régions du pays, et à évoluer vers un mode de transport plus efficace et durable. Dans ce contexte, le directeur de la communication de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires, Abdelkader Mazzar, a déclaré que ce programme, qui prévoit le raccordement de sept silos en béton appartenant à l'OAIC, a

enregistré des résultats significatifs. En effet, après l'achèvement des travaux de raccordement de trois silos en béton à Boucheougouf (Guelma), El-Khroub (Constantine), Bazoul (Jijel), les travaux de raccordement du silo de Sidi Belkheir à Oued Tlalat (Oran) au réseau ferroviaire logistique national, sur une distance de 02 km, ont été achevés et mis en service, tandis que les travaux de raccordement du silo d'Aïn Talout (Tlemcen) ont considérablement progressé, a-t-il expliqué. Parallèlement, les travaux de raccordement de deux autres silos similaires à Hamr El-Aïn, dans la wilaya de Tipaza, et à Tlaghma, dans la wilaya de Mila, se poursuivent dans le cadre du même projet, a-t-il ajouté. Par ailleurs, Mazzar a souligné que l'ANESRIF poursuit la préparation des études nécessaires pour un

programme complémentaire visant à raccorder 16 autres silos en béton au réseau ferroviaire national, qui se décline en huit quotas répartis entre les wilayas de Béchar, Aïn Defla, Souk Ahras, M'sila, Relizane, Mila, Jijel, Annaba, Sétif, Mascara, El Oued, Khenchela, Oum El-Bouaghi, Biskra, Tizi-Ouzou et Blida, garantissant une couverture plus large des grands centres de stockage des céréales, tout en renforçant l'intégration entre les différents pôles agricoles et les centres de stockage et de distribution. «Ce programme représente plus qu'une simple opération de raccordement ferroviaire, car il s'agit d'un investissement stratégique visant à faire évoluer le système de transport et de stockage des céréales en Algérie», a-t-il indiqué. Sur un autre plan, en transférant une partie importan-

te du transport des céréales assurée par des camions poids lourds vers le transport ferroviaire, le projet contribuera à réduire la pression sur le réseau routier national et à diminuer les coûts de transport, tout en assurant une plus grande fluidité dans l'approvisionnement et la distribution des céréales à l'échelle nationale, a-t-il souligné. Il devrait également contribuer à accroître la rentabilité du réseau ferroviaire, en élargissant son utilisation pour le transport de matières premières, ce qui renforcera la compétitivité de l'économie nationale et soutiendra les efforts de l'État pour parvenir à un développement économique durable fondé sur des infrastructures intégrées et efficaces, a fait savoir le même responsable de l'ANESRIF.

Sarah O.

AVEC LE PASSAGE DE L'USINE DE DESSALEMENT « CAP DJINET 2 » AU PLEIN RÉGIME Notre sécurité hydrique renforcée

Le groupe Sonatrach a annoncé l'entrée de l'usine de dessalement de l'eau de mer (Cap Djinet 2) dans la wilaya de Boumerdès, en phase de production à pleine capacité opérationnelle estimée à 300.000 m³/jour, soit l'équivalent de 300 millions de litres d'eau dessalée, et ce, après parachèvement et des contrôles de qualité. L'entrée de cette usine, classée parmi les installations stratégiques, en phase de production à pleine capacité ce jeudi à 10h00, est le fruit d'un processus technique et expérimental intégré ayant suivi l'inauguration officielle par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le 11 mars 2025. Dans ce cadre, le groupe a mis en relief que la mise en exploitation à pleine capacité de l'usine est intervenue après « des tests rigoureux aux niveaux mécanique et technique, ainsi que des contrôles de qualité, garantissant une conformité totale avec les normes internationales en vigueur en matière de sécurité et d'efficacité ». L'entrée en service de cette installation « témoigne du succès de l'approche nationale visant à mobiliser les compétences algériennes et à valoriser leur expertise », ajoute la même source, rappelant que l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP), filiale de Sonatrach, a réalisé l'usine de dessalement dans toutes ses phases, depuis les études d'ingénierie initiales jusqu'à la mise en exploitation complète, démontrant une nouvelle fois sa capacité à mener à bien de grands projets conformes aux standards internationaux. Ainsi, Sonatrach a réaffirmé, à travers sa filiale Algerian Energy Company (AEC), son engagement constant à exécuter le premier programme national complémentaire visant à renforcer la sécurité hydrique dans des « délais records », reflétant ainsi « la détermination nationale à relever les défis liés aux ressources hydriques ». Pour Sonatrach, l'usine (Cap Djinet 2) constitue « un acquis stratégique qui renforce la souveraineté hydrique de l'Algérie, et incarne le leadership de Sonatrach en tant qu'acteur économique national majeur dans la mise en œuvre de grands projets à portée de développement durable, au service de l'économie nationale et de la société ».

Ania N

COORDINATION, PERFORMANCE, ORGANISATION LOGISTIQUE, EXPLOITATION OPTIMALE DU SYSTÈME « ALCES » ...

Comment la DGD réduit les délais et les coûts de dédouanement des véhicules

La Direction générale des douanes (DGD) a annoncé, l'adoption de plusieurs mesures visant à réduire les délais et les coûts de dédouanement des véhicules importés par des particuliers, ainsi qu'à atténuer la congestion au niveau des ports et des zones de dépôt, a fait savoir un communiqué de la DGD. Selon la même source, « cette décision est intervenue lors d'une réunion de coordination présidée par le Directeur général (DG) des douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouche, au cours de laquelle ont été examinées les contraintes et difficultés enregistrées dans le processus de dédouanement des véhicules importés par des particuliers, ainsi que les solutions susceptibles de réduire les délais de traitement et de contenir les coûts supportés par les personnes, en plus de l'allègement de la congestion au niveau des

ports et des zones de dépôt ». À cet effet, « plusieurs mesures urgentes ont été arrêtées afin d'accélérer les opérations de dédouanement, notamment à travers le renforcement de la coordination entre les différentes parties concernées, l'amélioration de l'organisation logistique au niveau des zones portuaires et en dehors, l'exploitation optimale du système d'information des douanes « ALCES », ainsi que la mise en place de mécanismes d'interconnexion entre les différents intervenants pour améliorer la performance et assurer une meilleure fluidité dans le traitement », d'après la même source. À cet effet, la DGD a souligné que « cette initiative traduit sa volonté d'améliorer la qualité des services offerts à ses usagers ». Les participants concernés par cette démarche se sont, pour leur part, engagés à « mobiliser tous les moyens et ressources

nécessaires pour mettre un terme à cette situation ». À noter que, la rencontre a vu la participation de représentants des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de l'Énergie et des Mines, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, ainsi que de la Direction générale des impôts (DGI), du Groupe des services portuaires « SERPORT », du Port d'Alger, de la société « DP World Djazair », de l'Union nationale des transitaires et commissionnaires en douanes agréées (UNTCA), de l'Association professionnelle des agents maritimes algériens (APAMA), du Syndicat patronal des transports et de la logistique (TRANSLOG), et du Syndicat national des exploitants de plateformes logistiques (SNEPL), a conclu le communiqué.

L. Zeggane

ALGÉRIE – TUNISIE Sayoud s'entretient avec le président du groupe parlementaire d'amitié

Dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale, une rencontre s'est tenue à Alger entre le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, et le président du groupe parlementaire d'amitié « Tunisie-Algérie », Adel Boussalmi, et la délégation l'accompagnant, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au Palais du Gouvernement, les deux parties ont salué « les relations bilatérales privilégiées et étroites entre l'Algérie et la Tunisie, et évoqué plusieurs questions d'intérêt commun, échangeant par là même les vues sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale, notamment dans les domaines du développement et de l'économie, au service des deux peuples frères », a précisé la même source. À cette occasion, « les deux parties ont abordé la dynamique positive marquant la coopération bilatérale dans les domaines liés au secteur, et examiné les perspectives de son renforcement, en particulier en matière de coopération sécuritaire et de lutte contre le crime transfrontalier, ainsi que la dynamique enregistrée dans le développement des zones frontalières », a fait savoir le communiqué. Dans ce sens, Sayoud a rappelé, « les nouvelles mesures prises inspirées des hautes orientations des présidents des deux pays », visant « à assurer une mobilité fluide entre les deux États, notamment par l'ouverture et le renforcement des lignes de transport entre les deux pays, en tant que vecteur essentiel de la coopération économique et de la circulation des citoyens », a conclu le communiqué.

L. Z.

BELLE PERFORMANCE DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES

10 contrats d'exportation signés à Madrid

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé la signature de 10 nouveaux contrats d'exportation avec des partenaires étrangers par des entreprises nationales lors de la 17e édition du Salon international des fruits et légumes et des techniques agricoles modernes (Fruit Attraction 2025) à Madrid. Selon le

ministère, ces contrats ont été décrochés par neuf entreprises algériennes, avec des partenaires étrangers issus de pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique, dans le cadre de leur participation au pavillon national qui a regroupé 17 entreprises et exportateurs algériens, dans le but de mettre en valeur les potentialités agricoles nationales, a précisé le communiqué.

Cet acquis reflète « le grand intérêt » suscité par le pavillon algérien tout au long des trois jours du Salon. Soulignant que « le pavillon national a attiré un nombre important de professionnels, d'importateurs et de représentants de grands réseaux de distribution internationaux, lesquels ont salué la qualité, la diversité et la compétitivité des produits algériens

sur les marchés mondiaux ». Ces résultats viennent également « renforcer les efforts déployés sous l'égide du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de diversification des exportations hors hydrocarbures », a précisé la même source.

S. O.

ALORS QUE LE MAKHZEN ET LA FAMILLE ROYALE FONT FACE À LA COLÈRE DES JEUNES MANIFESTANTS

Un « Maroc nouveau » en gestation

Le Makhzen est en train de perdre la raison en versant dans une répression sauvage des manifestations pacifiques qui secouent le Maroc. Mais rien ne semble dissuader le collectif « GenZ 212 » qui a relayé un appel à une « marche millionnaire » pour demain, le 5 octobre.



PH: DR

Outre les ONG Human Right Watch et Amnesty international qui ont appelé le gouvernement marocain à respecter le droit du peuple marocain à s'exprimer et à manifester pacifiquement, le SG de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé au respect de « l'État de droit » face aux manifestations de jeunes en cours au Maroc. Il a déploré les violences survenues lors des récentes manifestations dans le pays, qui ont fait, selon des activistes du groupe « GenZ 212 », et des sources médiatiques trois morts et plusieurs centaines de blessés. On parle également de centaines d'interpellations parmi les manifestants qui ont décidé de rester « mobilisés jusqu'à l'instauration d'un système politique qui garantirait la dignité au peuple marocain », ont indiqué des animateurs du mouvement populaire. M. Antonio Guterres a dénoncé la montée des tensions au Maroc dans un contexte de manifestations de jeunes et

appelé le gouvernement marocain à respecter le droit à la libre expression du peuple.

Selon des animateurs du mouvement « GenZ 212 », une troisième personne a été tuée et d'autres ont été blessées jeudi suite à l'intervention violente des forces de l'ordre du Makhzen contre des manifestants pacifiques dans la province d'Inzegane (sud du Maroc), alors que les protestations réclamant justice sociale et lutte contre la corruption se multiplient dans le pays. Des activistes marocains, ont relayé une vidéo montrant un membre de la gendarmerie royale, tirant avec un pistolet sur des manifestants dans la ville d'Agadir qui était pourtant jusqu'à-là épargnée par les manifestations.

Selon des sources médiatiques, l'intervention brutale des forces de l'ordre du Makhzen lors d'une confrontation avec des manifestants pacifiques à Inzegane a causé la mort d'une troisième personne et blessé plusieurs autres. Des manifestants ayant participé

aux protestations ont été arrêtés, tandis que les autorités ont annoncé que certains pourraient être condamnés à des peines de prison pouvant aller jusqu'à 20 ans, voire à la réclusion à perpétuité, suscitant de vives critiques de la part d'organisations locales et internationales de défense des droits de l'homme, qui considèrent ces sanctions comme un crime politique parfait.

APPEL À DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Cette escalade intervient alors que les citoyens réclament des réformes économiques et sociales urgentes, face à l'intensification de la pauvreté, du chômage et à la détérioration des services de base. Des médias locaux et les témoignages directs sur place ont diffusé des photos et vidéos documentant l'usage excessif de la violence par les forces de l'ordre, provoquant une large vague de colère tant au niveau national qu'international. Plus tôt dans la journée de jeudi, les

médias avaient indiqué que l'intervention violente des forces de l'ordre du Makhzen contre les jeunes manifestants pacifiques dans la province d'Inzegane, mercredi soir, avait coûté la vie à deux personnes, tandis que des centaines d'autres ont été blessées. Il faut rappeler que cette révolution pacifique engagée par le peuple marocain pour dénoncer le népotisme de la famille royale et le Makhzen intervient sur fond d'une guerre de succession qui secoue les arcanes du palais royal qui est miné par une guerre larvée entre plusieurs clans de la famille royale.

On parle même d'une fuite vers l'étranger du prince héritier et ses partisans dans la famille royale. Mais ce qui attise encore plus la tension sont les sorties jugées provocatrices du ministre de l'intérieur qui a qualifié les jeunes manifestants d'ennemis du pays et d'individus dirigés depuis l'étranger. Dans une déclaration aux médias, au lieu de déplorer les violences et regretter les jeunes

manifestants morts ou blessés il s'est contenté de dire qu'au moins 326 membres des forces de sécurité ont été blessés lors des troubles, tandis que des dégâts importants ont été signalés sur 271 véhicules de sécurité publique et 175 voitures privées, sans « piper » mot sur les jeunes manifestants morts ou blessés ou sur les nombreux autres appréhendés et qui risquent, selon le droit marocain, amendé sous Hassan II, pour durcir les peines contre toute opposition au roi, la réclusion criminelle à perpétuité.

« MARCHÉ MILLIONNAIRE CE 5 OCTOBRE »

Le système du Makhzen est en train de vaciller et la famille royale voit son autorité et son emprise sur la société marocaine sérieusement menacée. Le collectif « GenZ 212 » a relayé sur les réseaux sociaux un appel à manifester pour la journée de demain, le 5 octobre. Plusieurs syndicats et organisations ont promis de rejoindre cet appel qui qualifie de millionnaire la marche de demain pour dénoncer les conditions socioéconomiques, le système royal, la normalisation des relations diplomatiques avec l'entité sioniste. Aujourd'hui, selon de nombreux analystes, le Maroc, nouveau est en train de naître.

Le peuple qui aspire à un ordre républicain qui garantirait l'égalité des droits et des devoirs entre tous les Marocains, a décidé de sortir dans la rue pour chasser du trône un roi effacé de la scène politique par sa maladie, une famille royale qui continue de se servir des richesses du pays, et une oligarchie qui a prêté allégeance et soumission au roi pour mieux se servir et asservir le peuple et un gouvernement engagé dans un véritable bradage de la souveraineté du Maroc qu'il est en train de livrer pieds et poings liés à l'entité sioniste.

Slimane B.

L'ONU DÉNONCE LE STRATAGÈME DE L'ENTITÉ SIONISTE

« À Ghaza, il y a des zones de mort et non pas de sécurité »

Alors que la guerre menée par Israël contre la bande de Ghaza entre dans son vingt quatrième mois, la communauté internationale intensifie ses critiques face à la poursuite des bombardements et à l'aggravation de la catastrophe humanitaire.

L'Organisation des Nations unies a qualifié de « mascarade » la soi-disant « zone de sécurité » instaurée par l'occupation dans le sud de l'enclave, affirmant qu'aucun endroit n'y est réellement sûr pour les Palestiniens. Depuis Genève, James Elder, porte-parole de l'UNICEF, a dénoncé, devant la presse, l'absurdité de cette notion. « Les bombes tombent de manière prévisible, semant la terreur. Les écoles désignées comme refuges sont réduites en ruines, les tentes de fortune sont incendiées par les frappes aériennes », a-t-il déclaré, décrivant un quotidien marqué par la peur et la destruction. Selon lui, la situation humanitaire atteint un niveau dramatique, notamment pour les femmes qui viennent d'accoucher et leurs nouveau-nés. « Jamais la condition des mères et des nourrissons n'a été aussi catastrophique », a-t-il insisté, évoquant des couloirs de l'hôpital Nasser bondés de patientes et de déplacés. Un constat partagé par l'Organi-

sation mondiale de la santé (OMS), qui a averti que le système sanitaire du territoire est au bord de l'effondrement. Seuls 14 hôpitaux sur 36 continuent de fonctionner, et cela partiellement. Rick Peeperkorn, représentant de l'OMS dans les territoires palestiniens occupés, a témoigné n'avoir jamais vu l'hôpital Nasser dans un tel état de saturation. « Dans chaque couloir, des matelas à même le sol et des patients entassés. Les arrivées massives viennent du nord, épicentre de l'offensive militaire », a-t-il expliqué. Selon Elder, des scènes choquantes se répètent : mères et nourrissons contraints de s'allonger au sol, enfants prématurés partageant la même source d'oxygène faute d'équipement.

DES BOMBARDEMENTS QUOTIDIENS MEURTRIERS

Les frappes israéliennes se sont encore intensifiées ces derniers jours. Vendredi, 15 Palestiniens supplémentaires ont trouvé la mort, dont 11 dans la ville de Ghaza. Les bombardements ont visé le camp de Nusseïrat, le quartier de Sabra, Khan Younés, ainsi qu'une école dans le quartier de Zeïtoun. Selon le ministère de la Santé à Ghaza, le bilan humain dépasse désormais les 66 000 morts depuis le déclenchement

de la guerre, la majorité étant des enfants et des femmes. Dans un geste symbolique mais lourd de signification politique, plusieurs dizaines de colons israéliens d'extrême droite ont installé un campement à moins d'un kilomètre de la frontière nord de Ghaza.

Selon le Times of Israel, onze familles issues du mouvement dit des « Pionniers de Ghaza » ont dressé des cabanes traditionnelles utilisées durant la fête juive de Souccot. L'initiative, soutenue par la députée d'extrême droite Limor Son Har-Melech, réclame la réimplantation de colonies dans la bande de Ghaza, sur les ruines de l'ancienne colonie de Nissanit évacuée en 2005. Pour ces groupes, l'évacuation décidée il y a vingt ans fut une « erreur historique » à corriger. « C'est une opportunité historique de corriger l'erreur de 2005 », a lancé Son Har-Melech, appelant à ignorer « les diktats américains ». Le dirigeant du mouvement Nahala, Tzvi Elimelech Sharbaf, a, lui aussi, affirmé que « la seule solution est de rétablir la colonisation dans tout Ghaza », rejetant le plan présenté par Washington.

ISLAMABAD REJETTE LA « FEUILLE DE ROUTE TRUMP »

Sur le plan diplomatique, le Pakistan a

vivement rejeté le plan de Donald Trump, présenté cette semaine sous forme d'une feuille de route en 20 points pour parvenir à un cessez-le-feu. Le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Ishaq Dar, a dénoncé, devant le Parlement, un texte qui « ne reflète pas les demandes des pays musulmans ». Selon lui, des modifications substantielles ont été introduites sans concertation, vidant l'initiative de sa légitimité.

« Ces vingt points ne sont pas les nôtres, ils ne reflètent pas nos priorités », a-t-il déclaré. Islamabad exige que toute proposition de règlement mette en avant des conditions non négociables : un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des massacres, l'accès humanitaire sans entraves et la fin des déplacements forcés. « Ce document n'est pas un consensus islamique, mais une déclaration unilatérale des États-Unis », a insisté Dar.

La semaine précédente, le Premier ministre Shehbaz Sharif avait accueilli avec prudence l'idée d'une médiation américaine, tout en soulignant que seule une paix durable et fondée sur le respect des droits du peuple palestinien pourrait ramener stabilité et prospérité dans la région.

M. Seghilani

NAVIRE « DEIR YASSIN » DE LA « FLOTTILLE SOMOUD » VERS GHAZA

24 militants capturés dont plusieurs algériens

Les forces d'occupation sionistes ont arraisonné jeudi en haute mer le navire humanitaire Deir Yassin (Mali), l'une des embarcations de la Flottille internationale « Somoud », qui faisait route vers Ghaza afin d'acheminer une aide humanitaire symbolique et dénoncer le blocus meurtrier imposé depuis plus de 18 ans.



leur devoir moral était de porter la voix de Ghaza au-delà des frontières.

LARGE MOBILISATION MAGHRÉBINE ET ARABE

À bord se trouvaient 24 militants internationaux venus de divers horizons — Algérie, Tunisie, Maroc, Mauritanie, Turquie, États-Unis, Irlande et Royaume-Uni — tous unis par la cause palestinienne et déterminés à briser le silence face au génocide en cours. L'Algérie, pays historiquement engagé aux côtés de la Palestine, comptait une délégation remarquée dans ce voyage de solidarité. Parmi les passagers figuraient Abdel Fattah Chehna, Mohamed Slimane, Eddib Mehda, Abdelrached Krichi, Mohamed Ben Alouane, Abdallah Habib Taleb, Abderrahmane Amour... Ces militants ont rejoint la flottille malgré les risques, affirmant que

Aux côtés des Algériens, plusieurs tunisiens ont embarqué dans cette mission Wael Nawar, Ghassan Hnishi, Nabil Chtounfi, Mazen Abd Ellawi, Yassine Qaidi, Syrine Ghayri, Abdallah Massoudi, Aziz Mlayeni, Nourredine Selouaj, Marouane Mohamed Ben Qtaïa. Du Maroc, deux figures du militantisme étaient présentes : Ayoub Jarbawi et Aziz Ghali. La Mauritanie était représentée par Moha-

med Fall Cheikh Mohamed, symbole de l'engagement sahélien pour la cause palestinienne. La flottille ne se limitait pas au Maghreb et au monde arabe. D'autres militants venus d'horizons différents avaient pris place sur le Deir Yassin de Turquie : Soumaya Senna Bulat, militante associative connue pour son engagement dans les missions humanitaires. Des États-Unis : Jibril Ramirez, figure de la diaspora solidaire. D'Irlande : Louis Haney, engagé dans les campagnes internationales de boycott. Du Royaume-Uni : Aaron White, défenseur des droits humains.

UNE ATTAQUE CONTRE LA SOLIDARITÉ

L'arraisonnement de ce navire s'inscrit dans la longue série de violations commises par l'entité sioniste contre les missions civiles et pacifiques cherchant à dénoncer le siège de Ghaza. Les passagers ont été arrêtés et transférés de force, en violation flagrante du droit international maritime. Cet acte rappelle les attaques contre les flottilles précédentes, notamment le drame du Mavi Marmara en 2010, où plusieurs militants avaient été tués par l'armée sioniste. Si des voix de soutien se sont immédiatement élevées, notamment dans les pays du Maghreb, l'attitude des grandes puissances occidentales reste marquée par une complicité tacite avec les crimes de l'occupation. Cette absence de condamnation ferme ne fait que renforcer l'impunité de l'entité sioniste dans ses violations systématiques du droit humanitaire. Le choix du nom Deir Yassin pour ce navire n'était pas anodin : il rappelle le massacre de 1948, lorsque des centaines de Palestiniens furent assassinés par les milices sionistes. En capturant ce bateau, l'occupation tente une nouvelle fois d'effacer la mémoire de la résistance, mais chaque nom des passagers capturés résonnera désormais comme un symbole de courage.

M. Seghilani

L'OCCUPATION TRANSFORME L'ENCLAVE EN CIMETIÈRE

Plus de 60 morts en 24 heures à Ghaza

À u 72ème jour de la guerre d'extermination menée contre la bande de Ghaza, l'occupation sioniste a, de nouveau, franchi un seuil de violence. Les bombardements aériens, tirs d'artillerie et attaques de drones se sont intensifiés ce vendredi, visant des quartiers densément peuplés dans la ville de Ghaza, Khan Younés, Deir al-Balah et les camps de réfugiés du centre. Des dizaines de civils ont péri, aggravant une situation humanitaire déjà apocalyptique. Selon le ministère de la Santé de Ghaza, 63 Palestiniens ont été tués et 227 blessés au cours des dernières 24 heures, dont des enfants et des femmes. Le bilan total depuis le 7 octobre 2023 s'élève désormais à 66 288 morts et 169 165 blessés. Parmi eux, 2 597 Palestiniens sont tombés sous les balles et les bombes alors qu'ils tentaient simplement de récupérer de la nourriture, dans ce qui est désormais qualifié, par les ONG, comme une « politique délibérée de famine ». Dans le nord-ouest de Ghaza, les forces israéliennes ont fait exploser cinq véhicules blindés piégés, chargés de plusieurs tonnes d'explosifs, provoquant un champ de ruines dans les quartiers de la rue Al-Nasr et de la rue Al-Jalaa. Des frappes ont, par ailleurs, ravagé le quartier de Sabra, détruisant des habitations entières et tuant neuf personnes, dont trois enfants. À Khan Younés, au sud, des bombardements massifs ont visé les prétendues « zones sûres », notamment le port et la zone d'Al-Buraq, où se réfugiaient des centaines de déplacés. Quinze Palestiniens ont été tués en tentant de récupérer de la nourriture dans la zone d'Al-Tina. À Deir al-Balah, deux vendeurs de légumes ont été tués sur un marché du camp de Nusseirat, tandis qu'un raid sur la zone côtière de Mawassi a pulvérisé une voiture, tuant ses trois occupants. Les équipes de secours, elles-mêmes bombardées, ont extrait deux corps des débris de l'école Al-Falah, détruite cinq jours plus tôt dans le quartier de Zeitoun.

« LA PLUS GRANDE FOSSE COMMUNE DU JOURNALISME MODERNE »

La guerre ne frappe pas uniquement les civils. Les journalistes paient un prix sans précédent. Dans une tribune publiée par The Guardian, Anthony Bellanger, secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), dénonce Ghaza comme « l'endroit le plus dangereux au monde pour exercer le journalisme ». Depuis deux ans, 222 reporters palestiniens ont été tués par les frappes sionistes. Bellanger parle d'une « stratégie délibérée d'élimination des témoins et d'assassinat de la vérité ». Privés d'accès au territoire, les journalistes étrangers ne peuvent couvrir la guerre ; seuls les reporters palestiniens, eux-mêmes menacés, poursuivent leur mission sans protection, au prix de leur vie et de celle de leurs familles. « Ni la Seconde Guerre mondiale, ni le Vietnam, ni l'Irak n'ont connu un tel massacre de journalistes », souligne-t-il, qualifiant Ghaza de « plus grande fosse commune de la presse moderne ». Selon lui, « tuer les témoins et interdire l'accès aux médias internationaux revient à effacer la narration palestinienne et à contrôler la vérité ». La FIJ appelle, depuis des années, à une convention onusienne contraignante pour protéger les journalistes et juger leurs assassins, sans succès.

AMNESTY DÉNONCE UNE « PHASE CATASTROPHIQUE »

Dans un communiqué, Amnesty International alerte sur « l'intensification brutale » de l'offensive israélienne et une nouvelle vague de déplacements forcés. L'ONG décrit des zones du sud de Ghaza totalement dépourvues d'eau, de nourriture et de soins, où des centaines de milliers de civils sont piégés. « Ce n'est pas seulement une guerre contre un peuple, mais aussi contre sa mémoire et contre la vérité », affirme Amnesty, rappelant que les bombardements, la famine et le musellement de la presse se combinent en une stratégie de destruction totale.

UN SIÈGE RENFORCÉ, UN SILENCE COMPLICE

Alors que la population de Ghaza est privée de tout, l'armée israélienne a intercepté la « Flottille de la Résilience », un convoi maritime humanitaire international, empêchant son arrivée et arrêtant des dizaines de volontaires venus du monde entier. Face à cette offensive qui allie destruction, famine et effacement de la vérité, la communauté internationale continue de se réfugier dans un silence assourdissant. Comme le souligne Anthony Bellanger, « se taire face à ces crimes revient à offrir la victoire aux bourreaux ». Ghaza n'est plus seulement une terre assiégée. Elle est devenue le lieu où mourir en racontant les faits est presque inévitable, révélant à la fois une tragédie humanitaire sans précédent et un naufrage pour la liberté de la presse mondiale.

M. S.

ASSAUT CONTRE LA « FLOTTILLE SOMOUD »

Indignation internationale et pressions sur l'entité sioniste

La Chine a appelé à garantir l'acheminement sûr et rapide de l'aide humanitaire vers la bande de Ghaza assiégée, au lendemain de l'attaque israélienne contre l'« Assaut de la Résilience », un convoi maritime international engagé dans une mission humanitaire.

Dans un communiqué publié par le ministère chinois des Affaires étrangères, Pékin a affirmé suivre de près l'évolution de la situation, soulignant la nécessité pour toutes les parties de respecter les résolutions des Nations unies et de travailler à un cessez-le-feu immédiat dans Ghaza. « La Chine appelle toutes les par-

ties à appliquer de manière effective les résolutions de l'ONU, à instaurer un cessez-le-feu complet et immédiat dans Ghaza, et à garantir l'acheminement urgent et sécurisé de l'aide humanitaire afin d'atténuer la catastrophe en cours », précise le texte. Dans le même temps, la Belgique a réagi fermement à l'attaque contre le convoi. Le ministre belge des Affaires étrangères, Maxime Prévot, a annoncé ce jeudi avoir convoqué l'ambassadeur israélien à Bruxelles pour s'expliquer sur l'assaut mené dans les eaux internationales. Dans une déclaration publiée sur la plateforme X, il a dénoncé une action « suscitant une profonde inquiétude ».

Le chef de la diplomatie belge a ajouté que parmi les personnes arrêtées figuraient sept ressortissants belges, soulignant que leur retour dans les plus brefs délais constituait une « priorité absolue ».

L'attaque contre la Flottille de la « résilience », composée de volontaires et d'activistes venus de dizaines de pays, continue de provoquer de vives réactions diplomatiques à travers le monde, ravivant le débat sur l'impunité de l'occupation israélienne et l'urgence d'une protection internationale pour les missions humanitaires à destination de Ghaza.

M. S.

INITIATIVE AMÉRICAINE DE CESSER-LE-FEU À GHAZA

Réponse imminente de la résistance palestinienne

Le mouvement de la résistance palestinienne a annoncé qu'il dévoilera « très bientôt » sa position officielle concernant la nouvelle initiative américaine portée par le président Donald Trump pour un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza.

Cette déclaration, faite par Mohamed Nazzal, membre du bureau politique du mouvement, reflète la volonté affichée de la résistance de ne pas laisser perdurer la guerre et l'extermination de masse en cours dans l'enclave palestinienne. S'exprimant vendredi sur la chaîne Al-Jazeera, Nazzal a insisté sur le fait que la résistance palestinienne « a le droit d'émettre ses remarques sur toute proposition, dans la mesure où elles répondent aux intérêts du peuple palestinien ». Selon lui, l'objectif central reste de mettre fin à la guerre, tout en préservant les droits fondamentaux et les constantes stratégiques du peuple palestinien.

Le 29 septembre 2025, la Maison-Blanche avait rendu publique une « feuille de route » détaillée, appelant à un cessez-le-feu immédiat à Ghaza, suivi d'un programme global de reconstruction et

d'une réorganisation politique et sécuritaire du territoire. Cette proposition est présentée comme une étape vers « un Moyen-Orient plus stable et plus pacifique », selon les déclarations d'un haut responsable américain à la chaîne Fox News.

UNE GUERRE QUI NE PEUT DURER

Pour Nazzal, il ne s'agit pas de céder sous la pression internationale ni d'accepter des « impositions sous forme de menaces et de délais ». « Le temps, c'est du sang », a-t-il martelé, en soulignant que la résistance palestinienne refuse que les massacres collectifs se prolongent au point d'entrer dans une troisième année de guerre. Le dirigeant palestinien a rappelé que le mouvement avait reçu lundi dernier le document officiel de la présidence américaine. « Nous avons de nombreuses remarques sur ce plan, mais nous cherchons des zones grises qui permettraient de mettre fin à l'extermination à Ghaza », a-t-il déclaré. Selon lui, la résistance palestinienne a entamé immédiatement, dès le lendemain, des consultations internes et externes, et poursuit ses contacts

avec les médiateurs ainsi que plusieurs parties arabes et islamiques.

LES GRANDES LIGNES DU PLAN TRUMP

La proposition américaine, qui suscite déjà de vifs débats, prévoit plusieurs points majeurs. Un cessez-le-feu immédiat et la transformation de Ghaza en une « zone démilitarisée ». La création d'un mécanisme de gouvernance transitoire, sous supervision internationale et régionale, directement piloté par Washington. Une nouvelle entité internationale, incluant notamment l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair — connu pour son rôle dans l'invasion de l'Irak en 2003 — serait chargée du suivi. La libération de prisonniers, avec la remise en liberté de tous les Israéliens détenus par la résistance palestinienne dans un délai de 72 heures, contre la libération de centaines de prisonniers palestiniens dans les geôles de l'occupation.

Le désarmement progressif de la résistance palestinienne, suivi d'un retrait graduel de l'armée sioniste, laissant place à une autorité de transition composée de technocrates. Depuis le 7 octobre 2023,

M. S.

BOUIRA. STOCKAGE DE CÉRÉALES

Un silo de grande capacité en cours de construction à El Hachimia

Des travaux de réalisation d'un important silo de stockage de céréales d'une capacité d'un million de quintaux sont en cours dans la commune d'El Hachimia (Sud-ouest de Bouira), a-t-on appris jeudi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Lancés en mars 2025 pour un montant de plus de 6,7 milliards de dinars, "les travaux de ce projet stratégique sont en cours, et ils avancent à un rythme accéléré pour pouvoir le réceptionner dans les meilleurs délais", a expliqué à la presse le directeur des services agricoles (DSA), Zine Labidine Bendjabbellah. Une fois mise en service, cette installation doublera la capacité de



stockage de la wilaya, qui atteindra alors deux millions de quintaux de céréales. Bouira étant une wilaya agricole par excellence et qui possède d'importantes surfaces agricoles destinées à la culture de céréales (blé dur et blé tendre),

comme l'a indiqué le DSA à la presse. Des dizaines d'emplois directs et indirects seront créés pour les jeunes de la wilaya après sa mise en service, selon le même responsable. Lors d'une récente visite d'inspection du wali, Abdelkrim Laâ-

maouri, qui s'est rendu à El Hachimia pour constater l'avancement du chantier, "un délai de 27 mois a été fixé aux entreprises réalisatrices (des entreprises nationales publiques et privées) pour livrer ce projet, qui facilitera également la collecte et la préservation de la production céréalière de la wilaya", a ajouté M. Zine Labidine. A noter que la wilaya de Bouira s'est récemment dotée de huit (8) centres de stockage d'une capacité de 400.000 quintaux de céréales, réalisés et inaugurés en juin dernier dans les communes d'El Hachimia, Taghzout et El Asnam. Ces infrastructures ont été réalisées en six mois pour un montant de plus de 2 milliards de dinars. "Il s'agit de projets stratégiques réalisés dans le cadre du programme national engagé par l'Etat pour consolider la stratégie de sécurité alimentaire du pays", a conclu le directeur des services agricoles (DSA), Zine Labidine Bendjabbellah.

TLEMEN. ACTIVITÉ AGRICOLE

L'importance de l'intégration de la numérisation soulignée lors d'une journée d'information

L'importance de l'intégration de la numérisation dans l'activité des agriculteurs en vue d'assurer un développement durable a été soulignée lors d'une journée d'information organisée, jeudi à Tlemcen, à l'occasion de la Journée nationale de la vulgarisation agricole. Mme Zahia Haid, enseignante à l'Ecole supérieure de management de Tlemcen, a expliqué que l'introduction de la numérisation dans

le secteur agricole permettrait de gagner du temps dans le traitement de nombreuses opérations à distance, telles que la commande de semences et d'engrais, la prospection de zones d'eau pour le forage de puits et l'élevage, entre autres activités agricoles. A cette occasion, l'intervenante a présenté un projet innovant développé par un étudiant de l'école, à savoir une application intelligente dédiée au secteur agricole, qui, selon elle, obtiendra bientôt le label "projet innovant" décerné par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises. Ce label permettra au porteur du projet de bénéficier d'avantages facilitant la création de son entreprise pour la commercialisation de cette application. L'étudiant en question a suivi des cours de marketing, de publicité et d'autres matières au sein de l'établissement. Pour sa part, Sidi Mohamed Lamas, chef du service des activités à la direction régionale de la Banque de l'agriculture et

du développement rural (BADR) de Tlemcen, a présenté les produits proposés par la banque au profit des agriculteurs, éleveurs et investisseurs du secteur. Il a cité notamment les crédits "R'fig" et "Etahaddi", ainsi que les prêts classiques avec intérêts et plus de 14 produits relevant de la finance islamique, tels que la "mourabaha", entre autres. Il a également souligné que la BADR est en phase de promotion d'un nouveau produit de crédit destiné à la création de chambres froides pour les agriculteurs, précisant que le dépôt des dossiers commencera dans les prochains mois. En marge de cet événement, organisé par la Direction des services agricoles sous le slogan "Ensemble pour une agriculture intelligente, prometteuse et durable", une exposition de produits agricoles ainsi qu'un salon des différents dispositifs d'emploi ont été organisés afin de faire connaître les avantages destinés aux porteurs de projets dans le secteur agricole.

SKIKDA. CAM

Une formation au profit d'artisans sur la gestion d'une entreprise

La Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Skikda a lancé, au cours de cette semaine, une session de formation intensive au profit d'artisans, portant sur la gestion d'une entreprise artisanale, a indiqué jeudi son directeur, Ithri Boutaba.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que cette session, d'une semaine, s'inscrit dans le cadre du programme annuel de formation, et cible les artisans et les chefs d'entreprises artisanales à travers un programme couvrant divers aspects liés à la gestion d'une entreprise. Huit artisans parmi les gestionnaires d'entreprises de la wilaya bénéficieront de cette formation, la troisième gestionnaires genre depuis le début de l'année en cours, a fait savoir la même source, précisant qu'ils recevront un enseignement dans plusieurs domaines tels que la gestion des stocks, la comptabilité, la gestion des ressources humaines, l'approvisionnement en matières premières, ainsi que le marketing et la publicité des produits. Encadrée par un formateur agréé par le Bureau international du travail, cette session permettra aux participants d'obtenir un certificat agréé renforçant ainsi leurs compétences en matière de gestion, et leur offrant des outils modernes pour améliorer la performance de leurs entreprises artisanales, selon la même source.

KHENCHELA. STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES DE CHECHAR

Mise en service "au 1^{er} semestre 2026"

La station d'épuration des eaux usées de la commune de Chechar (au sud de Khenchela), en cours de réalisation, sera mise en service "au cours du premier semestre de l'année 2026", a affirmé jeudi le chargé de la gestion de la direction des ressources en eau.

Dans une déclaration à l'APS, M. Rachid Ben Achi a indiqué, que le projet de réalisation et d'équipement de la station d'épuration des eaux usées de Chechar, dont les travaux avaient débuté en août 2023, a atteint un taux d'avancement de 65 %, et sera livré et mis en exploitation "avant la fin du premier

semestre de l'année prochaine". Le même responsable a indiqué que le montant alloué à ce projet, inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement dont a bénéficié la wilaya de Khenchela, s'élève à 1,06 milliard de dinars, soulignant que la station, une fois opérationnelle, collectera et traitera 7.300 mètres cubes d'eaux usées par jour, avant de les redistribuer selon les procédés techniques modernes.

Selon la même source, le projet comprend également un siège administratif doté d'une salle de contrôle, d'un laboratoire et des bureaux, en plus de la réali-

sation et l'équipement d'une unité complète de traitement des eaux usées, la construction et l'équipement de quatre stations de relevage des eaux usées à partir de différents quartiers qui seront raccordées à la station d'épuration des eaux usées et la pose de 8 500 mètres linéaires de canalisations diverses. La même source a précisé qu'une fois mise en service, cette station permettra d'éliminer les risques de pollution des nappes phréatiques (souterraines), de préserver l'environnement, et de réutiliser les eaux épurées pour l'irrigation des terres agricoles de la région.

BATNA. AÉROPORT

MUSTAPHA BENBOULAÏD

Les 1^{ers} vols Omra "avant fin 2025"

Les premiers vols Omra en direction des Lieux Saints de l'islam depuis l'aéroport international chahid Mustapha Benboulaïd de Batna débiteront "avant fin 2025", ont indiqué jeudi les services de la wilaya. La même source a précisé que l'opération intervient dans le cadre de la promotion de cet aéroport et du renforcement de sa position après qu'il ait été retenu pour le transport des hadjis de quatre wilayas durant les deux saisons successives de 2024 et 2025 à travers des vols directs vers les Lieux Saints de l'islam. Cette décision vient après la levée de toutes les réserves émises par l'Agence nationale de l'aviation civile concernant le tarmac de l'aéroport qui a été réaménagé avec la concrétisation du projet d'extension de la piste d'atterrissage afin d'accueillir les gros avions pour un montant estimé à 100 millions DA, a ajouté la même source. Douze (12) vols en aller-retour sont actuellement programmés à l'aéroport international chahid Mustapha Benboulaïd, dont neuf domestiques et trois internationaux, selon la même source. Avant octobre 2022, seuls cinq vols domestiques étaient programmés dans cet aéroport, selon la même source qui a souligné que des efforts intenses sont déployés pour y offrir des services répondant aux attentes des voyageurs.

DJANET. DASS

Plus d'une vingtaine de personnes âgées bénéficient d'une cure thermique à Guelma

Plus de 22 personnes âgées, issues de différentes régions de la wilaya de Djinet, ont bénéficié, à compter de jeudi et pour une semaine, d'une cure thermique au niveau du complexe touristique Djihane, commune de Hammam-Debagh (Guelma), a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS). Retenu dans le cadre du programme de solidarité en direction de cette frange sociale, ce séjour thermal, coïncidant avec la célébration de la journée mondiale des personnes âgées (1 octobre), permettra aux bénéficiaires de profiter de cures et de moments de détente, à la faveur d'un programme de la DASS arrêté en leur honneur, a indiqué le directeur du secteur, Samir Djaâtit. Le programme en question englobe aussi une caravane de remise de différentes aides au profit de personnes âgées et personnes aux besoins spécifiques des régions et localités enclavées de Bordj El-Haouès et Tabket. Des actions similaires devraient être menées prochainement dans des zones reculées de la commune du chef lieu de wilaya, dont Tini, Tinelkom, Tadenet, et des zones enclavées de Tasset, Tourest et Iherir, sur le territoire de la commune de Bordj El-Haouès. Le programme de la DASS prévoit également l'organisation, en coordination avec le centre psychopédagogique pour enfants déficients mentaux de Djinet, une panoplie d'activités récréatives et de solidarité pour une meilleure prise en charge des personnes âgées.

ORAN. JUSTICE

Le nouveau Code de procédure pénale au centre d'une journée d'étude

Le thème "Le nouveau Code de procédure pénale N° 25-14 entre efficacité procédurale et garanties du procès équitable" a constitué l'axe principal d'une journée d'étude organisée, jeudi à Oran, à l'initiative de la Cour de justice d'Oran, en collaboration avec l'Ordre des avocats de la région d'Oran et l'Institut de criminologie de l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella".

Dans son discours d'ouverture, le président de la Cour de justice d'Oran, M. Bouterfas Djilali, a affirmé que la loi 25-14 du 3 août 2025 vise à accompagner les évolutions de la société et à adapter la législation nationale aux conventions internationales ratifiées par l'Algérie, en particulier face à la montée de la criminalité grave et complexe, notamment en lien avec l'usage croissant des technologies modernes dans la commission des infractions. Selon M. Bouterfas, cela nécessitait une réponse légale appropriée permettant de détecter les crimes, poursuivre les auteurs et appliquer les sanctions, tout en garantissant aux accusés leur droit à la défense dans le cadre d'un procès équitable. Il a ajouté que les nouvelles dispositions introduites par ce texte visent à améliorer la gestion des affaires pénales, numériser les procédures, renforcer les droits et libertés face à la criminalité grave, restructurer les juridictions chargées de l'exécution des peines, ainsi qu'à réviser certaines dispositions relatives à la cour pénale. Il a également souligné que ce texte renforce les prérogatives



Ph: DR

de la défense à toutes les étapes de la procédure pénale. De son côté, le directeur de l'Institut de criminologie de l'université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella", M. Bouhedda Mohamed El Amine, a indiqué que ce texte est le fruit de conjonctures nationales et internationales ayant nécessité une révision profonde des mécanismes de la procédure pénale, depuis l'enquête préliminaire et l'instruction, jusqu'au jugement et à l'exécution des peines. L'objectif étant de trouver un équilibre entre le droit de la société à lutter contre le crime et les garanties offertes à l'individu en matière de justice, de liberté et de dignité. Le professeur Mohamed Merouane, du même

institut, a présenté, lors de son intervention, une série de motifs ayant poussé le législateur algérien à adopter ce nouveau code, notamment la nécessité d'aligner la procédure pénale sur la Constitution, l'aggravation des activités criminelles classiques et cybercriminelles, le besoin de moderniser la justice pénale par l'introduction des technologies dans les procédures, la simplification des procédures pour les rendre plus compréhensibles, tant pour le public que pour les avocats, et la volonté de renforcer les droits des parties (accusé et partie civile) dans le procès pénal.

OULED DJELLAL. DSA

340 hectares dédiés à la culture du maïs de grains

Une superficie de 340 hectares a été réservée dans la wilaya d'Ouled Djellal à la culture du maïs en grains au titre de la saison agricole 2025-2026, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local des services agricoles, Djamel-Eddine Sedrate. La consécration de cette superficie répartie sur plusieurs exploitations

agricoles privées s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à élargir la surface des terres agricoles consacrées aux cultures stratégiques et des aires irriguées par l'octroi d'autorisations de fonçage de puits aux agriculteurs, a précisé à l'APS M. Sedrate.

Les services agricoles, a-t-il ajouté, œuvrent en coordination avec les par-

tenaires du secteur notamment la Chambre de wilaya de l'agriculture à sensibiliser et encourager les agriculteurs à élargir les superficies réservées à la culture des plantes oléagineuses et bénéficier de l'accompagnement technique assuré à cet effet au titre de la stratégie de l'autosuffisance en produits agricoles.

SÉTIF. SANTÉ

Ouverture du 3^e congrès international d'oncologie

La troisième édition du congrès international d'oncologie s'est ouverte jeudi après-midi à la salle de conférence The Dôme de Sétif réunissant des spécialistes de six pays à l'initiative du centre anti-cancer de la wilaya et de la Société algérienne de formation et de recherche en oncologie (SAFRO). Cet événement de trois jours, coïncidant avec la manifestation Octobre rose, a fait que son thème soit consacré aux cancers du sein et du poumon, a précisé à l'APS Pr. Tahar Filali, secrétaire général de la SAFRO et chef du service oncologie au CHU de Constantine. "L'Algérie a accompli de grands pas dans la lutte contre le cancer", a affirmé ce spécialiste ajoutant que "jusqu'à peu, les patients étaient admis à des stades avancés de la maladie, tandis qu'aujourd'hui nous recevons des malades en état stable ou au début de leur maladie" ce qui augmente les chances de guérison, encourageant le diagnostic précoce de la maladie. Pr. Adlane Dib, chef du service d'oncologie au centre anti-cancer (CAC) de Sétif, a indiqué que cette rencontre regroupe près de 500 acteurs du domaine dont 50 profes-

seurs et experts venus de 30 wilayas du pays et de cinq pays (Allemagne, Belgique, Tunisie, Egypte et Arabie Saoudite). Ce congrès vise à présenter aux participants les évolutions médicales dans ce domaine et favoriser les échanges d'expérience pour améliorer la prise en charge des cancéreux en Algérie, a ajouté Pr. Dib également superviseur général de la rencontre. De son côté, le wali de Sétif, Mustapha Limani, a relevé que la tenue de congrès scientifique "traduit l'intérêt majeur accordé par l'Etat algérien à la santé publique et particulièrement à la lutte contre le cancer à travers le renforcement de la recherche scientifique, de la formation et de la dotation des structures sanitaires en équipements modernes". Inscrite dans le cadre de la formation continue du personnel médical, la rencontre verra la présentation de 30 communications autour de six axes "état des lieux des cancéreux en Algérie et les cancers les plus fréquents", "cancer du sein et octobre rose", "cancer du poumon", "cancer du côlon", "cancer de la glande thyroïde" et "cancer des glandes gastriques".

BLIDA. CONSERVATION DES FORÊTS

Programme de plantation de près de 150.000 arbustes

Un programme de reboisement prévoyant la plantation de près de 150.000 arbustes à travers les zones forestières, rurales et urbaines de Blida a été mis au point par la Conservation des forêts de la wilaya, a-t-on appris, jeudi, auprès de cet organisme public. Les opérations de plantation seront lancées "la semaine prochaine" dans les zones forestières, rurales et urbaines, dans le cadre du programme national de reboisement 2025-2026, a indiqué à l'APS, le conservateur des forêts, Mohamed Mokadem, notant que ce programme de plantation sera clôturé au mois de mars 2026. A ce titre, la Conservation de Blida prévoit le reboisement d'une surface forestière de 50 hectares affectée par les incendies de forêt survenus ces dernières années dans plusieurs régions de la wilaya, dont le parc national de Chréa, Bougara, Bouinane, Larbaa (Est), El Affroun et Oued Djer (Ouest). M. Mokadem a souligné que les campagnes de reboisement concerneraient exclusivement les zones forestières affectées par les incendies durant ces dernières années, tandis que les espaces sinistrés, durant cette année, seront laissés à la régénération naturelle, qui devrait intervenir dans un délai maximal de deux (2) ans. Cette campagne concernera également les zones rurales, avec la plantation d'arbres fruitiers (olivier, figuier), en plus des zones urbaines. Les essences forestières sélectionnées pour ces plantations ont été choisies en fonction de la nature des sols et de l'altitude des sites concernés. Elles comprennent notamment le chêne et différentes variétés de conifères.

MASCARA. CANCER DU SEIN ET DU COL DE L'UTÉRUS

Lancement d'une caravane de sensibilisation sur la prévention

Une caravane de sensibilisation à la prévention du cancer du sein et du col de l'utérus a été lancée, jeudi devant la polyclinique "Sidi Ali Mohamed" de Mascara, et destinée aux femmes vivant dans les zones rurales. Organisée par la Direction de la santé et de la population, en coordination avec plusieurs secteurs à l'occasion de la célébration d'"Octobre Rose", cette caravane sillonnera de nombreux regroupements ruraux de la wilaya. Des rencontres de proximité y sont programmées, afin d'informer les femmes sur les modalités de dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus dans les établissements de santé, a précisé à l'APS Mohamed Meslem, représentant de la direction. L'événement, qui se prolongera tout au long du mois, prévoit également des dépistages précoces pour les deux types de cancer, un accompagnement psychologique pour les femmes atteintes, l'orientation des cas suspects vers les établissements publics hospitaliers et de santé de proximité pour des examens approfondis, notamment par mammographie. Par ailleurs, des femmes ayant guéri du cancer du sein ou du col de l'utérus seront impliquées dans les actions de sensibilisation, afin de partager leur expérience avec les femmes des zones rurales, selon la même source. Parallèlement au lancement de la caravane, des portes ouvertes ont été organisées à la polyclinique "Sidi Ali Mohamed" de Mascara. Elles portent notamment sur des expositions de panneaux et la distribution de brochures informatives sur la prévention du cancer du sein.

DJELFA. UNIVERSITÉ ZIANE-ACHOUR

11 projets de recherche obtiennent le label "Projet innovant"

Onze (11) projets de recherche ont récemment obtenu le label "Projet innovant" au niveau de l'incubateur d'entreprises de l'Université Ziane-Achour de Djelfa, a-t-on appris, jeudi, auprès de cet établissement universitaire. Selon le recteur de l'université, Ailam El Hadj, ces projets labellisés "Projet innovant" concernent plusieurs domaines scientifiques et technologiques, notamment l'utilisation des systèmes intelligents et les logiciels, ce qui permettra à leurs porteurs de faciliter leur insertion dans le monde du travail et de créer une start-up. M. Ailam a ajouté que ces projets, qui renforcent la pépinière de start-up, s'ajouteront à la liste des projets de recherche recensés par l'incubateur, porté à 50, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel, 1275 relatif aux modalités de préparation des mémoires de fin d'études visant à permettre aux étudiants de transformer leurs projets innovants en start-up ou micro-entreprise. Pour sa part, le responsable de l'incubateur d'entreprises, Tarek Hazerchi, a rappelé que cette structure, qui accompagne les étudiants et soutient leurs projets, a organisé durant l'année universitaire écoulée, plusieurs sessions de formation pour informer les étudiants et les chercheurs sur les opportunités d'obtention du label "Projet innovant", dont notamment la réalisation d'un projet de recherche techniquement réalisable et contribuant au développement des compétences et des stratégies publiques.



OCTOBRE ROSE :

Sensibiliser pour sauver des vies

Quand on parle du mois d'octobre, on pense immédiatement à Octobre Rose, la campagne annuelle mondiale de sensibilisation au cancer du sein. Son objectif est de sensibiliser les femmes au dépistage précoce, car un cancer du sein détecté tôt offre de bien meilleures chances de guérison et des traitements moins lourds.

QUELS SONT LES SYMPTÔMES DES CANCERS DU SEIN ?

Il est tout à fait normal que l'aspect de vos seins change au fil des années. Cependant, il faut rester attentive à des modifications qui seraient inhabituelles comme : «l'apparition d'une boule», «une grosseur dans le sein ou sous un bras (aisselle)», «une modification de la peau: rétraction, rougeur, œdème ou aspect de peau d'orange, «une modification du mamelon ou de l'aréole (zone qui entoure le mamelon) : rétraction, changement de coloration, suintement ou écoulement», «des changements dans la forme de vos seins». Pour cela, il est recommandé de faire examiner vos seins (observation et palpation) une fois par an à partir de 25 ans par votre médecin généraliste ou votre gynécologue. Cet examen rapide et indolore permet de détecter une éventuelle anomalie.

QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE FAVORISANT LES CANCERS DU SEIN ?

Après plusieurs recherches, trois grands facteurs ont été identifiés favorisant l'apparition des cancers du sein chez les femmes. On les appelle «facteurs de risque». L'âge: Près de 80 % des cancers du sein se développent après 50 ans et c'est la raison pour laquelle le dépistage des cancers du sein est proposé aux femmes de 50 à 74 ans. Le mode de vie: La consommation de tabac, un surpoids, ou encore pas ou peu d'activité physique, peuvent favoriser l'apparition d'un cancer du sein. Les antécédents personnels et familiaux : Antécédents personnels de maladies : les femmes qui ont eu un cancer du sein, de l'ovaire ou de l'endomètre (muqueuse interne de l'utérus), ou certaines affections du sein (hyperplasie atypique ou affection proliférative bénigne) ont un risque plus élevé de cancer du sein que les autres femmes au même âge. Antécédents familiaux de cancers : le fait d'avoir eu dans sa famille des cas de cancers du sein ou de l'ovaire peut augmenter le risque d'avoir un cancer du sein. Prédisposition génétique à certains cancers, dont ceux du sein, susceptible de se transmettre d'une génération à une autre. Antécédents personnels d'exposition aux radiations médicales avant l'âge de 30 ans : c'est, par exemple, le cas des femmes qui ont eu des radiothérapies du thorax à haute dose pour le traitement d'un lymphome de Hodgkin. Certains traitements hormonaux de la ménopause peuvent également avoir une influence sur l'apparition d'un cancer du sein.

PLUS DE 13 000 NOUVEAUX CAS PAR AN ENREGISTRÉS EN ALGÉRIE

A l'occasion d'octobre rose, une campagne de sensibilisation a été lancée mercredi 1er octobre au Centre familial



des travailleurs de la Sécurité Sociale de Ben Aknoun. A cette occasion, le ministre de la santé, le Professeur Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a rappelé que le cancer du sein reste le premier cancer féminin en Algérie avec «plus de 13.000 nouveaux cas enregistrés chaque année, représentant 46% de l'ensemble des cancers chez les femmes». Des chiffres inquiétants qui traduisent la nécessité d'une mobilisation plus forte et mieux coordonnée dans la lutte contre la pathologie. Ce que le ministre a, d'ailleurs soutenu, en soulignant «l'importance de renouveler l'engagement national dans la lutte contre le cancer». Une lutte, portée essentiellement par une stratégie 2025-2035, adoptée en mai dernier, qui repose sur une approche axée principalement sur la prévention, le dépistage précoce, le diagnostic, le traitement, la recherche et une gouvernance renforcée. L'objectif central est de réduire de moitié le nombre de cas en intervenant sur les facteurs de risque tels que le tabagisme, l'obésité et le mode de vie, tout en généralisant le dépistage des cancers les plus fréquents, notamment celui du sein. La stratégie prévoit aussi le renforcement des infrastructures médicales, l'accès élargi aux médicaments innovants, ainsi qu'une mobilisation coordonnée de tous les acteurs institutionnels et scientifiques. Ait Messaoudene a d'ailleurs mis en avant les avancées réalisées ces dernières années grâce à des mesures engagées dont la création de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, chargée de la coordination scientifique et médicale, l'ouverture de nouveaux services d'oncologie et de radiothérapie à travers le territoire national, la disponibilité des médicaments anticancéreux, avec l'amélioration des mécanismes de distribution et l'introduction de techniques modernes de diagnostic et de traitement. Ces actions, a assuré le ministre, ont permis des progrès tangibles dans la prise en charge des malades, avec une réduction des souffrances et une amélioration des chances de traitement précoce. Ait Messaoudene a toutefois souligné que «la lutte contre le cancer du sein entre désormais dans une phase décisive, imposant de nouveaux défis, notamment l'intensification du dépistage précoce à l'échelle nationale, l'amélioration de l'accueil et de l'orientation des patientes dans les établissements de

santé et la généralisation des campagnes de sensibilisation pour briser la barrière de la peur et du stigmate social».

PLUSIEURS WILAYAS MOBILISÉES POUR RENFORCER LA SENSIBILISATION

A ce titre, des instructions ont été données à toutes les wilayas pour organiser des activités de sensibilisation tout au long du mois d'octobre. En effet, le lancement d'une campagne nationale pilote de dépistage précoce dans les wilayas d'Adrar et de Timimoun est prévu à partir du 9 octobre 2025, avant sa généralisation à l'ensemble du pays. A Oran, la place Aïssa Messaoudi a marqué le coup d'envoi de cette campagne nationale. Le wali, Samir Chibani, accompagné du Directeur de la santé Hadj Boutouaf, a supervisé le lancement d'un vaste programme de sensibilisation et de dépistage. Vingt-neuf établissements de santé, deux cliniques mobiles et des partenaires privés comme les cliniques et pharmacies ont été mobilisés. La forte implication du Conseil de l'Ordre des pharmaciens, qui fédère plus de 720 pharmacies, ainsi que du Croissant-Rouge algérien témoigne d'un engagement collectif pour dépasser les 45 000 femmes touchées par les campagnes de 2024. A Sidi Bel Abbès, le programme prévoit des portes ouvertes, des consultations médicales et psychologiques, ainsi que des unités mobiles pour rejoindre les zones éloignées. Le Directeur local de la santé, Redouane Kina, a souligné l'importance d'un accès équitable à l'information et au dépistage. La mobilisation est également forte à Tissemilt, où l'association El Fadji, en collaboration avec d'autres acteurs locaux, a lancé une série d'activités depuis la maison de jeunes Ghesil Larbi, avec comme message, «Nous sommes tous concernés par la lutte contre le cancer ». Dans la wilaya d'El Bayadh, un programme préventif élargi intègre également le dépistage du cancer du col de l'utérus. Des caravanes médicales sont déployées en zones reculées avec la participation des hôpitaux publics et des polycliniques d'El Abiodh Sidi Cheikh et Bougtob. A Tlemcen, le dispositif est dense : le Centre hospitalo-universitaire (CHU), cinq hôpitaux, sept établissements de santé de proximité, ainsi que des structures dédiées à la santé de la mère et de l'enfant participent à des actions de terrain, combinant sensibilisation, accompagnement et examens médicaux. Les femmes en rémission sont également incluses dans des séances de soutien. Enfin, à Saïda, toujours selon la même source, la campagne a débuté à l'hôpital Hamdane Bakhta, avec des consultations dès le premier jour. Des équipes médicales mèneront des sorties dans les différentes communes pour offrir bilans et conseils, dans une démarche de proximité. Selon le ministre de la Santé, «l'un des objectifs phares de cette édition 2025 d'«Octobre Rose» est, de transformer cette campagne annuelle en un mouvement pérenne, visant à ancrer la culture de la prévention et du dépistage précoce dans les comportements quotidiens de la femme». Il ne s'agit plus seulement d'un événement symbolique, mais d'un levier stratégique de santé publique, appuyé par l'engagement de tous les acteurs concernés. Il reste malgré tout que ces efforts se heurtent à l'impact lourd du cancer du sein, qui provoque chaque année la mort de milliers de femmes, avec une moyenne de 4.200 décès annuels, soit environ 13 par jour, comme l'a rappelé Kattia Kettab, présidente de l'association El Amel, lors d'une intervention sur les ondes de la Radio algérienne.

L.Zeggane

COMMERCIALISATION DE CUILLÈRES EN PLASTIQUES NON CONFORMES AUX NORMES ALIMENTAIRES L'APOCE tire la sonnette d'alarme

L'Organisation algérienne pour la protection et l'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE) a tiré la sonnette d'alarme face à la prolifération des cuillères en plastique à très bas prix sur le marché algérien. Selon l'organisation, ces ustensiles ne conviennent pas à un usage alimentaire et



constituent un risque direct pour la santé des consommateurs, en particulier pour les enfants. L'APOCE souligne que ces cuillères sont fabriquées à partir de plastiques d'origine inconnue, non conformes aux normes alimentaires. Leur contact avec des aliments chauds ou acides peut provoquer la libération de substances toxiques, augmentant ainsi les risques de maladies graves. Beaucoup de consommateurs algériens ne vérifient pas la nature de ces ustensiles, utilisés quotidiennement à la maison ou distribués dans les restaurants, cafés et glaciers. Pour les commerçants, leur prix très bas et leur facilité d'élimination sont des avantages, mais au détriment de la santé publique. L'APOCE insiste sur la nécessité de sensibiliser la population et recommande le recours à des alternatives sûres : cuillères métalliques, en bois ou en plastique alimentaire certifié, portant des indications claires de conformité. Selon l'organisation, le surcoût de ces produits est largement compensé par la sécurité sanitaire qu'ils offrent. Outre les risques pour la santé, l'utilisation massive de ces cuillères contribue à la pollution environnementale, car elles sont non biodégradables et augmentent le volume des déchets plastiques. Ainsi, cette alerte s'inscrit dans un appel général à la vigilance et à la responsabilité des consommateurs et des professionnels, pour limiter les risques sanitaires et environnementaux liés à des produits plastiques de mauvaise qualité.

« UN DANGER MONDIAL ET DES RÉGLEMENTATIONS STRICTES »

L'usage des cuillères en plastique non alimentaires ne se limite pas à l'Algérie. Partout dans le monde, la prolifération de ces ustensiles à bas coût soulève des inquiétudes sanitaires et environnementales majeures. Selon les experts, ces produits peuvent libérer des substances toxiques, notamment lorsqu'ils entrent en contact avec des aliments chauds ou acides, ce qui augmente les risques de troubles hormonaux ou de maladies graves. Depuis 1950, la production mondiale de plastique a été multipliée par plus de 200, et elle devrait presque tripler d'ici 2060. Pourtant, moins de 10 % des plastiques sont actuellement recyclés, contribuant à une pollution généralisée présente sur tous les continents, des sommets de l'Himalaya aux fonds océaniques. Les cuillères en plastique bon marché, souvent fabriquées à partir de matériaux non alimentaires, sont au cœur de ce problème mondial.

DES RÉGLEMENTATIONS INTERNATIONALES POUR PROTÉGER LA SANTÉ

Face à ces risques, plusieurs pays ont adopté des mesures strictes. Depuis juillet 2021, l'Union européenne interdit la mise sur le marché des cuillères en plastique à usage unique, ainsi que d'autres produits jetables tels que les pailles et les assiettes. Aux États-Unis, plusieurs États, dont la Californie, New York et le Colorado, ont également proscrit l'utilisation des cuillères en plastique dans les restaurants et les établissements de restauration rapide. À Hong Kong, depuis avril 2024, une interdiction des plastiques à usage unique, cuillères incluses, a été mise en place afin de réduire la pollution et de protéger la santé des consommateurs. Ces mesures montrent que la protection de la santé et de l'environnement passe par des politiques publiques efficaces et par la sensibilisation des consommateurs. Elles mettent en lumière la nécessité de privilégier des alternatives sûres et durables, comme les cuillères en métal, en bois ou en plastique alimentaire certifié. La situation mondiale souligne l'importance pour l'Algérie de suivre ces exemples et de renforcer le contrôle sur l'importation et la vente de cuillères plastiques non conformes, afin de préserver la santé des citoyens et protéger l'environnement.

Ania N

S
T
R
O
P
S

EN Petković dévoile une liste remaniée et pleine de surprises

Le sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie, Vladimir Petkovic, a levé le voile jeudi sur la liste des joueurs convoqués pour le prochain rassemblement des Verts. Un stage crucial qui débutera lundi, en vue des deux dernières journées des éliminatoires africaines pour la Coupe du Monde 2026, prévue aux États-Unis, au Canada et Mexique.



Ph: DR

L'Algérie, en tête de son groupe, se trouve à une victoire seulement de la qualification officielle. Les Fennecs affronteront tout d'abord la Somalie le 9 octobre au stade Miloud Hadeï à Oran, avant de défier l'Ouganda le 14 octobre à Tizi Ouzou, dans le stade Hocine Aït Ahmed. « Trois points suffisent pour valider le billet pour le Mondial. Les enjeux sont donc énormes », rappelle un membre du staff technique.

UNE LISTE QUI FAIT PEAU NEUVE

Critiqué pour le niveau décevant de ses dernières prestations, Petković a surpris en opérant plusieurs changements significatifs.

Parmi les grandes nouveautés, on note l'arrivée très médiatisée de Luka Zidane, le gardien du club espagnol de Grenade, et fils de la légende

Zinedine Zidane. C'est une première convocation en sélection algérienne pour lui.

« Je crois que Luka a les qualités pour nous apporter quelque chose de différent. La hiérarchie des gardiens se décidera pendant le stage », a déclaré Petković en conférence de presse. Autres recrues inédites : Mehdi Drouval (Bari - Italie), Rafik Belghali (Hellas Vérone - Italie), Samir Chergui (Paris FC - France)

À l'inverse, certains cadres habituels n'ont pas été retenus : Saïd Benrahma (Neom, Arabie saoudite) et Ramiz Zerrouki (Twente, Pays-Bas) sont écartés pour baisse de forme. Houssein Aouar (Al-Ittihad) et Youcef Atal (Al-Sadd) sont blessés.

Le milieu, Ismaël Bennacer (Dinamo Zagreb), en manque de rythme, devra encore patienter pour son retour.

« Aucun joueur n'est intou-

chable. Si un nouveau montre plus que les anciens, il jouera. C'est aussi simple que cela », a insisté Petković, visiblement agacé par certaines critiques sur ses choix.

UNE NOUVELLE PHILOSOPHIE EN CONSTRUCTION

Avec ce remaniement, Vladimir Petković envoie un message clair : la concurrence est ouverte, et la porte de la sélection reste accessible à tous les joueurs performants, où qu'ils évoluent.

Il affirme notamment : « Il n'existe pas de statut garanti. Nous avons souvent été confrontés à des blessures. Les nouveaux doivent pouvoir compenser, voire s'imposer. »

Il a aussi évoqué le cas de Badr-Eddine Bouanani, jeune talent de Nice : « Il progresse, mais doit prouver à chaque rassemblements. »

BENSEBAÏNI ET BELAÏLI TOUJOURS EN ODEUR DE SAINTETÉ

Interrogé sur deux figures emblématiques du groupe, Ramy Bensebaïni et Youcef Belaïli, le sélectionneur s'est montré élogieux : « Ramy reste un pilier de la défense. Son absence récente n'est pas due à un excès de cartons, mais à une gestion physique. Quant à Belaïli, il reste un atout offensif majeur, apprécié du public. Mais la concurrence reste forte devant. »

À quelques jours de deux rencontres déterminantes, l'Algérie affiche un visage renouvelé, entre ambition de renouveau et volonté de qualification. Les choix forts de Petković ne manqueront pas de faire réagir, mais ils traduisent une conviction : personne n'est au-dessus du projet.

Hakim S.

DEVENU L'INDÉSIRABLE DES FANS ALGÉRIENS

Benrahma, une étoile en perte d'éclat ?

Entre critiques acerbes, contre-performances et remise en question mentale, l'attaquant de Neom SC traverse une zone de turbulence aussi bien en club qu'en sélection.

Alors que le sélectionneur Vladimir Petkovic a toujours réitéré sa confiance à l'ancien joueur de West Ham, des sources proches de la sélection nationale laissent entendre que ce dernier commence à sortir des plans du coach.

L'ailier algérien, évoluant aujourd'hui en Arabie Saoudite, paierait une forme récente jugée insuffisante et un mental fragilisé par une vague de critiques persistantes.

UN JOUEUR AFFECTÉ, UN RENDEMENT EN BAISSÉ

Lors du dernier rassemblement en septembre, Benrahma n'a pas su convaincre face à la Guinée. Selon un proche du staff technique, le joueur de 28 ans est apparu "démoralisé", peinant à retrouver son niveau habituel. Ce manque d'impact sur le terrain serait directement lié à un état psychologique préoccupant. « Il est très affecté par les critiques injustes, il a besoin de soutien, pas d'acharnement », confie une source interne à la sélection.



Ce fléchissement mental semble avoir brouillé la confiance du joueur, un élément pourtant clé dans son style de jeu basé sur la spontanéité, la prise de risques et la créativité offensive.

UNE PRESSION QUI DÉPASSE LE CADRE SPORTIF

Le mal-être de Benrahma ne s'arrête pas au rectangle vert des matchs internationaux. Depuis son arrivée à Neom SC, le joueur fait l'objet d'attaques médiatiques

répétées. Récemment, certaines publications ont affirmé à tort que Christophe Galtier, son entraîneur, l'aurait écarté définitivement du groupe et inscrit sur la liste des départs pour le mercato hivernal. Une information démentie par les faits : il y a quelques jours, Benrahma a non seulement été titularisé face à Al-Riyadh, mais il a également disputé l'intégralité de la rencontre et signé une passe décisive.

Preuve que, malgré les rumeurs infondées, l'ancien Niçois conserve la confiance de son coach, qui semble vouloir lui accorder le temps nécessaire pour retrouver son meilleur niveau.

UNE PARENTHÈSE OU UN TOURNANT ?

Si l'avenir du joueur avec les Fennecs est incertain, cela pourrait servir de signal d'alarme. Benrahma a encore de belles années devant lui, mais il devra rapidement rebondir, aussi bien mentalement que sportivement, s'il veut regagner une place de choix dans l'échiquier national.

Le talent est là, personne n'en doute. Mais dans le football de haut niveau, le mental fait souvent la différence. Pour Benrahma, l'heure n'est pas au découragement, mais à la résilience.

H. S.

PETKOVIC DÉVOILE SA LISTE POUR LA SOMALIE ET L'OUGANDA

Un groupe solide pour finir le travail

La sélection algérienne de football se prépare à franchir la dernière étape des qualifications africaines pour le Mondial 2026. Avec deux matchs cruciaux à Oran puis à Tizi-Ouzou, Vladimir Petkovic a dévoilé une liste marquée par des nouveautés, des absences de taille et des retours attendus.

Quelques jours d'affronter la Somalie puis l'Ouganda, les Fennecs connaissent désormais les 26 noms retenus par leur sélectionneur. L'annonce a été faite depuis la salle Mohamed Sellah du stade Nelson-Mandela de Baraki, cadre symbolique qui rappelle l'importance de ce rendez-vous. L'Algérie, leader de son groupe, est proche d'arracher son billet pour la Coupe du monde, mais devra confirmer face à deux adversaires déterminés. Parmi les principales nouveautés, figure la convocation du gardien Luca Zidane. Le fils de Zinédine Zidane, formé au Real Madrid et aujourd'hui au FC Grenade, a récemment changé de nationalité sportive pour rejoindre l'Algérie. Son arrivée symbolise un renfort de poids à un poste longtemps en quête de stabilité. Aux côtés de Zidane, Petkovic a également appelé Rafik Belghali, Samir Chergui et Mehdi Dorval, trois défenseurs qui découvrent la sélection nationale.

ENTRE BLESSURES ET RETOURS ATTENDUS

Le technicien suisse devra néanmoins composer avec plusieurs absences notables. Rayan Aït-Nouri, Mohamed Farsi, Youcef Atal et Housse



Aouar manquent à l'appel pour cause de blessures. Ces forfaits privent la sélection d'options offensives et défensives importantes, surtout face à des adversaires dont la combativité peut surprendre. En revanche, deux revenants font leur apparition : Adam Zorgane, solide milieu en Belgique, et Badreddine Bouanani, désormais à Stuttgart. Ces retours devraient offrir davantage de créativité et de profondeur au milieu de terrain, un secteur clé du jeu des Verts. A contrario, Ramiz Zerrouki et Saïd Benrahma ne figurent pas dans cette liste, sans que cela ne soit lié à une blessure. Le sélectionneur a simplement choisi d'autres profils pour ce stage décisif.

FINIR LE TRAVAIL

La liste dévoilée montre un mélange intéressant d'expérience et de jeunesse. Avec des cadres comme Riyad Mahrez, Ramy Bensebaini, Aïssa Mandi ou Baghdad Bounedjah, l'équipe garde un socle solide. Derrière eux, des éléments comme Farès Chaïbi, Amine Gouri ou encore Amine Amoura incarnent l'avenir offensif de l'Algérie. Le stage débutera lundi au Centre technique de Sidi Moussa, avant que les joueurs ne rallient Oran pour défier la Somalie, lanterne rouge du groupe. Cinq jours plus tard, l'épreuve de vérité se jouera

à Tizi-Ouzou contre l'Ouganda, concurrent direct pour la première place qualificative. Au classement, les Fennecs dominent le groupe G avec 19 points, suivis du Mozambique et de l'Ouganda à 15 unités. La Guinée (11 pts), le Botswana (9 pts) et la Somalie (1 pt) ferment la marche. Une victoire lors du premier match permettrait à l'Algérie d'assurer quasiment sa qualification avant d'affronter l'Ouganda. Pour rappel, seuls les premiers de chaque groupe africain obtiennent un billet direct pour le Mondial. Les quatre meilleurs deuxième devront passer par un tournoi de barrage de la CAF, avant un ultime barrage intercontinental organisé par la FIFA.

Plus qu'une simple convocation, cette liste illustre les choix stratégiques de Petkovic : intégrer de nouveaux profils, redonner confiance à certains cadres et maintenir une dynamique collective. Reste désormais à savoir si ces choix porteront leurs fruits sur le terrain.

Cette double confrontation s'annonce donc décisive pour l'Algérie, qui rêve de retrouver la plus grande scène mondiale. Les supporters attendent désormais de voir si leurs joueurs sauront répondre présents dans ce rendez-vous capital.

Mohamed Amine Toumiat

MC ALGER

Entre ambition et attente, trois matchs pour s'imposer en patron

Avec un calendrier allégé mais une dynamique prometteuse, le Mouloudia d'Alger dispose d'une véritable opportunité pour prendre les commandes du championnat.

Alors que le championnat national connaît un début de saison équilibré, sans réelle domination d'un club sur les autres, le MC Alger avance à pas mesurés... mais sûrs. Après trois rencontres seulement disputées, le doyen a récolté 7 points sur 9 possibles, se plaçant discrètement mais sûrement dans le sillage du

peloton de tête. Avec six journées déjà disputées pour la majorité des clubs, le trio de tête actuel – Le MB Rouissat, la JS Saoura et l'Olympique Akbou – ne compte que 11 points. Un total modeste qui illustre la grande parité qui règne cette saison en Ligue 1 Mobilis.

Ce contexte de championnat resserré constitue une aubaine pour le MC Alger, qui n'a disputé que trois matchs en raison de son engagement continental. En remportant ses matchs en retard, le club algérois pourrait non seulement recoller au

peloton de tête, mais potentiellement s'emparer du fauteuil de leader.

Le prochain rendez-vous est déjà coché : le 4 octobre face à l'ES Mostaganem, au stade de Douéra. Une victoire permettrait à la formation phare de la capitale de passer un premier cap symbolique, celui de rejoindre la zone de tête.

En parallèle, trois matchs en retard restent à programmer : Contre le CR Belouizdad et l'ES Ben Aknoun à domicile, et face à la JS Kabylie, à Tizi-Ouzou, dans un duel

aux allures de classique du football algérien. La non-programmation actuelle de ces rencontres s'explique par les engagements des clubs concernés dans les compétitions continentales, y compris le MC Alger elle-même.

Dans un championnat aussi serré, chaque point pèse lourd, et l'équipe dirigée par le sud-africain Mekuena en est bien consciente. Le Mouloudia dispose d'un effectif expérimenté, renforcé cet été, et semble aborder cette saison avec une ambition clairement affichée : retrouver les sommets du football national.

Alors que les regards sont braqués sur les clubs en tête du classement, le MC Alger reste serein. S'il parvient à bien négocier les trois prochaines rencontres, il s'imposera naturellement comme l'un des grands favoris au titre.

Dans un championnat où tout reste à faire, le calme, la gestion intelligente du calendrier et la continuité dans les performances seront les clés de la réussite. Et le Mouloudia semble bien armée pour répondre à ces exigences et réussir la passe de trois en s'adjugeant son troisième titre de champion de suite.

M. A. T.

H. S.

USM ALGER

Un début de saison chaotique et des choix contestés

Mercato mal ficelé, retard dans la nomination du coach, instabilité tactique... l'USM Alger inquiète ses supporters.

Six journées ont suffi pour semer le doute dans les esprits des supporters de l'Union Sportive de la Médina d'Alger. Le club algérois, douzième au classement avec 6 petits points (et un match en moins (1 victoire, 3 nuls, 1 défaite), affiche un visage décevant, très loin des ambitions affichées en début de saison. Plusieurs décisions prises en amont de la saison sont aujourd'hui pointées du doigt. L'intersaison mal gérée, marquée par des départs mal expliqués, un recrutement contesté et un flou technique persistant, semble avoir plombé le début de parcours du club.

UN MERCATO D'ÉTÉ JUGÉ INCOHÉRENT

Les critiques les plus virulentes concernent le marché des transferts, perçu comme mal réfléchi et déséquilibré : Le départ de l'enfant du club, Benmaâzou, pourtant prometteur et performant avec l'équipe première, a été très mal accueilli. Le club a également échoué à conserver Azzi, un élément clé dans la défense centrale, dont l'option d'achat n'a pas été levée.

Le transfert de Mondico, remplacé par Chi Malone, un joueur encore très discret, est vu comme un choix discutable. Le cas de Bouderbala, jeune joueur issu de la deuxième division, recruté pour remplacer Mergham et Adalid, interroge : peu utilisé, il semble déjà en manque de repères.

Et pour ne rien arranger, l'arrivée de l'attaquant Ernest en tant que "plan B" a été perçue comme un choix par défaut, loin du profil de buteur attendu par les supporters.

PRÉPARATION FLOUE ET RETARD DANS LA NOMINATION DU COACH

Autre source de mécontentement : la préparation estivale en demi-teinte. Entre un stage en Algérie, un autre en Tunisie — sans entraîneur principal — et une succession de contacts non aboutis avec plusieurs techniciens, le flou a longtemps régné sur le banc ouvrier. Finalement, c'est Abdelhak Benchikha, surnommé "le Général", qui a été désigné. Un choix qui a divisé la base populaire, beaucoup de supporters s'étant opposés à son retour.

MANQUE DE RIGUEUR TACTIQUE ET COACHING CONTESTÉ

Sur le terrain, le constat est tout aussi préoccupant. Le style de jeu proposé est jugé pauvre tactiquement, et les changements opérés en cours de match apparaissent souvent incohérents. Le coach Benchikha, reconnu pour sa rigueur dans d'autres contextes, peine à imprimer sa marque.

Le bilan est clair : une seule victoire (1-0 face à l'Atlético Paradou, lanterne rouge), trois matchs nuls et une défaite. Un rendement indigne du standing de l'USMA.

LES SUPPORTERS DÉSABUSÉS

La colère monte chez les fans de Soustara, qui avaient accueilli avec enthousiasme le retour du président historique du club. Mais la gestion actuelle suscite un véritable désenchantement. Sur les réseaux sociaux comme dans les travées du stade Omar Hamadi, les critiques fusent, mêlant déception, frustration et sentiment de trahison. À ce stade, la direction est face à un choix crucial : continuer à défendre les choix effectués ou admettre les erreurs pour rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard. Le public, lui, attend des actes — et surtout, des résultats.

Hakim. S.

SÉLECTION A' EN RECONSTRUCTION

Bougherra mise sur la jeunesse et l'expérience

L'équipe nationale A' de football s'apprête à renouer avec la compétition à l'occasion de deux rencontres amicales contre la Palestine, prévues les 9 et 13 octobre prochains à Annaba. Pour ce rendez-vous, le sélectionneur Madjid Bougherra a dévoilé une liste élargie marquée par la convocation de jeunes talents évoluant en Europe et l'intégration de cadres issus des championnats arabes. Un choix stratégique qui s'inscrit dans la préparation de la Coupe arabe 2025, où l'Algérie tentera de défendre son titre remporté quatre ans plus tôt au Qatar.

En affichant clairement son orientation, Bougherra a voulu concilier héritage et renouveau. La convocation de 25 joueurs, dont trois basés en Europe, illustre cette volonté de bâtir une équipe compétitive, capable de résister à la pression d'un tournoi prestigieux tout en préparant la relève de l'équipe nationale première.

La grande nouveauté de cette liste réside dans l'arrivée de six joueurs basés hors du monde arabe, dont cinq en Europe. Le plus attendu est sans doute Rayan Kollil, attaquant de Queens Park Rangers en Angleterre, qui connaît sa première convocation avec l'Algérie.

A seulement 19 ans, l'avant-centre londonien pourrait marquer un tournant dans sa carrière internationale. Son intégration témoigne de la volonté de la Fédération et du staff technique de sécuriser de jeunes binationaux prometteurs. Autre renfort notable, le gardien Kelian Belazzoug du Stade Rennais. Avec son gabarit impressionnant (1,97 m), il représente une option d'avenir pour un poste crucial. S'y ajoutent le milieu Houssein Mrezigue et le défenseur Mokhtar Azzi, tous deux installés au FK Makhatchkala en Russie, ainsi que Rayan Guitane, attaquant d'Estoril au Portugal. À cette liste européenne s'ajoute Reda Yesli, gardien de but évoluant en Australie. Ces choix confirment la stratégie d'ouverture de Bougherra, soucieux de renforcer son effectif avec des profils jeunes et compétitifs.

Ces choix ne sont pas anodins. Ils traduisent une volonté d'anticiper les besoins de la sélection A, où la question du renouvellement de certains postes commence à se poser. Bougherra ne se contente donc pas de préparer la Coupe arabe, il travaille également dans l'ombre de l'équipe de Vladimir Petković.



L'OSSATURE LOCALE ET ARABE

En parallèle, le technicien a reconduit plusieurs habitués du championnat algérien et des ligues arabes. Mohamed Benkhemassa (MC Alger), Zakaria Draoui (USM Alger) et Sofiane Bayazid (MC Alger) représentent l'ossature locale, tandis qu'Abderahmane Meziane (CR Belouizdad), Adil Boulbina (Al-Duhail, Qatar) et Ahmed Degh-moum (Al-Masry, Égypte) incarnent l'apport des championnats voisins. Le mélange de profils permet à Bougherra de disposer d'une palette élargie, entre expérience et dynamisme. La convocation d'Amir Sayoud (Hazem, Arabie saoudite) confirme également le choix d'intégrer des joueurs chevronnés capables d'apporter un supplément de maturité dans les moments décisifs. L'ancien du CRB, déjà buteur en Coupe arabe 2021, symbolise cette continuité qui pourrait guider les plus jeunes dans un tournoi exigeant.

COMPARAISON AVEC LE CHAN 2024

La liste actuelle contraste fortement avec celle du dernier Championnat d'Afrique des Nations (CHAN 2024). À cette occasion, le groupe était composé exclusivement de joueurs locaux issus de la Ligue 1 Mobilis, conformément au règlement de la compétition. On y retrouvait des cadres comme Abderrahmane Medjedel, Saâdi Radouani, Ayman Mahious ou encore Akram Bouras.

Le CHAN avait ainsi mis en avant la profondeur du vivier national, mais cette fois, le contexte est différent. La Coupe arabe autorise la convocation de joueurs évoluant dans les championnats arabes, ainsi que

trois éléments basés en Europe. Cette ouverture élargit considérablement le champ de sélection et permet d'attirer des profils que l'on ne retrouvait pas en août dernier.

Ce contraste souligne une double réalité : d'une part, la richesse du football local, déjà mise en lumière lors du CHAN, d'autre part, la nécessité de diversifier les options pour affronter des adversaires mieux armés lors de la Coupe arabe. Bougherra a donc su adapter sa stratégie en fonction du cadre réglementaire, sans renoncer à son idée maîtresse : bâtir un collectif cohérent et compétitif.

VERS LA COUPE ARABE 2025

Ces deux tests face à la Palestine constitueront une première étape dans la préparation du tournoi arabe, prévu en décembre prochain. Pour Bougherra, il s'agit avant tout d'un laboratoire tactique, où la priorité sera de tester des associations inédites et d'évaluer la complémentarité entre joueurs issus d'horizons différents. L'objectif est clair : défendre le titre conquis au Qatar en 2021 tout en consolidant la relève. Le pari de la jeunesse, incarné par Belazzoug et Kollil, devra se conjuguer avec l'expérience de Sayoud, Meziane ou encore Benkhemassa. La question reste désormais de savoir si ce cocktail de fraîcheur et de maturité suffira à maintenir l'Algérie sur le toit du football arabe.

Une jeunesse prometteuse, une expérience rassurante : l'équilibre trouvé par Bougherra sera jugé dès décembre prochain.

Mohamed Amine Toumiat

CHANGEMENT À LA BARRE TECHNIQUE DE L'ESS

Rouabah succède à Hey

La saison de l'Entente de Sétif connaît déjà un tournant important. Après un début de championnat jugé décevant, la direction du club a décidé de se séparer de son entraîneur allemand Antoine Hey pour confier les rênes à un visage familier de la maison noire et blanche : Taoufik Rouabah. L'annonce est tombée jeudi via Radio Sétif, confirmant ainsi la fin de l'aventure d'Hey après seulement six journées. En six rencontres, le technicien allemand n'a pu décrocher qu'une

victoire, contre deux défaites et trois nuls. Avec six points au compteur, l'ESS occupe une modeste 9e place en Ligue 1, loin des ambitions affichées en début de saison. Sous pression des supporters et désireux de relancer la dynamique sportive, la direction a choisi de miser sur un entraîneur qui connaît bien les rouages du club. Rouabah, âgé de 55 ans, n'est pas un inconnu au stade du 8-Mai-1945. Ancien adjoint à l'ESS entre 2007 et 2010, il a ensuite enchaîné diverses expériences

sur les bancs algériens et étrangers, acquérant une solide expérience. Le nouveau coach n'aura pas le temps de souffler. Son premier test est prévu samedi à domicile contre l'ASO Chief pour le compte de la 7e journée. Une rencontre déjà décisive pour jauger sa capacité à insuffler un nouvel élan à une équipe qui peine à convaincre. Les joueurs seront attendus au tournant, surtout devant leur public, avide de voir un sursaut d'orgueil. Rouabah hérite donc d'un groupe en manque de

confiance, mais doté d'un potentiel indéniable. Son objectif immédiat sera de remettre l'équipe sur de bons rails, avant d'espérer recoller au peloton de tête. La direction, de son côté, compte sur son profil rassembleur pour calmer une atmosphère devenue pesante dans les tribunes.

Reste à savoir si ce retour d'un ancien de la maison suffira à relancer durablement l'ESS ou si la saison restera marquée par des turbulences.

M. A. T.

CAN FÉMININE 2026

Les Algériennes prêtes au défi camerounais

La prochaine Coupe d'Afrique des nations féminine se jouera du 17 mars au 3 avril 2026. Une annonce faite par la FIFA qui relance l'intérêt autour d'une compétition en pleine ascension et dans laquelle l'Algérie espère confirmer ses progrès. La FIFA a officialisé ce jeudi les dates de la CAN féminine 2026. L'épreuve aura lieu du 17 mars au 3 avril et figure désormais au calendrier international des matchs pour le football féminin. Une décision prise à l'issue de la réunion du Conseil de l'instance, tenue à Zurich. Pour l'Algérie, la confirmation de ce rendez-vous est une incitation supplémentaire à réussir sa campagne qualificative, elle qui a retrouvé la scène continentale en 2024. La précédente édition avait été remportée par le Nigeria face au Maroc (3-2), confirmant la suprématie des Super Falcons. Les Algériennes, dirigées par Farid Benstitti, avaient marqué l'histoire en atteignant pour la première fois les quarts de finale. Leur parcours s'était arrêté face au Ghana, au terme d'une cruelle séance de tirs au but (0-0, t.a.b. 2-4). Ce résultat avait cependant montré que la sélection féminine est désormais capable de rivaliser avec les grandes nations du continent.

UN DERNIER OBSTACLE : LE CAMEROUN

Pour décrocher leur billet à la CAN 2026, les coéquipières de Naïma Bouhenni doivent encore franchir une étape décisive. Après avoir dominé largement le Soudan du Sud en février dernier (5-0 à l'aller, 3-0 au retour), elles affronteront en octobre le Cameroun, habitué aux grandes compétitions africaines et mondiales. Le match aller se disputera à domicile, entre le 20 et le 28 octobre, avant un retour périlleux en terre camerounaise. Cette confrontation s'annonce comme un test grandeur nature. Le Cameroun, demi-finaliste régulier de la CAN, possède une solide expérience, tandis que l'Algérie mise sur une génération en pleine confiance. Pour Benstitti, le défi sera de maintenir la cohésion d'un groupe qui a trouvé une nouvelle dynamique depuis deux ans.

L'annonce de la FIFA s'inscrit dans une volonté de donner plus de visibilité au football féminin africain. La CAN est désormais un rendez-vous suivi bien au-delà du continent, avec des joueuses évoluant dans les championnats européens et asiatiques. Pour l'Algérie, la progression de la sélection nationale reflète aussi un intérêt croissant au niveau local, où les clubs féminins structurent davantage leurs effectifs et leurs académies. L'objectif affiché par la Fédération algérienne est clair : non seulement participer régulièrement à la CAN, mais aussi franchir le cap des demi-finales, étape encore inédite pour les Vertes. Le quart de finale atteint en 2024 a ouvert la voie à de nouvelles ambitions.

Le calendrier est désormais fixé, l'adversaire connu, et l'enjeu immense. Aux joueuses algériennes de prouver qu'elles ont les moyens de s'installer durablement dans le cercle des grandes nations africaines. La double confrontation face au Cameroun dira si ce rêve peut continuer.

M. A. T.

CRIMINALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Une menace mondiale

Criminel pour la biodiversité, le commerce illégitime d'espèces sauvages (animales et végétales) occupe la quatrième place des trafics transnationaux les plus lucratifs au monde (après les stupéfiants, les contrefaçons et le trafic d'êtres humains).

Le commerce illégitime d'espèces sauvages est évalué à 20 milliards de dollars par an. Les malfaiteurs exploitent la flore et la faune sauvages à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement, du braconnage et du transport à la transformation et à la commercialisation. D'autres activités illicites sont souvent associées aux infractions visant les espèces sauvages, notamment le blanchiment d'argent, la corruption et la fraude documentaire. Le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICWC) a publié son dernier Rapport annuel pour 2024, qui dresse un bilan complet des efforts et de l'impact du Consortium au cours de l'année écoulée. Publié chaque année, ce rapport met en lumière les principales réalisations des pays du monde entier dans la lutte contre la criminalité liée



aux espèces sauvages, notamment les étapes clés de la collaboration et les progrès accomplis dans le renforcement des réponses pénales à cette criminalité. La Secrétaire générale de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), Ivonne Higuero, a souligné l'urgence de ce travail : « D'année en année, la criminalité liée aux espèces sauvages reste une menace mondiale qui alimente la triple crise planétaire, nuisant aux écosystèmes, à la biodiversité, à la faune sauvage et aux populations. Grâce à des approches ciblées et fondées sur des données probantes, l'ICWC collabore avec les pays afin de renforcer les systèmes de justice pénale et d'apporter un soutien coordonné à la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages. Cela passe par un support technique, des opérations mondiales reposant sur le renseignement, le renforcement des capacités, la formation aux enquêtes financières, l'évaluation des risques de corruption et l'utilisation de la science criminalistique pour traduire les contrevenants en justice. Des exemples ciblés illustrent certains de ces travaux à travers les systèmes de justice pénale. En 2024, les douanes malgaches ont intercepté des passeurs transportant des tortues, tandis que les autorités thaïlandaises ont saisi plus de 1 200 animaux menacés, notamment des lémurins et des tortues étoilées. L'ICWC a coordonné le partage de renseignements et

la coopération juridique, permettant le rapatriement des animaux avec le soutien d'Airlink et de Qatar Airways. Les animaux sauvés ont été réhabilités à Madagascar en vue d'être relâchés, soulignant ainsi la puissance de la collaboration internationale. Depuis 2016, le Forum WIRE a renforcé la collaboration mondiale entre les forces de l'ordre dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages. En 2024, il a continué à favoriser les réseaux informels, les groupes de travail et les réunions gouvernementales à accès restreint. Le 8e Forum WIRE, qui s'est tenu en Afrique du Sud en 2024, a présenté les résultats de la récente opération SAMA (Saving African Wildlife through Multilateral Assistance - Sauver les espèces sauvages d'Afrique grâce à un soutien multilatéral), qui a permis de saisir 106 produits issus d'espèces menacées dans 19 pays, ainsi que de procéder à de multiples arrestations et poursuites judiciaires. Dans le cadre de la Vision de l'ICWC à l'horizon 2030 et du Plan d'action stratégique pour 2023-2026, le Consortium continuera à soutenir les pays par le biais d'initiatives nationales, régionales et mondiales. La priorité est donnée aux enquêtes conjointes, aux programmes de mentorat et au renforcement de la coopération internationale afin de garantir que les systèmes de justice pénale du monde entier travaillent ensemble pour traduire en justice les auteurs de crimes contre les espèces sauvages.

LE TRAITÉ ENTRERA EN APPLICATION EN JANVIER 2026

Protection de la biodiversité en haute mer

Le traité sur la protection de la biodiversité en haute mer a atteint le nombre de ratifications requis pour entrer en vigueur, deux ans après son adoption formelle. Dans une déclaration, le Secrétaire général de l'ONU a salué « cette avancée historique pour l'océan et pour le multilatéralisme ». Le plus souvent désigné par son acronyme anglais BBNJ, ce traité au nom à rallonge – « Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale » – devait atteindre le seuil des 60 ratifications de pays signataires pour entrer en vigueur. C'est désormais chose faite. L'accord deviendra contraignant le 17 janvier 2026. Couvrant plus des deux tiers de l'océan mondial, la haute mer était jusqu'ici un espace fragmenté. Adopté en juin 2023, le BBNJ instaure un cadre unificateur : règles obligatoires de conservation et d'usage durable de la biodiversité, aires marines protégées en haute mer, partage plus équitable des bénéfices issus des ressources génétiques marines, évaluation d'impact environnemental, transfert de technologies et renforcement des capacités scientifiques. « En deux ans, les États ont transformé leurs engagements en actions, démontrant ce qu'il est possible d'accomplir lorsque les nations s'unissent pour le bien commun », a salué le Secrétaire général. Cette entrée en vigueur couronne un été de tractations à New York, où s'est réunie au mois d'août une commission chargée de préparer la future mise en œuvre du traité. L'entrée en vigueur du BBNJ arrive à un moment charnière. Selon l'ONU, moins d'un tiers des cibles de l'objectif de développement durable n° 14 sur la préservation des océans sont en bonne voie ou progressent modérément. A ce jour, 8 % seulement de la surface marine est protégée – loin de l'objectif des 30 % fixé d'ici 2030 – et moins de la moitié des zones cruciales pour la biodiversité bénéficient d'un statut effectif de protection. Sous la surface, la fièvre monte : l'océan absorbe environ 90 % de l'excès de chaleur dû aux gaz à effet de serre et ses températures atteignent des niveaux record. L'ONU alerte sur un quatrième épisode mondial de blanchissement des coraux, le plus grave jamais observé. Même en limitant le réchauffement à 1,5 °C, la quasi-totalité des récifs tropicaux pourraient disparaître d'ici 2050. Dans le même temps, l'acidification de l'océan liée à son absorption de près d'un quart du CO₂ émis ronge la base calcaire des écosystèmes. Le BBNJ n'est pas un slogan : c'est un échancier, des cartographies, des procédures d'évaluation, des mécanismes de financement. En bref, du droit contraignant. « Face à la triple crise planétaire – le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution –, cet accord constitue une bouée de sauvetage pour l'océan et pour l'humanité », a insisté le Secrétaire général.

HYDROGÈNE VERT

La demande progresse plus lentement que prévu en Europe

Des médias ont signalé que l'entreprise énergétique allemande RWE AG s'est retirée de son rôle d'acheteur potentiel d'un projet d'hydrogène vert et d'ammoniac de 10 milliards de dollars (8,51 milliards d'euros) en Namibie, dirigé par Hyphen Hydrogen Energy, invoquant une faible demande pour le produit et ses dérivés. « Nous confirmons que RWE ne mène actuellement aucun projet en Namibie. La demande d'hydrogène et de dérivés de l'hydrogène, comme l'ammoniac, progresse plus lentement que prévu en Europe. Dans ce contexte, nous avons examiné les projets concernés chez RWE, notamment le projet Hyphen en Namibie », a déclaré un porte-parole de l'entreprise allemande dans un communiqué envoyé par courriel, cité par les mêmes sources. En 2022, RWE et Hyphen ont signé un pacte pour explorer les options permettant à l'entreprise allemande d'extraire potentiellement jusqu'à 300 000 tonnes d'ammoniac vert par an du projet. Hyphen est une coentreprise entre Nicholas Holdings Ltd et le développeur allemand d'énergies renouvelables Enertrag SE. Son projet phare, situé dans le sud de la Namibie, devrait être mis en œuvre en deux phases, avec un achèvement prévu respectivement en 2028 et 2030.

INFO

CHANGEMENT CLIMATIQUE

La capacité de prédire les orages et les tornades

Selon le professeur associé, docteur et directeur du Centre national de prévision hydrométéorologique vietnamien, Mai Van Khiem, les orages et les tornades sont des phénomènes qui se produisent en permanence, en particulier pendant la saison des pluies et des tempêtes, d'autant plus que le changement climatique augmente l'énergie et la vapeur d'eau dans l'atmosphère, déclenchant des orages plus forts et rendant les tornades plus susceptibles de se former. Faisant référence à la capacité de prédire les orages et les tornades, le Dr Mai Van Khiem a déclaré que, comme les tornades sont de très petite taille, avec des diamètres de seulement quelques dizaines de cent ou deux cents mètres, les radars et les satellites sont presque incapables de capturer l'emplacement et la forme des tornades. Par conséquent, la mesure, l'observation et la prévision des tornades sont très complexes. Actuellement, la météorologie ne prévoit la possibilité de tornades, de trombes marines et de grêle que dans des conditions de nuages orageux très intenses, formés dans un environnement chaud, humide et très instable. Cependant, elle n'a pas encore pu prédire la localisation, l'intensité ou le développement de ces phénomènes.

M. Mai Van Khiem a analysé que, en termes de morphologie, une tornade est également un type de vortex atmosphérique similaire à une tempête, mais différent en termes d'échelle et de mécanisme de formation : une tempête a une taille de plusieurs centaines de kilomètres, existe pendant plusieurs jours en mer, tandis qu'une tornade n'a que quelques centaines de mètres de large et se forme localement lors de forts orages et existe pendant une très courte période.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La pêche illégitime, non déclarée et non réglementée, pourrait représenter jusqu'à 26 millions de tonnes par an (environ 15 % des captures mondiales). Plus d'un tiers des stocks marins reste surexploité.

Repéré pour vous

Le Congrès mondial des véhicules à énergie nouvelle 2025 (qui n'utilisent pas de moteurs à combustion interne traditionnels) a débuté à Haikou, dans la province de Hainan, dans le sud de la Chine, le 27 septembre 2025.



DOHA

La voix d'Ibtehal Abou El Saad contre l'IA au service de la guerre

À Doha, en marge du Congrès sur l'éthique de l'intelligence artificielle organisé par l'Université Hamad Ben Khalifa, la chaîne Al Jazeera Net a rencontré l'ingénieure marocaine Ibtehal Abou El Saad.

Connu pour avoir marqué les esprits lors d'un événement interne de Microsoft, où elle avait publiquement interrompu le directeur de l'IA pendant la célébration du 50e anniversaire de l'entreprise, elle dénonçait alors la mise au service de la technologie « de la machine de guerre sioniste ». Dans cet entretien, Abou El Saad replace la question éthique au cœur du développement de l'intelligence artificielle, et appelle les chercheurs comme les ingénieurs à fixer des limites afin que ces technologies restent au service de l'humain, plutôt qu'à son détriment.



PH. DR

main : listes de cibles, rapports simplifiés, indicateurs exploitables immédiatement. La prise de décision et les frappes : dans certains contextes, les systèmes d'IA ne se limitent pas à assister les analystes, mais interviennent directement dans la désignation des cibles pour des frappes de précision. Dans certaines opérations, la machine peut décider sans validation humaine, ce qui accélère le rythme de destruction et accroît la létalité. Pour Abou El Saad, cette combinaison de puissance de surveillance et de capacité d'action transforme l'IA en force dévastatrice sur les champs de bataille.

LES GÉANTS DE LA TECH, SIMPLES FOURNISSEURS OU COMPLICES ?

Interrogée sur la responsabilité des entreprises technolo-

giques, l'ingénieure est catégorique : il ne s'agit pas de neutralité. Certaines sociétés signent des contrats spécifiques avec des armées impliquées dans des crimes de guerre, notamment l'armée sioniste. Ces acteurs, affirme-t-elle, deviennent donc partenaires directs en développant des solutions adaptées aux besoins militaires. La logique dominante reste celle du profit : guerres et occupations génèrent des marchés lucratifs, et tant que la demande existe, les considérations éthiques passent au second plan.

COMMENT RÉSISTER À UNE IA BIAISÉE ET MILITARISÉE ?

Pour Abou El Saad, trois axes parallèles doivent être envisagés : limiter et contrôler l'accès aux IA comme on le fait déjà avec certaines plateformes sociales, via

des réglementations ou des restrictions. Développer des alternatives arabes et islamiques, afin de réduire la dépendance aux géants mondiaux et éviter la réutilisation militaire des technologies importées. Associer l'éthique dès le départ au développement technique, plutôt que de l'ajouter après coup. Recherche, innovation et législation doivent avancer ensemble.

LES PROJETS ARABES D'IA : POTENTIEL FORT, MAIS FREINS STRUCTURELS

L'ingénieure estime que la région dispose de talents humains et de compétences solides. Le vrai obstacle réside dans le manque de capitaux et la frilosité des investisseurs. Elle appelle ainsi les fonds d'investissement et les capitaux-risque à soutenir des projets alternatifs, même si les bénéfices initiaux semblent faibles, afin de bâtir un marché local robuste. Pour elle, l'équilibre est vital : investir dans la recherche pour asseoir une base scientifique solide, créer une industrie compétitive, et inscrire ce développement dans un cadre éthique et légal clair.

Au-delà du diagnostic technique, l'intervention d'Ibtehal Abou El Saad est une mise en garde politique et morale : l'humanité doit choisir entre deux voies. Soit bâtir des alternatives responsables, où les droits humains et l'éthique structurent dès le départ la conception des technologies. Soit continuer à consommer passivement des innovations qui, sous couvert d'intelligence, rendent la guerre plus rapide, plus « intelligente » et plus brutale.

NEW

L'ère des "Agentic Payments" : quand l'IA fait vos achats à votre place

Une nouvelle vague d'innovation se profile dans le secteur du paiement numérique : les "agentic payments". Derrière ce terme se cache une idée ambitieuse : permettre à des agents d'intelligence artificielle d'effectuer des achats ou de réaliser des transactions au nom de l'utilisateur, sans que ce dernier ait besoin d'intervenir. De grands acteurs comme Visa, Mastercard, Google et OpenAI investissent déjà massivement dans cette tendance. Concrètement, un assistant IA pourrait comparer des offres de billets d'avion, réserver la meilleure option, puis régler directement en ligne, le tout de manière sécurisée et automatisée. Ce concept promet de réduire les frictions dans l'e-commerce et d'accélérer l'adoption de l'IA dans la vie quotidienne. Mais il soulève aussi des questions : jusqu'où sommes-nous prêts à déléguer nos décisions d'achat à une machine ? Les experts s'interrogent sur l'équilibre entre confort numérique et perte de contrôle.

META MUSCLE SA STRATÉGIE AVEC LES PUCES IA ET LE RACHAT DE RIVOS

Meta accélère dans la course à l'intelligence artificielle. Mark Zuckerberg a annoncé que son groupe allait investir plus de 72 milliards de dollars pour développer de nouveaux processeurs dédiés à l'IA et réduire sa dépendance aux GPU de Nvidia, actuellement leaders du marché. Dans cette optique, Meta a acquis Rivos, une startup spécialisée dans les puces IA, afin d'élargir son expertise et de renforcer ses capacités en matière de conception de processeurs. L'objectif est clair : disposer de technologies maison pour soutenir l'entraînement et l'utilisation à grande échelle de ses modèles d'intelligence artificielle. Cette stratégie traduit l'ambition de Meta de devenir un acteur central non seulement dans le domaine des réseaux sociaux et du métavers, mais aussi dans l'infrastructure matérielle qui soutiendra la prochaine génération d'IA.

SAMSUNG PRÉPARE SON PREMIER SMARTPHONE À TRIPLE PLIAGE

Samsung, déjà pionnier dans le domaine des smartphones pliables, prépare une nouvelle étape : le lancement d'un smartphone à triple pliage attendu pour novembre prochain. Après le succès de son Galaxy Z Fold 7, le géant sud-coréen veut aller plus loin en proposant un appareil capable de se déployer en trois parties, offrant ainsi un écran encore plus large et modulable. Cet hybride entre tablette et smartphone pourrait transformer l'usage mobile, notamment pour le multitâche et le divertissement. Samsung continue ainsi de consolider son leadership sur le marché des écrans flexibles, tout en répondant à une concurrence croissante de marques chinoises qui multiplient elles aussi les innovations dans ce secteur.

ALGÉRIE

Cap sur la 5G et l'innovation locale pour renforcer la souveraineté numérique

Le ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique (MPTTN) a récemment effectué une visite officielle à l'entreprise SATICOM, un acteur local en plein essor dans le domaine des télécommunications.

Cette visite a mis en lumière les efforts de l'Algérie pour entrer de plain-pied dans l'ère de la 5G tout en consolidant un écosystème numérique reposant sur des solutions 100 % locales. SATICOM, dont les travaux portent à la fois sur l'intégration des infrastructures de cinquième génération et sur la mise en place de services numériques innovants, illustre cette volonté d'indépendance technologique.

L'entreprise développe notamment des systèmes et applications destinés à réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations, un enjeu crucial pour la souveraineté numérique nationale.

UNE SOUVERAINÉTÉ NUMÉRIQUE AU CŒUR DE LA STRATÉGIE

Lors de cette visite, le ministre a rappelé que la transition vers la 5G ne saurait se limiter

à une évolution technique. Elle représente un levier stratégique pour l'économie nationale. Les réseaux de nouvelle génération permettront en effet d'accompagner la transformation digitale de secteurs variés : santé, éducation, transports, agriculture ou encore industrie.

Plus encore, le ministre a insisté sur la nécessité de préserver la souveraineté numérique du pays. Dans un monde marqué par la dépendance accrue aux technologies étrangères, l'Algérie souhaite construire une infrastructure solide, autonome et adaptée aux besoins locaux. Le développement de solutions internes est perçu comme une garantie d'indépendance, mais aussi comme une opportunité d'exportation vers d'autres marchés régionaux.

ZERROUKI ET L'INNOVATION LOCALE À L'HONNEUR

Parmi les entreprises mises en avant figure Zerrouki, spécialisée dans la transformation digitale et le développement de plateformes numériques. Son implication dans le renforcement des services numériques illustre la vitalité

d'un écosystème local en construction. Pour le ministère, le soutien à ces initiatives est indispensable afin de créer une dynamique durable d'innovation.

La mise en valeur de start-up comme Zroki témoigne aussi d'une volonté politique : faire émerger un tissu entrepreneurial capable non seulement de répondre aux besoins internes, mais aussi de s'imposer sur le marché international. À travers cette stratégie, l'Algérie cherche à conjuguer modernisation technologique et indépendance numérique. Le virage de la 5G est envisagé comme une étape essentielle pour hisser le pays au niveau des standards internationaux.

Mais au-delà de l'infrastructure, il s'agit surtout de créer un écosystème durable, associant l'État, les entreprises locales et les start-up, afin de favoriser l'innovation tout en protégeant les intérêts nationaux. Cette orientation traduit une ambition claire : faire de la technologie un pilier du développement économique et un outil de souveraineté, dans un contexte mondial où la maîtrise du numérique est devenue un enjeu de puissance.

PRESIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

Appel à garantir un processus électoral transparent

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Vagondo Diomandé, a exhorté, vendredi 3 octobre 2025, à Youmoussoukro, l'ensemble des préfets de région et de département à garantir un processus transparent et sécurisé lors de la présidentielle, sur toute l'étendue du territoire national.

«**V**otre rôle, en tant que représentants de l'État dans vos circonscriptions respectives, est crucial. Vous êtes chargés de veiller à ce que ce processus se déroule dans des conditions optimales de transparence, de sécurité et de sérénité », a exprimé M. Diomandé, lors d'une rencontre initiée par la Commission électorale indépendante (CEI) avec les représentants de l'administration territoriale. Il a spécifié que la sécurisation du processus électoral s'étend bien au-delà du jour du vote, englobant toutes les étapes de la période préélectorale jusqu'à l'acceptation des résultats. Il a assuré que toutes les dispositions ont été prises à cet effet, notamment à travers les décrets 2025-648, 649 et 652 du 30 juillet 2025. Le ministre a également mis en garde contre toute forme de violence, de désinformation ou d'instrumentalisation, en soulignant la nécessité d'anticiper les tensions, d'identifier les zones à risque, et de renforcer la veille sociale. « L'élection présidentielle est un acte de souveraineté populaire, mais aussi un défi logistique, sécuritaire et institutionnel majeur », a-t-il martelé, rappelant les engagements du président de la République, Alassane Ouattara, en faveur d'un scrutin libre, apaisé et démocratique. Il a, par ailleurs,



salué la franche collaboration entre son ministère et la CEI, tout en remerciant son président, Ibrahime Coulibaly-Kuibiert pour l'organisation de cette rencontre stratégique d'harmonisation.

44 000 AGENTS POUR LA SÉCURISATION DE L'OPÉRATION ÉLECTORALE

Quelque 44 000 agents des Forces de défense et de sécurité (FDS) seront déployés sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Ivoire, à partir du 5 octobre 2025, pour assurer la sécurisation de l'élection présidentielle prévue le 25 octobre 2025, ont rapporté vendredi des médias locaux. "La décision a été prise jeudi par le Conseil national de sécurité (CNS), réuni à Abidjan sous la présidence du chef de l'Etat, Alas-

sane Ouattara", ont précisé les mêmes sources. Le dispositif, baptisé "Espérance" prévoit le déploiement de patrouilles mixtes, pédestres et motorisées, composées de 18 000 policiers, 18 000 gendarmes et environ 8 000 militaires, dans les grandes villes comme dans les zones rurales. L'annonce intervient à moins de huit jours de l'ouverture officielle de la campagne électorale, prévue du 10 au 23 octobre. Cinq candidats sont en lice : le président sortant Alassane Ouattara, l'ancien ministre Jean-Louis Billon, l'ex-ministre Ahoua Don Mello (proche de Laurent Gbagbo), l'ex-Première dame Simone Ehivet Gbagbo, et l'ancienne ministre Henriette Lagou.

R. I.

Le prix du cacao fixé à un niveau record

Le prix d'achat du cacao aux planteurs de Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, a été fixé à 2.800 francs CFA (soit 4,26 euros) le kilo pour la récolte principale, un montant record alors que les cours mondiaux sont élevés, a annoncé le président ivoirien Alassane Ouattara mercredi. La Côte d'Ivoire, vend ses fèves de cacao par anticipation et le prix d'achat y est fixé par l'Etat. Il est ainsi moins sensible aux fluctuations du marché - à la hausse comme à la baisse - que dans d'autres pays, comme le Cameroun, producteur plus modeste, où le système est libéralisé. En avril en Côte d'Ivoire, le prix avait été fixé à 2.200 francs CFA (3,35 euros) le kilo, pour la récolte intermédiaire, après une hausse record des cours mondiaux en 2024. "Je vous annonce qu'au titre de la campagne de commercialisation 2025-2026, le prix bord champ garanti d'un cacao bien séché et bien trié est fixé à 2.800 francs CFA", soit 4,26 euros, a déclaré Alassane Ouattara à Abidjan, lors d'une cérémonie dédiée à cette annonce au Parc des expositions. Par ailleurs, le prix du "café est de 1.700 francs le kilogramme", soit 2,59 euros, a-t-il ajouté. A Londres, la tonne de cacao pour livraison en décembre valait 4.872 livres vendredi, et 6.921 dollars à New York. Le cacao ivoirien représente environ 40% de la production mondiale (soit plus de 2 millions de tonnes) et 14% du produit intérieur brut (PIB) de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Cette culture compte 1 million d'emplois et fait vivre 5 millions de personnes, selon le gouvernement.

R. I.

NAMIBIE

Plus "aucun feu actif" dans le parc national d'Etosha

Les autorités namibiennes n'ont détecté "aucun feu actif" dans le parc national d'Etosha pour un deuxième jour de suite après le gigantesque incendie ayant touché 38% de cette réserve naturelle parmi les plus réputées au monde, a annoncé mercredi le gouvernement namibien. Cette "artère vitale pour l'industrie touristique", selon les mots de la présidence, a été ravagée par un incendie géant qui s'est déclaré le 22 septembre et s'est propagé,

attisé par des vents forts sur la végétation asséchée en cette fin d'hiver austral. "A la suite de la deuxième inspection aérienne effectuée le mardi 30 septembre 2025, aucun feu actif n'a été détecté dans le parc national d'Etosha", a indiqué mercredi la ministre de l'Environnement dans un communiqué. Le parc, constitué notamment du lac salé asséché d'Etosha, abrite 114 espèces de mammifères, dont le rhinocéros noir, en danger critique

d'extinction. "Une étude est en cours afin de déterminer l'étendue des dégâts, notamment sur la faune sauvage", a expliqué aussi la ministre en annonçant le déploiement de "trois vétérinaires au parc national d'Etosha pour soigner les animaux sauvages blessés". "A ce jour, ce sont au total 853.946 hectares, soit 38% de la superficie du parc, qui ont été touchés", chiffre le ministère de l'Environnement.

R. I.

PRESIDENTIELLE EN CENTRAFRIQUE

Le président Touadéra dépose sa candidature

Le président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, favori de l'élection présidentielle du 28 décembre, a officiellement déposé jeudi sa candidature. "Le peuple voulait absolument être rassuré que mon dossier de candidature soit déposé aujourd'hui. C'est chose faite", a-t-il déclaré à la presse. Son dossier a été remis au siège de l'Autorité nationale des élections (ANE) à Bangui par Simplicie Mathieu Sarandji, secrétaire général du Mouvement Coeurs Unis (MCU). "Nous avons répondu à une exigence constitutionnelle dans le cadre du fonctionnement de la démocratie dans notre pays",

a-t-il ajouté. Le chef de l'Etat avait signé lundi 29 septembre un décret convoquant les électeurs pour un quadruple scrutin (présidentiel, législatif, régional et municipal) le 28 décembre. Le dépôt des candidatures pour l'ensemble des scrutins est ouvert du 2 au 11 octobre, selon l'ANE. Le président de l'ANE, Mathias Barthélemy Morouba, a souligné mardi que cette étape constituait "une phase décisive dans la vie démocratique de la République centrafricaine", réaffirmant l'engagement de l'institution à organiser des élections "transparentes, inclusives et crédibles".

R. I.

GUINEE

Trois morts sur un site minier de Simandou

Trois personnes sont mortes en Guinée lors d'un "incident" survenu mercredi sur un site minier de Simandou (sud-est), l'un des plus importants gisements de fer au monde, a indiqué jeudi dans un communiqué une des entreprises en charge du projet. Winning Consortium Simandou (WCS) "confirme avec une profonde tristesse qu'un incident est survenu mercredi sur un site de travail à Kérouané", selon un communiqué diffusé sur son compte LinkedIn. "Tragiquement, trois collègues étrangers ont perdu la vie", a-t-elle ajouté. La nature de l'incident n'a pas été révélée. Mais selon WCS, une enquête est en cours, en collaboration avec les autorités compétentes, pour déterminer en déterminer les causes. WCS a également annoncé la suspension des opérations sur le site de Kérouané afin "de permettre une révision complète des procédures de sécurité".

R. I.

SOUDAN

Six civils tués dans une attaque sur une ville assiégée du Darfour

Au moins six civils ont été tués mercredi dans une attaque attribuée aux paramilitaires à el-Facher, capitale du Darfour-Nord assiégée depuis plus de 17 mois, a déclaré une source médicale. L'attaque, attribuée aux FSR, a tué six personnes et blessé 10 autres, a déclaré la source médicale sous couvert d'anonymat. Ville stratégique pour le contrôle du Darfour, el-Facher est assiégée depuis mai 2024 par les FSR qui encerclent peu à peu les derniers territoires contrôlés par l'armée. Dans des vidéos diffusées sur leurs réseaux sociaux, les FSR apparaissent aux abords du centre médical et à l'intérieur de l'aéroport, dans l'ouest de la ville. Seuls quelques centaines de mètres les séparent du quartier général de la 6e division d'infanterie de l'armée. Selon l'ONU, la ville est devenue "l'épicentre de la souffrance des enfants": près de 40% des enfants de moins de cinq ans y souffrent de malnutrition aiguë ou sévère. Lundi, la coordinatrice humanitaire de l'ONU pour le Soudan Denise Brown a évoqué des "rapports faisant état d'exécutions illégales, d'enlèvements et de détentions arbitraires."

R. I.

RD CONGO

14 morts dans une attaque contre un camp de déplacés dans l'est du pays

Au moins 14 personnes ont été tuées jeudi lors d'une attaque menée par des miliciens contre un camp de déplacés dans la province de l'Ituri, à l'est de la République démocratique du Congo, ont rapporté vendredi des médias locaux. "L'attaque, survenue dans le territoire de Djugu, a eu lieu dans la matinée alors que des déplacés du site de Rhoo se rendaient dans leurs champs situés dans les villages environnants", précisent les mêmes sources. De son côté, la Radio de l'ONU, citant des témoins, a indiqué que "les victimes étaient principalement des agriculteurs" et a attribué l'attaque au groupe armé Coopérative pour le développement du Congo (CODECO). "A la suite de l'attaque, un climat de panique s'est emparé du site de Rhoo, qui abrite des milliers de déplacés", a noté le média ouisien. Les responsables de la société civile locale ont appelé à une intervention urgente de l'armée pour sécuriser la région. Le RDC traverse l'un des conflits les plus longs et les plus complexes du monde, entraînant une grave crise humanitaire, avec 7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, selon l'ONU.

R. I.

ESPAGNE

La canicule a tué 3 832 morts en 2025

Plus de 3.830 décès peuvent être attribués à la chaleur en Espagne entre le 16 mai et le 30 septembre 2025, un chiffre qui a bondi de 87,6% sur un an, a annoncé jeudi le ministère de la Santé.

Selon le ministère, plus de 65% de ces décès concernaient des personnes âgées de plus de 85 ans, et près de 96% des personnes de plus de 65 ans. "Il est important de rappeler que ces chiffres ne correspondent pas à des diagnostics cliniques individuels, mais plutôt à la surmortalité estimée par des modèles statistiques", souligne le ministère dans un communiqué, ajoutant que les chiffres peuvent encore être révisés. Ces estimations sont fondées sur un système baptisé "MoMo" (Monitoring de la Mortalité), qui collecte sur une base quotidienne le nombre de décès en Espagne et calcule l'écart de la mortalité par rapport à la mortalité prévisible sur la base



des séries historiques enregistrées. En outre, le ministère fait état de 25 décès dus durant la même période à des "coups de chaleur" en tant que tels. La plupart de ces victimes présentaient des facteurs de risque (comme des maladies chroniques ou l'utilisation de médicaments sensibles à la chaleur), étaient exposées dans

leur environnement professionnel ou de loisir, ou vivaient seules ou dans des logements sans climatisation, explique la même source. Cette année, l'Espagne a souffert de son été le plus chaud depuis le début des relevés en 1961, avec une température moyenne de 24,2 C, selon l'agence météorologique nationale (Aemet). Le

pays a enduré une canicule record de seize jours en août, qui a alimenté des incendies de forêt ayant tué quatre personnes et ravagé des centaines de milliers d'hectares. Neuf des dix étés les plus chauds en Espagne depuis 1961 ont eu lieu au cours du 21ème siècle, selon l'Aemet. Les dangers de la chaleur sur l'organisme sont multiples, notamment chez les personnes âgées et ne se résument pas aux déshydratations et coups de chaleur immédiats. Les fortes températures peuvent aggraver à plus long terme des pathologies cardiaques, respiratoires, mentales ou liées au diabète. Bien que coutumière des températures élevées, l'Espagne est confrontée à des épisodes de chaleur de plus en plus nombreux et rapprochés, parfois en dehors des mois d'été, ce qui inquiète les scientifiques. Ils alertent depuis des années sur l'impact du changement climatique sur les vagues de chaleur, les sécheresses et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, de plus en plus intenses et fréquents.

R. I.

DES RESPONSABLES DU PRIX NOBEL ALERTENT

Trump improbable lauréat du Nobel de la Paix

En s'en prenant à la science, Donald Trump, improbable lauréat du Nobel de la Paix, risque de faire perdre aux Etats-Unis leur place de première nation dans la recherche scientifique, avec des répercussions dans le monde entier, avertissent jeudi des responsables du prix Nobel. Depuis qu'il a pris ses fonctions, le président américain a sabré à coups de millions de dollars dans les financements publics, attaqué la liberté académique des universités et chapeauté des licenciements massifs de scientifiques dans les organes fédéraux. Pendant la remise des Nobel scientifiques à Stockholm à partir de lundi, les chercheurs américains pourraient encore tirer leur épingle du jeu : les Etats-Unis comptent plus de lauréats en sciences que tout autre pays, grâce à un investissement de longue date dans la recherche fondamentale et la liberté académique. Mais cela pourrait changer. "Après la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis ont pris le relais de l'Allemagne en tant que première

nation scientifique mondiale. Aujourd'hui, en réduisant le financement de la recherche, cette position est menacée", déclare Hans Ellegren, le secrétaire général de l'Académie royale des sciences de Suède, qui décerne les prix Nobel de physique, de chimie et d'économie. Depuis janvier, les National Institutes of Health (NIH), les organismes supervisant la recherche médicale aux Etats-Unis, ont supprimé 2.100 subventions à la recherche totalisant environ 9,5 milliards de dollars, ainsi que 2,6 milliards de contrats, selon la base de données indé-

pendante Grant Watch. Alors, Donald Trump prix Nobel de la paix 2025 ? Les experts jugent les chances du président américain quasi nulles et privilégient la mise en lumière de causes oubliées, avant l'ouverture lundi de la saison des célèbres récompenses. Décerné le 10 octobre, le Nobel de la paix focalisera l'attention planétaire mais les coupes budgétaires du président américain dans la santé et la recherche aux Etats-Unis devraient alimenter les débats au moment de l'attribution des autres prix (médecine, physique, chimie, littérature et économie).

R. I.

ECOLE EFFONDREE EN INDONESIE

Plus aucun signe de vie, 59 personnes présumées mortes

Les secours n'ont détecté aucun signe de vie jeudi sous les débris de l'école qui s'est effondrée lundi en Indonésie, alors que 59 personnes sont encore portées disparues, a annoncé jeudi un responsable, faisant craindre un lourd bilan humain. Le nombre des personnes portées disparues, une donnée souvent incertaine en Indonésie et passé de 38 initialement à 91 avant ce nouveau bilan, a fluctué au fil des heures suivant la

catastrophe qui a fait cinq morts. "Nous avons utilisé des équipements de haute technologie comme des drones thermiques et scientifiquement il n'y avait plus aucun signe de vie", a déclaré M. Suharyanto, directeur de l'Agence nationale de gestion des catastrophes. "Nous avons donné du temps à l'équipe conjointe (de recherche) jusqu'à ce matin (...) au cas où il y aurait des signes de vie, mais il n'y en avait pas", a-t-il ajouté, lors d'un point

presse sur le site de la catastrophe à Sidoarjo, à l'est de la grande île de Java. "L'équipe a donc décidé de passer à la phase suivante de recherche avec du matériel lourd", a-t-il encore dit. Jusqu'à présent, 59 personnes sont encore portées disparues et présumées piégées sous les débris, a annoncé jeudi matin Abdul Muhari, porte-parole de l'Agence nationale de gestion des catastrophes (BNPB).

R. I.

ETATS-UNIS

Le vice-président JD Vance juge "ridicules" les démarches de l'opposition démocrate

Le vice-président américain JD Vance, faisant une rare apparition au point-presse de la Maison Blanche, a assuré mercredi que la paralysie budgétaire qui venait de débuter était due à des demandes "ridicules" de l'opposition démocrate. Les démocrates ont "mis le gouvernement fédéral à l'arrêt parce que nous ne voulons pas consacrer des milliards de dollars à des dépenses médicales pour des immigrés en situation illégale", a-t-il ajouté, ce que l'opposition dément.

R. I.

PHILIPPINES

Le bilan du séisme porté à 72 morts

Le bilan d'un violent séisme qui a frappé le centre des Philippines cette semaine a été relevé à 72 morts jeudi par les secours, qui concentrent désormais leurs efforts sur l'aide aux centaines de blessés et aux milliers de sans-abri. Les pompiers et les secouristes ont indiqué avoir dégagé dans la nuit de mercredi à jeudi le corps d'une femme et d'un enfant des débris d'un hôtel effondré dans la ville de Bogo, près de l'épicentre du séisme de magnitude 6,9 survenu mardi soir. Le corps d'une autre femme a également été mis à jour sur le site dans la journée de mercredi. Un précédent bilan faisait état de 69 morts. Le gouvernement a indiqué que 294 personnes avaient été blessées et environ 20.000 avaient fui leur domicile, avec près de 600 logements détruits dans le nord de l'île de Cebu, contraignant un grand nombre d'habitants à dormir dehors.

R. I.

HAÏTI

Plus de 16 000 personnes tuées dans les violences depuis 2022

Plus de 16.000 personnes ont été tuées dans des violences armées depuis 2022 en Haïti, un pays en proie des attaques de gangs, ont alerté les Nations Unies, jeudi, affirmant que, sans soutien international, "le pire est peut-être à venir". "Le bilan humanitaire est effroyable : la moitié de la population, soit six millions de personnes, dont 3,3 millions d'enfants, a besoin d'aide humanitaire", a déclaré le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, devant le Conseil des droits de l'homme à Genève. Sur fond d'instabilité politique, un nombre record de près d'1,3 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur de ce pays en raison des agissements des gangs, avait alerté l'ONU en juin. Selon les Nations unies, plus de 3.000 personnes ont péri dans des violences en Haïti au premier semestre 2025. "Plus de 16.000 personnes ont été tuées et quelque 7.000 personnes blessées dans des violences armées depuis le 1er janvier 2022, date à laquelle nous avons commencé notre suivi des violences liées aux gangs", a relevé M. Türk. Il a salué le feu vert donné mardi par le Conseil de sécurité de l'ONU à la transformation de la mission multinationale de soutien à la police haïtienne en une force antigang plus robuste pour tenter d'endiguer les violences. La nouvelle force sera accompagnée par la création d'un "bureau de soutien de l'ONU", suggérée il y a plusieurs mois par le secrétaire général, Antonio Guterres. M. Türk a appelé à ce que les efforts visant à rétablir la sécurité dans ce pays respectent les droits humains, mettant en garde contre une "spirale de violences" impliquant les gangs, la population et les forces de sécurité.

R. I.

MANIFESTATIONS INDIGENES EN EQUATEUR

Les derniers militaires retenus en otage libérés

Les derniers militaires équatoriens retenus en otage depuis des manifestations de la communauté indigène dimanche contre la hausse du prix du diesel, ont été libérés, plusieurs présentant des contusions et fractures, a annoncé mercredi le gouvernement. Les soldats captifs "ont été récupérés" dans la nuit de mardi à mercredi, a déclaré à la radio le ministre équatorien de la Défense Gian Carlo Loffredo. Il a évoqué un total de seize derniers soldats libérés dans la nuit, après la libération d'un premier soldat lundi selon le ministère. L'armée avait initialement annoncé la libération lundi de quatre militaires. Les militaires ont été séquestrés dans la province andine d'Imbabura, dans le nord du pays, au milieu de violents affrontements avec des manifestants. Un indigène a été tué par balles et 12 membres des forces de l'ordre ont été blessés. Les manifestations débutées le 22 septembre à l'appel de la principale organisation indigène du pays, la Conaie, se sont soldées par quelque 90 arrestations jusqu'à présent. Elles étaient concentrées à Imbabura puis se sont étendues au cours de la semaine à d'autres provinces et à Quito, la capitale. Des manifestants ont bloqué les routes pour protester contre un décret du président Daniel Noboa supprimant la subvention au diesel, dont le prix au gallon (3,8 litres) a augmenté de 56%. La hausse des prix des carburants avait déjà provoqué une forte mobilisation en 2019 et en 2022 sous les gouvernements des anciens présidents Lenin Moreno et Guillermo Lasso, qui avaient dû renoncer à la mesure.

R. I.

A L'APPEL DE L'INTERSYNDICALE

En France, nouvelle journée de grèves et manifestations

Après trois fortes journées de mobilisation, plus de deux millions de personnes se sont emparées de la rue pour revendiquer des hausses de salaires, la défense de nos services publics, une fiscalité juste et efficace, à rebours du budget envisagé par le Premier ministre Lecornu.

La nouvelle journée de grèves et manifestations à l'appel de l'intersyndicale a rassemblé jeudi en France des centaines de milliers de personnes, ont rapporté des médias. Le syndicat CGT a annoncé avoir décompté "près de 600.000 manifestants partout en France", alors que le ministère de l'Intérieur a compté 195.000 personnes dans les cortèges. "C'est la première rentrée sociale où il y a ce niveau de mobilisation, une unité syndicale totale et une détermination très forte des travailleuses et des travailleurs", a assuré la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet, en tête du cortège parisien. A Paris, les dirigeants de l'intersyndicale ont épinglé les dernières annonces du Premier ministre Sébastien Lecornu, qui prépare son gouvernement pour cette fin de semaine, un peu plus de trois semaines après avoir succédé au centriste François Bayrou, dont les mesures budgétaires pré-



conisées cet été pour réduire le déficit de la France (coupes dans le service public, gel des prestations sociales...) avaient déclenché ces mobilisations. Jeudi, son entourage a fait savoir qu'il étudiait plusieurs pistes de baisses de prélèvements en faveur des salariés, comme une baisse de l'impôt sur le revenu pour les couples payés chacun "légèrement" au-dessus du Smic ou "une défiscalisation et un allègement des charges sociales" sur les heures supplémentaires. "Je ne pense pas que ce soit une bonne chose d'égrener un certain

nombre de mesures", a estimé Marylise Léon, de la CFDT. "On est à quelque jours de la déclaration de politique générale", prévue mardi devant les députés, a-t-il dit, ajoutant : "je ne doute pas qu'on aura des réponses".

Dans un communiqué rendu public dans la soirée, la CGT affirme que l'intersyndicale se réunira "au lendemain" de ce discours "pour analyser les annonces du Premier ministre et prendre les décisions nécessaires pour la suite"

R. I.

TURQUIE

17 blessés dans un séisme de magnitude 5,0 dans le nord-ouest du pays

Au moins 17 personnes ont été blessées dans un séisme de magnitude 5,0 qui a secoué la mer de Marmara dans le nord-ouest de la Turquie jeudi, selon les autorités locales. Selon l'autorité turque de gestion des catastrophes, la secousse est survenue à 14h55 heure locale (11h55 GMT), avec un épicentre situé au large de la côte de Marmaraeğlisi dans la province de Tekirdag. Le tremblement de terre a été ressenti jusque dans les provinces d'Istanbul, de Bursa et de Canakkale, poussant les habitants à sortir précipitamment dans les rues. Le cabinet du gouverneur d'Istanbul a indiqué dans un communiqué que 17 personnes avaient été blessées dans la vague de panique qui a parcouru la ville tandis que les habitants évacuaient les bâtiments, et que "12 citoyens ont contacté les services d'urgence pour signaler des crises de panique, et d'autres encore ont signalé des entorses consécutives à la panique". Le cabinet a également reçu des signalements de dommages sur quatre bâtiments. Il a précisé que des équipes avaient été dépêchées sur les sites concernés, et appelé les habitants à éviter les sites possiblement endommagés et à respecter les annonces officielles. Le cabinet du gouverneur de Tekirdag a indiqué que des équipes de réaction avaient immédiatement entamé des inspections de terrain, et que le centre d'appel d'urgence n'avait reçu aucun signalement de sinistre. La magnitude de la secousse a été mesurée à 5,2, puis révisée ultérieurement à 5,0 par le Centre allemand de recherches en sciences de la Terre (GFZ), tandis que l'Observatoire Kandilli de Turquie et l'Institut de recherche sur les séismes ont mesuré une magnitude de 5,3.

R. I.

APRES LA MORT DE SEPT BEBES EN ROUMANIE

Le gouvernement dénonce de "graves manquements"

Le ministre roumain de la Santé Alexandru Rogobete a dénoncé jeudi de "graves manquements" dans un hôpital de Lasi (nord-est) où sept bébés sont morts ces dernières semaines après une infection nosocomiale. Les sept bébés, tous âgés de moins d'un an, avaient été admis dans cet hôpital en soins intensifs pour des pathologies préexistantes et y ont contracté la bactérie Serratia. "On entre dans l'unité de soins intensifs comme dans une gare. Il n'y a pas de contrôle des patients ni des proches, pas de zones spécifiques pour la désinfection des mains, ni d'espaces où les visiteurs peuvent s'équiper de protections", a déploré le ministre roumain lors d'une conféren-

ce de presse, annonçant que la justice allait être saisie. L'inspection a révélé "de graves lacunes dans l'application des protocoles, voire une absence totale de protocoles visant à limiter la propagation des infections liées aux activités médicales", a-t-il ajouté. La licence d'exploitation de l'unité de soins intensifs a été délivrée illégalement, alors qu'elle ne dispose même pas "d'éviers avec eau chaude et froide, comme l'exige la loi, pour la désinfection et le lavage des mains du personnel médical". La semaine dernière, le président Nicusor Dan avait affirmé que les infections nosocomiales et les infrastructures hospitalières obsolètes mettaient "en danger la vie des patients". Il

a demandé au gouvernement un plan pour lutter contre de telles infections, estimant que le problème ne "pouvait plus être reporté". En 2015, un incendie dans une boîte de nuit de Bucarest avait bouleversé la Roumanie après la mort de 64 personnes, dont beaucoup avaient été infectées par des bactéries dans des hôpitaux mal équipés. L'incendie a conduit à des protestations qui avaient renversé l'administration du Premier ministre de l'époque, Victor Ponta. Entre 2020 et 2024, pas moins de 650 patients sont morts en raison d'infections nosocomiales en Roumanie. Les autorités ont admis par le passé que le nombre d'infections était sous-déclaré par les hôpitaux.

R. I.

PRODUITS RADIO-PHARMACEUTIQUES

Le marché mondial dépassera les 13 milliards de dollars d'ici 2029

Le marché mondial des produits radio-pharmaceutiques, diagnostiques, médicaments radioactifs utilisés pour détecter le cancer, devrait dépasser les 13 milliards de dollars d'ici 2029, selon les données de l'Institut Kourchatov de l'énergie atomique, publiées jeudi par l'agence russe TASS. "En 2024, le marché (mondial) des produits radio-pharmaceutiques diagnostiques s'élevait à environ 10 milliards de dollars. Il s'agit d'un chiffre non négligeable. D'ici 2029, il dépassera les 13 milliards de dollars", a déclaré le directeur scientifique de Kourchatov, Sergueï Deev. La région Asie-Paci-

fique affiche la croissance la plus rapide, tandis que l'Amérique du Nord reste le principal marché, a précisé la même source. M. Deev a rappelé qu'en Russie, le cancer se classe au deuxième rang en termes de mortalité après les maladies cardiovasculaires, l'un des facteurs contribuant étant l'augmentation de l'espérance de vie. "Chaque personne, qu'elle soit jeune ou âgée, subit jusqu'à 2.000 mutations dans son corps chaque jour. Alors que le corps est jeune, il peut y faire face. Mais avec l'âge, le système immunitaire s'affaiblit", a expliqué le scientifique.

R. I.

CANADA

Un mort et deux blessés dans une fusillade

Une personne a été tuée et deux autres grièvement blessées mercredi matin lors d'une fusillade survenue à Laval, au Québec. La fusillade s'est produite vers 10h30 locale dans un complexe commercial qui était bondé au moment des faits, ont rapporté les médias locaux. Le ministre de la Sécurité publique du Québec Ian Lafrenière a déclaré que tout portait à croire que la fusillade était une attaque ciblée liée au crime organisé, et qu'il ne croyait pas que des "victimes innocentes" aient été blessées. "Quoi qu'il en soit, je ne suis pas ravi que cela se produise dans un Starbucks à 10h30 du matin", a-t-il affirmé, ajoutant que le gouvernement maintiendrait sa pression sur le crime organisé. La Sûreté du Québec (SQ), la police provinciale, a repris l'enquête. Aucune arrestation n'a encore été effectuée, selon les médias locaux.

R. I.

PAKISTAN

13 terroristes éliminés lors d'opérations militaires dans le sud-ouest du pays

Treize terroristes ont été abattus au cours de deux opérations menées par les services de renseignement dans la province du Baloutchistan dans le sud-ouest du Pakistan, a rapporté mercredi l'armée pakistanaise. Ces opérations ont été menées les 30 septembre et 1er octobre dans les districts de Quetta et de Kech, a annoncé dans un communiqué le service de relations publiques interarmées (ISPR), service de presse de l'armée. Selon l'ISPR, les forces de sécurité ont attaqué un repaire terroriste dans le district de Quetta et 10 terroristes ont été abattus à la suite d'un échange de tirs. Dans une opération distincte dans le district de Kech, trois terroristes ont été abattus lorsque leur repaire a été pris pour cible. Des armes, des munitions et des explosifs ont également été récupérés sur ces sites, ajoute le communiqué. L'ISPR a indiqué que ces terroristes avaient été impliqués dans de multiples attaques dans la région, et qu'une opération de nettoyage se poursuivait pour éliminer les menaces restantes.

R. I.

RUSSIE

Les réserves internationales atteignent un record de 713,3 milliards de dollars

Les réserves internationales de la Russie ont augmenté de 0,7 milliard de dollars au cours de la semaine pour atteindre un niveau record de 713,3 milliards de dollars au 26 septembre, a annoncé jeudi la Banque centrale de la fédération de Russie. Cette hausse de 0,1% est principalement attribuée à une réévaluation positive des actifs, selon le régulateur. Les réserves s'élevaient à 712,6 milliards de dollars une semaine plus tôt. Les réserves internationales comprennent des devises, de l'or et des actifs auprès du Fonds monétaire international (FMI). Le niveau cible fixé par la Banque centrale est de 500 milliards de dollars.

R. I.

DÉCÈS

Le comédien Faouzi Saïchi inhumé à Alger

Le comédien Faouzi Saïchi, dit "Rmimizez", décédé lundi à l'âge de 74 ans, a été inhumé jeudi, en début d'après-midi, au cimetière "Hasnaoua" de Cheraga, à Alger.

Arrivée la veille à l'aéroport international Houari-Boumediène d'Alger, la dépouille de l'artiste, mort à Paris (France), a été accompagnée à sa dernière demeure par des artistes et compagnons de route du défunt, en présence du représentant de la ministre de la Culture et des Arts, le chef du Cabinet du ministre, M. Moahmed Sidi Moussa. Le président de l'association artistique "Lumières", Amar Rabia, a déploré la perte d'un artiste qui a su, dit-il, manier humour et autodérision, et qui a marqué d'une empreinte indélébile le cinéma et la télévision à travers des œuvres qui ont "décrit et représenté à l'écran la société algérienne". "Rmimizez", a-t-il regretté avec émotion, a laissé un "vide incommensurable" aussi bien sur la scène culturelle nationale qu'au sein de l'association, dont il était le vice-président. Ses compagnons de route parmi ceux qui l'ont côtoyé et lui ont partagé la scène, ont déploré la perte d'un acteur "charismatique, bienveillant et courageux" jusque dans les derniers instants du "combat qu'il a mené contre la maladie". Natif d'Aïn Sefra (Naâma) en 1951, Faouzi Saïchi a fait sa première apparition dans le cinéma en campant le rôle principal dans "Un toit,



une famille", une comédie dramatique de Rabah Laradji, sortie en 1982, qui recevra, la même année, aux Journées cinématographiques de Carthage (JCC) en Tunisie, le "Prix de la meilleure interprétation masculine".

Une distinction, qui marquera pour le jeune comédien, Faouzi, le début d'une longue série d'apparitions plus ou moins notables au cinéma et à la télévision. Saïchi a été distribué dans une vingtaine d'œuvres, entre feuilletons télévisés et films, notamment "Les folles années du twist" (1986) et "De Hollywood à Taman-

rasset" (1991) de Mahmoud Zemmouri. Au petit écran, le défunt s'est également illustré dans de nombreuses productions notamment "Les aventures de Rmimizez" aux côtés de la regrettée Ouardia (1986), œuvre dont il a tiré son nom de scène "Rmimizez", "Nass Mlah City" (2004) et "Dje-mai Family" (2011) de Djaafar Gacem, et "Bougroun" (2018). En reconnaissance à sa carrière de plus de 40 ans, l'association artistique "Lumières" lui a rendu, en février dernier, un hommage en présence de l'artiste et de nombreuses figures du cinéma et du théâtre algériens.

LE COURT-MÉTRAGE PALESTINIEN QUI INTERROGE L'IMPUISSANCE FACE À GHAZA « Fin » en compétition à Varsovie

« Fin », le court-métrage palestinien qui interroge l'impuissance face à Ghaza, en compétition à Varsovie. Réalisé par Ward Kayyal, « Fin » fera sa première mondiale dans le cadre de la compétition internationale des courts-métrages du Festival du film de Varsovie, prévu du 10 au 19 du mois prochain.

Ce court-métrage met en scène, au cours d'une nuit orageuse, un homme arpenteant les rues désertes de Haïfa, tentant sans succès d'allumer sa cigarette, contrarié par le vent et la pluie. Après plusieurs tentatives, un inconnu s'approche et lui propose son aide. À travers cette scène minimaliste, le film interroge le sentiment

d'impuissance et les manquements perçus de ceux vivant en dehors de Ghaza face à la tragédie qui y sévit. Le tout est filmé en un seul plan-séquence, constituant un défi technique et artistique majeur. Évoquant la portée de son œuvre, le réalisateur Ward Kayyal explique « Alors que le génocide se poursuit à Ghaza,

les Palestiniens de 48 continuent leur quotidien presque comme si de rien n'était. Nous travaillons, passons du temps avec nos proches, profitons des week-ends... La politique coloniale anesthésie nos esprits, nous plongeant dans une forme de soumission. Le colonialisme fonctionne ainsi : il nous divise, efface notre sentiment d'appartenance, s'immisce dans nos esprits et fragilise nos liens avec notre environnement. Sans même nous en rendre compte, nous devenons partie prenante du système d'occupation. En tant que Palestinien, je considère qu'il est de mon devoir de nous critiquer collectivement sur la manière dont nous vivons cette situation, tout en rappelant que la responsabilité première incombe à l'occupation. » « Fin » est écrit et réalisé par Ward Kayyal, avec l'acteur palestinien Ziad Bakri dans le rôle principal. Le film est produit par Donna Hawa, avec une photographie assurée par Ashraf Dwani, un montage de Nour Abou Kamal et un travail sonore signé Elias Abdelmalek. Ward Kayyal n'en est pas à sa première réalisation. Son court-métrage inaugural « Hamza : je poursuis un fantôme qui me poursuit » avait été présenté en avant-première au Festival international du film du Caire avant de circuler dans de nombreux festivals internationaux. Actuellement, il travaille à la fois sur son premier long-métrage et sur un troisième court.

M. Seghilani

THE LIFE OF A SHOWGIRL Taylor Swift sort son 12^e album

La chanteuse américaine a dévoilé vendredi son 12^e album, qui célèbre son fiancé, le footballeur américain Travis Kelce, et règle quelques comptes. La chanteuse américaine Taylor Swift a dévoilé vendredi son 12^e album, The Life of a Showgirl, disque résolument pop qui célèbre son fiancé, le footballeur américain Travis Kelce, et règle quelques comptes.

Dans cet album très attendu, l'artiste de 35 ans propose des morceaux dansants aux sonorités rappelant les années 80, des balades ainsi que des airs country, genre dans lequel elle a débuté en 2006. Après quatre albums folk ou introspectifs, The Life of a Showgirl propose, comme promis, des morceaux dansants aux sonorités rappelant les années 1980, à commencer par le single The Fate of Ophelia. Mais comme on ne change pas une formule qui gagne, les balades ont aussi la part belle parmi les 12 titres. Et la country, genre dans lequel l'artiste a débuté en 2006, pointe sur quelques morceaux, dont le duo final avec la nouvelle star de la pop Sabrina Carpenter.

ALBUM LE PLUS PRÉENREGISTRÉ SUR SPOTIFY

La chanteuse de 35 ans a décrit sa dernière livraison, album le plus préenregistré sur la plateforme de streaming Spotify, comme une plongée dans les coulisses l'an dernier de la tournée géante retraçant toutes les époques de sa carrière (ou «ères», comme elle les appelle).

«La période la plus joyeuse, la plus folle et la plus intense de (sa) vie», qui coïncide avec les premiers temps de sa relation avec Travis Kelce, avec qui elle a annoncé ses fiançailles en août.

Taylor Swift, qui a souvent exorcisé ses déceptions amoureuses en musique, chante les louanges de ce dernier sur Wish List, clamant : «Je ne veux que toi, avoir deux ou trois enfants, que tout le quartier se mette à te ressembler.» Dans cette nouvelle ère, elle n'est toutefois pas qu'heureuse et peut se montrer vindicative, qu'il s'agisse des réseaux sociaux ou du patriarcat. «Je protège la famille», entonne-t-elle aussi sur Father Figure. Dans ce morceau inspiré du titre éponyme de George Michael (avec la bénédiction des ayants droit du chanteur), la popstar semble revenir sur la saga qui a entouré, entre 2019 et mai dernier, le rachat des droits de ses six premiers albums.

LES RETROUVAILLES AVEC MAX MARTIN

À la production de The Life of a Showgirl, on retrouve les Suédois Max Martin et Shellback, à l'origine du virage vers la pop pris par la chanteuse dans les années 2010.

Aux manettes du premier album du boys band américain Backstreet Boys en 1996, Max Martin (Karl Martin Sandberg de son vrai nom) a révolutionné la pop moderne.

On lui doit depuis des tubes comme Baby One More Time de Britney Spears ou Blinding Lights de The Weeknd.

POUR «SOUPÇONS DE CONTREFAÇONS»

La police italienne retire 21 œuvres d'une exposition Dali

Les carabiniers de Parme ont perquisitionné l'exposition Salvador Dalí : Entre art et mythe. Ils ont agi à la demande de la Fondation Gala-Salvador Dalí qui protège l'héritage de l'artiste. La police italienne a déclaré mercredi 1^{er} octobre avoir perquisitionné une exposition consacrée à Salvador Dalí et saisi 21 œuvres attribuées au célèbre peintre surréaliste espagnol, présumées contrefaites. Les agents ont emporté des tapisseries, dessins, gravures et divers objets de l'exposition Salvador Dalí : Entre art et mythe, qui a ouvert ses portes la semaine dernière dans la ville septentrionale de Parme, ont indiqué Les carabiniers italiens dans un communiqué. Le Palazzo Tarasconi, lieu accueillant l'exposition de Parme, n'a pas immédiatement répondu à une demande de commentaire.

DES « ANOMALIES »

La billetterie a indiqué que l'exposition se poursuivrait malgré les saisies. La police a précisé avoir agi sur la base de soupçons, soulevés initialement par la Fondation Gala-Salvador Dalí, l'organisme chargé de protéger l'héritage de l'artiste. La fondation affirme avoir repéré des « anomalies » lorsque les œuvres étaient exposées à Rome.

L'exposition, comprenant environ 80 œuvres d'art, s'est tenue dans la capitale italienne de janvier à juillet 2025. Elle a rouvert à Parme le 27 septembre et devait se poursuivre jusqu'au 1^{er} février. Les carabiniers ont souligné que les œuvres étaient présumées fausses après des enquêtes préliminaires, et que la présomption d'innocence s'appliquerait jusqu'à ce qu'une décision de justice soit rendue.

La police italienne dispose d'unités spécialisées dans le traitement des œuvres d'art volées ou falsifiées. Elles ont permis de démanteler, l'année dernière, un vaste réseau de contrefaçons à l'échelle paneuropéenne, fabriquant et vendant des faux attribués à certains des plus grands noms de l'art moderne et contemporain, y compris Banksy, Pablo Picasso, Andy Warhol et Dalí.

DJELFA

L'« Okadhia de la poésie populaire » du 7 au 10 octobre

La 2^e édition du Festival culturel national de l'"Okadhia de la poésie populaire" aura lieu à Djelfa, du 7 au 10 octobre courant, a annoncé mercredi le commissaire de la manifestation, Mebrouk Zouaoui. Lors d'une conférence de presse consacrée à cette manifestation culturelle, M. Zouaoui a précisé que cette nouvelle édition, placée sous le slogan "Avec mon pays, avec mon encre", se distinguera de la 1^{ère} par de nouvelles activités et ajouts mettant en valeur l'importance de cet événement dédié à la poésie populaire et au patrimoine culturel de la région. Le responsable a ajouté que le festival comprendra plusieurs activités culturelles liées aux différents genres de la poésie populaire, considérée comme un patrimoine culturel exprimant le sentiment humain dans ses dimensions les plus nobles. Cette édition, qui prévoit également une sortie touristique au profit des hôtes de Djelfa pour découvrir les potentialités touristiques de la wilaya, verra la participation de près de 150 poètes de 35 wilayas du pays, en plus de 15 enseignants universitaires et chercheurs spécialisés en littérature populaire. Cet événement culturel, qui avait connu un franc succès lors de sa 1^{ère} édition de l'année dernière, devrait attirer un large public d'amateurs de littérature et de poésie populaire, lequel pourra assister à des soirées poétiques, des lectures critiques ainsi qu'à des spectacles de fantasia.

Recette du jour



RIZ

Ingrédients :

- 400 g de riz de votre choix lavé et égoutté
- Boulettes**
- 200 g de viande de veau
- 200 g de viande d'agneau coupée dans l'épaule, vous pouvez choisir de garder la viande en morceaux mais dans ce n'utilisez que de l'agneau
- 1 oignon haché
- sel/poivre
- un peu de farine
- 1 noix de beurre + 2 cs d'huile
- verre d'eau
- 1 cc de paprika fort
- 3 piments d'Espelette séchés
- 1 cs de carvi-coriandre (tebel et karouia)
- 1 cs bombée de tomates en conserve
- 1 poignée de pois chiches trempés la veille
- 4 belles carottes coupées en rondelles épaisses
- 1 poignée de petits pois frais ou surgelés
- 3 feuilles de lauriers
- piment fort entier cru ou en anneaux, pas nécessaire

Pour la sauce

- 1 cs de beurre clarifié (smen)
- 1 oignon émincé finement
- sel/poivre
- 1 grosse pincée de pistils de safran trempés dans un demi

Finition

- 1 noix de beurre fermier

Préparation

Mélanger les deux viandes

avec le reste des ingrédients et faites en des boulettes
rouler ces boulettes dans la farine et les saisir rapidement à feu fort dans une bonne noix de beurre et 2 cs d'huile chauffés sans les cuire
récupérer et réserver
Dans une cocotte en fonte ou tout autre ustensile chauffer le beurre clarifié y faire revenir l'oignon, laisser suer
ajouter toutes les épices sauf le sel, mélanger
ajouter 1 litre d'eau chaude, vous aviserez par la suite au besoin, c'est au jugé...
ajouter les pois chiches
le bol d'eau avec les pistils de safran
le lauriers, les carottes et les piments rouges séchés
couvrir et laisser cuire les pois

chiches
dès la cuisson des pois chiches, ajouter la conserve de tomate et le sel
ajouter les boulettes et les petits pois
continuer la cuisson pendant 10 mn
rectifier l'assaisonnement en sel
ajouter alors le riz en pluie, mélanger et laisser cuire à découvert à feu moyen
garder un œil dessus
s'il manque du bouillon et que le riz n'aura pas cuit
ajouter de l'eau bouillante par petite tasse
le riz doit cuire sans se défaire
Le sortir du feu avec un fond de sauce, il aura absorbé le temps de se mettre à table et le servir avec des noisettes de beurre doux.

Gâteau du Jour

MOELLEUX AUX POMMES ET À LA CANNELLE

INGRÉDIENTS

- Dans le panier, il nous faut (pour un moule de 20 cm de diamètre) :
- 2 pommes détaillées en bâtonnets
- 1 pomme détaillée en gros dés (facultatif, rajout perso)
- 80 g de cassonade (sucre Muscovado pour moi)
- 1 œuf
- 1 CC de jus de citron
- ½ CC de vanille en poudre (les graines de ½ gousse de vanille pour moi)
- ½ CC de bicarbonate de sodium alimentaire (sinon de la levure chimique)
- 170 g de farine (120 g de T55 + 50 g de farine de sarrasin)
- 200 ml de lait

Preparation

Préchauffer le four à 180°C
Chaleur tournante
Dans un cul de poule, fouetter le sucre avec l'œuf
Ajouter un peu de lait et un peu de farine, mélanger au fouet
Verser encore un peu de lait ainsi que toute la farine
Mélanger le tout et incorporer le reste du lait, le jus de citron,



la vanille et le bicarbonate de soude, racler les parois et le fond du bol, remuer pour être sûr que tout est incorporé
Incorporer délicatement les pommes détaillées en bâtonnets dans la préparation à l'aide d'une maryse
Verser la pâte dans le moule graissé et fariné (ou sucré) de votre choix
Disposer la pomme détaillée en dés sur le dessus

Pour la garniture

- 50 g de sucre
- 2 CC de cannelle en poudre
- 45 g de beurre (½ sel pour moi)

Dans un cul de poule, mélanger le sucre et la cannelle avec le beurre fondu
Verser sur toute la surface du gâteau
Enfourner + 40 mn, selon votre four, jusqu'à ce qu'il soit doré et croustillant sur le dessus, vérifier la cuisson avec un cure-dent inséré au centre du gâteau qui doit ressortir propre
A la sortie du four, laisser le gâteau refroidir dans le moule pendant 10 à 15

minutes avant de passer un couteau le long du bord du moule pour le détacher, démouler sur une grille
Saupoudrer de sucre en poudre avant de le servir, tiède ou à température ambiante, nature ou accompagné de chantilly légèrement sucrée
J'ai aimé le déguster un peu tiède avec une boule de glace à la crème de marron qui a légèrement fondue
Ne pas mettre le gâteau au frigo, le laisser à l'air libre en le couvrant.

Conseil du jour

Réduire le tabagisme

Pour aider à réduire le tabagisme et préparer un arrêt, fixez-vous des objectifs, jetez vos cigarettes et accessoires, et trouvez des distractions saines comme la marche, les chewing-gums, ou l'eau. Informez votre entourage de votre démarche pour obtenir du soutien et consultez un professionnel de la santé pour des conseils sur les substituts nicotiniques et d'autres aides.

Le saviez-vous ?



LORSQUE VOUS MANGEZ RÉGULIÈREMENT DE LA MANGUE, ELLE ALCALINISE TOUT LE CORPS ET PRÉVIENT DU CANCER : DES RECHERCHES ONT MONTRÉ QUE LES ANTIOXYDANTS ET LES COMPOSÉS PRÉSENTS DANS LES MANGUES PROTÈGENT CONTRE LES CANCERS DU COLON, DU SEIN, DE LA PROSTATE ET CONTRE LA LEUCÉMIE.

Bon à savoir !

L'ail cru est bénéfique car il booste le système immunitaire, protège le système cardiovasculaire en réduisant l'hypertension et le cholestérol, et possède des propriétés antioxydantes et antimicrobiennes qui aident à lutter contre les infections. Pour maximiser ses vertus, il est recommandé de l'écraser ou de le hacher et de laisser reposer quelques minutes avant de le consommer pour activer la formation d'allicine, son composé actif.

Astuce du jour:

Traiter les pellicules

Vous pouvez utiliser : le vinaigre de cidre en rinçage, le bicarbonate de soude en exfoliant doux mélangé au shampoing, l'huile de coco en masque avant le lavage, le gel d'aloé vera pour apaiser, ou encore les huiles essentielles (tea tree, lavande) ajoutées à votre shampoing. L'alimentation joue aussi un rôle, privilégiez les aliments riches en zinc et en oméga-3.

CITATION DU JOUR

« Être ce que nous sommes et devenir ce que nous sommes capables de devenir, tel est le but de la vie. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER
A : L'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO
Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél./Fax. : 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble
Kheerrouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 4 OCTOBRE 2025 - PRIX ROMH - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Hadid d'Hem, le favori logique

Les passionnés des courses hippiques auront le regard tourné vers le champ de course Abdelmadjid Aouchiche du Caroubier, où se disputera le prix Romh support des deux pari quarté et quinté sur la distance de 1300 mètres, une épreuve réservée aux chevaux de 3 ans et plus n'ayant pas totalisé la somme de 51 000 DA cumulé en gains et places depuis le 1er avril 2025, une condition plutôt modeste. 14 concurrents de race arabe pure seront présents au départ dont le retour de Hadid d'Hem absent depuis le mois de mars dernier, un coursier classique et de grande qualité qui va jouer certainement le premier rôle dans cette valse hippique, mais nul doute que ce détail alimente le débat, l'ensemble des chevaux engagés se présente pratiquement sur le même pied d'égalité car à mon avis les techniciens de cette discipline n'engagent jamais leurs coursiers pour faire de la figuration, et plus particulièrement les écuries qui vont faire le déplacement de Tiaret et d'El Eulma en l'occurrence la grande maison des Metidji représentée par le mâle bai Havana d'Hem et l'excellent entraîneur Med Hamidi et sa jument de 7 ans Al Jamra. Les performances comme les gains modestes, ne permettent pas d'identifier une supériorité nette à part le jeune coursier de 5 ans Hadid d'Hem, par contre tout le reste des concurrents peuvent venir se présenter parmi les cinq meilleurs numéros gagnants de ce pari mutuel urbain quarté et quinté, donc, il conviendra d'accorder le plus grand crédit à l'habileté des jockeys confirmés, ainsi qu'à l'expérience des coursiers ayant déjà laissé entrevoir un certain potentiel sur les parcours comme celui du jour, et il faut s'attendre à tout car cette classe de chevaux nous a donné lieu à des arrivées inattendues avec des rapports PMU explosifs.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. DEUTCH. Il vient de briser son écart en mettant fin à une longue série de mauvais essais, reconduit après coup par un talentueux jockey S. Benyettou, on suit avec intérêt sa nouvelle tentative.

2. MORDJANYA. Si l'on se réfère à ses quelques essais réalisés épisodiquement et la faible opposition en présence, elle peut venir négocier un accessit à belle cote.

3. AL DJAMRA. Malgré ses derniers échecs, il serait imprudent de négliger ses chances, car elle ne fera pas le déplacement d'El Eulma pour faire de la figuration.

| PROPRIÉTAIRES | N° | CHEVAUX | JOCKEYS | PDS | CDS | ENTRAÎNEURS |
|---------------|----|--------------------|-----------------|------|-----|--------------|
| AL. FEGHOULI | 1 | DEUTCH | S. BENYETTOU | 57 | 5 | M. FRIDJA |
| N. MEZIANI | 2 | MORDJANYA | K. BAGHDAD | 57 | 12 | S. MEZIANI |
| AD. LAGRAA | 3 | AL DJAMRA (0) | A. HAMIDI | 55 | 14 | MED. HAMIDI |
| A. HAMIANE | 4 | JASSAR | T. ALI OUAR | 55 | 10 | S. HAMIANE |
| MZ. METIDJI | 5 | HAVANA D'HEM | MD. ASLI | 54 | 11 | K. ASLI |
| R. SELLAOUI | 6 | HADID D'HEM | AB. AIDA | 54 | 13 | PROPRIÉTAIRE |
| CHIKHOUNE/HAM | 7 | TAGHROUDET EL MAJD | AB. ATTALLAH | 54 | 7 | N. TIAR |
| N. AYACHE | 8 | AMEL EL MAJD | A. HEBRI | 54 | 4 | N. TIAR |
| N. MEZIANI | 9 | EL WAHA (0) | C. BOUSSAA | 54 | 1 | S. MEZIANI |
| H. METIDJI | 10 | IGORE (0) | CH. ATTALLAH | 54 | 6 | PROPRIÉTAIRE |
| S. AOUINA | 11 | HERZ | CH. CHAABANE | 54 | 3 | PROPRIÉTAIRE |
| R. BOUSSAA | 12 | ASSIL CINQ | A. BOUSSAA | 54 | 9 | A. BOUSSAA |
| AH. FEGHOULI | 13 | MEKHAIAR EL MESK | AP : Y. CHELLAL | 53,5 | 5 | A. MIMI |
| R. DEHIMI | 14 | ICHTIYEQ | A. YAHIAOUI | 53 | 2 | PROPRIÉTAIRE |

4. JASSAR. Totalisant autant d'échecs, ce jeune poulain, est visiblement inexpérimenté. À revoir.

5. HAVANA D'HEM. Ce mâle bai de 5 ans affronte un lot largement à sa portée, fera partie des coursiers les plus en vue de cette épreuve.

6. HADID D'HEM. Simplement c'est mon premier favori.

7. TAGHROUDET EL MAJD. Cette belle femelle est une pouliche de 3 ans qui a démontré qu'elle est une future grande galopeuse lors de sa première tentative du 20 septembre sur les mêmes pistes du Caroubier, en se classant 1ère des battus dans un lot plus supérieur à celui du jour. Méfiance.

8. AMEL EL MAJD. Au-dessous du lot.

9. EL WAHA. Rien de probant son actif, cette femelle azezan de 6 ans, même dans ce pari, elle n'aura pas la tâche facile.

10. IGORE. Vu ses deux derniers essais ce pro-

tégé de la grande maison H. Metidji avec la monte du jour, il faut lui accorder du crédit cette fois.

11. HERZ. Pas grand chose à son actif, restant sur une longue série d'échecs, il se contentera de participer comme à son accoutumée.

12. ASSIL CINQ. Ce jeune poulain reste sur une belle 3ème place lors de sa dernière course sur

une distance moins courte à celle du jour, espérant avec son propriétaire jockey A. Boussaa faire la même course.

13. MEKHAIAR EL MESK. Vu le lot des concurrents engagés, ce protégé du doyen des entraîneurs Ami Mimi, sa place est réservée à l'arrivée parmi les lauréats.

14. ICHTIYEQ. Manque visiblement de métier.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

6. HADID D'HEM - 5. HAVANA D'HEM - 13. MEKHAIAR EL MESK - 10. IGORE - 7. TAGHROUDET EL MAJD

LES CHANCES

12. ASSIL CINQ - 1. DEUTCH

Mots croisés

| | | | | | | | | | | | |
|----|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

1 - Aller à sa ruine - 2 - Assemblée - Suffixe - 3 - Fin de participe - Bouilles - 4 - Tête - Endroit mitraillé - 5 - Araignées - Erbium - 6 - Signe musical - Voix d'homme - 7 - À l'œuvre - Issue - 8 - Mit au courant - Signe musical - Partisans d'Himmler - 9 - Vieux registre - Dans la mêlée - 10 - Romains - Places - 11 - Cours d'eau - Crible - 12 - Dieu marin - Coule au Congo.

VERTICALEMENT

1 - Protection - 2 - Double voyelle - Agit - Compulsée - 3 - Banqueroute - Ronger - 4 - Original - Aluminium - Rouleur sur piste - 5 - Curie - Courses de cycles - Préfixe - 6 - Terme de tennis - Démesurés - 7 - Sorti de l'eau - Grecque - 8 - Gamin de Paris - À l'arrêt - Allonge - 9 - Sans chef - Baie nippone - En solo - 10 - Épargnes - Général sudiste.

Mots fléchés

| | | | | |
|--------------------|----------------|--------------------|-------------------------|------------|
| Poissons | Grisons | Face de dé | Révolution | Agiles |
| Expirante | Berna-ches | Fin de participe | Coule en Suisse | Tantale |
| User de ficelles | | | Bâtisseurs | |
| Arrivées en criant | | | Baie nippone | |
| | | Course de cycles | | Comprimé |
| | | Dieux du stade | | |
| Dans la fosse | | Le matin | Forme d'être copulative | |
| Pion | | En chœur | | |
| | Risquée | | | Arsenic |
| | Baie nippone | | | Possédé |
| Découverte | | Vieux Indiens | | Défauts |
| Enzyme | | Foyer | | |
| | | Astate | Emploie | |
| | | Alternative | Baie nippone | |
| Perle sur le front | Poissons | | | État-Major |
| | Tête de canard | | | Réfuta |
| | | | En vogue | Strontium |
| | | | En nous | |
| Points opposés | | Grugé | Baie nippone | |
| Blessé | | | | |
| | | Étoiles des toiles | | |

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Dépravation (10 lettres)

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| D | E | P | T | E | L | L | A | B | E | L | I | O | V | E | M | N | R |
| E | E | T | E | S | O | R | O | M | E | D | I | A | L | A | O | E | R |
| N | T | V | S | J | A | I | S | E | L | U | O | H | I | T | P | E | V |
| E | A | N | I | U | R | E | V | A | R | G | V | R | E | L | G | A | E |
| E | L | V | A | S | J | R | U | P | M | I | E | J | E | A | L | T | T |
| E | T | L | E | S | E | L | A | M | R | O | N | T | S | E | E | N | N |
| R | N | E | A | T | U | E | R | I | A | L | C | U | T | R | T | A | E |
| I | A | T | E | D | S | E | D | N | O | R | F | E | E | E | N | M | V |
| A | H | A | D | L | I | E | P | P | U | O | H | V | R | M | O | U | T |
| P | C | T | N | E | A | S | U | L | C | N | I | R | T | I | T | F | U |
| E | N | E | A | P | I | S | R | E | V | E | R | A | E | T | E | N | A |
| T | O | I | R | P | N | E | T | R | U | O | T | L | I | L | L | O | S |
| R | L | A | G | A | R | L | A | N | A | B | L | E | P | U | F | L | T |
| E | A | H | G | U | S | E | I | T | R | O | S | I | T | I | A | E | E |
| I | S | R | E | D | A | R | D | E | L | U | O | B | E | I | R | R | V |
| F | I | N | S | U | R | T | N | I | E | S | I | R | C | R | A | F | R |
| S | E | O | T | N | A | L | L | A | T | N | E | V | E | N | R | R | O |
| M | N | A | R | C | E | E | R | A | V | A | N | I | L | A | M | E | T |

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ALLANT - APPEL - AVARE - BALLET - BANAL - BOULE - CHANT - CLAIRE - CRISE - DALLE - DARD - DEVISE - ECRAN - ETAT - EVENT - FIERTE - FRELON - FRONDE - FUMANT - GRANDE - GRAVE - GRIS - HAIE - HOULE - HOUPE - IMPUR - INCLUS - INTRUS - JAIS - JETON - JUSTE - LAIDE - LARVE - LIERRE - MAIRE - MALIN - MENEUR - MOROSE - NAVET - NIAIS - NORMAL - OINTE - ORVET - PAIRE - PIETRE - PLAIRE - RAFLE - REPLET - REVERS - SALON - SAUT - SEING - TONTE - TOURTE - TRAITE - ULTIME - USAGER - USANTE - VALET - VENTE - VOILE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Freluquets - 2. Aéra - Ut - UU - 3. Narrée - Fer - 4. Resserré - 5. AA - Sotte - 6. Rit - Néant - 7. Orée - Ute - 8. Né - Par - Sem - 9. Valse - Np - 10. Amère - Tête - 11. Durs - Armer - 12. Esseulé - Se.

VERTICALEMENT :

1. Fanfaronnade - 2. Réa - Aire - Mus - 3. Erre - Té - Vers - 4. Lares - Éparse - 5. Éson - Ale - 6. Questeurs - Al - 7. Ut - État - Être - 8. Frênes - A.M - 9. Tuer - Entes - 10. Sures - Ampère.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Garnements - Renier - Us - On - En - Rasé - été - Nés - Usé - Cor - VV - Saut - Rai - Côté - Épis - Gère - Aven - Si - Étire - VA - Ara - Dé - Mène - Esses.

VERTICALEMENT :

Carnes - Ogive - Ré - Teste - An - Année - Aère - Ein - Cu - Éta - Âme - Note - Ire - Errer - Paras - On - As - Rive - Tus - Vase - Dé - Asservi - Nues.

MOTS MASQUÉS INCONGRUITE

La présidente du CIO reçoit une délégation palestinienne

La présidente du Comité international olympique (CIO), Kirsty Coventry, a exprimé mercredi son "soutien" à une délégation palestinienne venue à Lausanne. "Comme toutes les personnes qui aspirent à la paix dans la région, nous suivons de très près les développements diplomatiques actuels et espérons qu'ils ouvriront bientôt la voie à la paix", a déclaré la nouvelle patronne de l'olympisme, citée dans un communiqué. Comme son prédécesseur Thomas Bach l'avait fait trois mois avant les JO-2024 de Paris, Kirsty Coventry a accueilli au siège suisse du CIO plusieurs représentants du Comité national olympique (CNO) palestinien, dont son président Jibril Rajoub. Lors de cette entrevue, ils ont "discuté de l'impact de l'agression sioniste à Gaza, sur le sport et les athlètes en Palestine et du soutien que le CIO pouvait apporter dans ces circonstances tragiques", passant principalement par l'attribution de bourses olympiques aux athlètes, précise l'organisation. Kirsty Coventry a exprimé sa "plus profonde compassion à toutes les personnes touchées" par l'agression sioniste contre la population palestinienne. Cependant, le CIO, qui a pris une décision arbitraire en bannissant le drapeau et l'hymne russes des compétitions internationales depuis le début du conflit en Ukraine, refuse d'envisager des mesures spécifiques visant l'entité sioniste, s'alignant sur les autres instances sportives, à l'opposé de l'éthique sportive que l'instance internationale est censée défendre, selon des observateurs.

Espagne : Le quotidien El Pais fait découvrir la destination Algérie

Le quotidien espagnol, El Pais, a fait la promotion jeudi de la destination Algérie à travers les colonnes de sa rubrique El Pais Viajes, pour faire découvrir un "joyau peu connu, riche de contrastes et de trésors encore peu explorés". L'article, rédigé par Sara Andrade Abad et intitulé "Alger, un voyage entre monuments, désert et Cervantes", présente l'Algérie comme une destination touristique riche, mêlant histoire, culture, nature et paysages. Pour découvrir les particularités de l'Algérie, la voyageuse experte et écrivaine Emma Lira, romancière historique et auteure d'"El Cautivo", le roman sur la captivité de Cervantès à Alger, adapté au cinéma par Alejandro Amenabar, propose aux touristes un voyage de 12 jours prévu en deux dates, -janvier 2026 et Mars 2026- qui débute de la capitale Alger et s'étend vers le Sahara.



"Envie d'un voyage unique hors des sentiers battus? L'Algérie sera pour vous une toile vierge (...) une destination où le mot aventure est absent", lit-on, en accroche d'un long article, avec en illustration des photos de sites et monuments historiques à travers le pays. Le quotidien met en avant les paysages spec-

taclaires et le patrimoine historique exceptionnel de l'Algérie que l'on peut percevoir dès la première escale de ce voyage, à savoir la ville d'Alger, et son emblématique Casbah avec ses ruelles labyrinthiques et la fameuse Grotte de Cervantes nichée dans le quartier de Belouizdad, "témoin de cette

époque oubliée". Au-delà d'Alger, poursuit la rédactrice, "l'Algérie compte plusieurs sites classés au patrimoine mondial", citant les ruines romaines et le Tombeau de la Chrétienne à Tipasa, ainsi que les villes antiques de Timgad et Djemila. Au fil du voyage, le visiteur découvre, à travers cet article, l'ampleur géographique du pays et l'immensité de son Sahara, à travers la ville de Ghardaïa où on peut admirer la vallée du M'zab, ses ksour et ses marchés traditionnels, mais aussi la splendeur des oasis de Timimoun -la ville rouge- nommée ainsi en raison de ses constructions rouges et son ksar (château). Emma Lira a également été charmée par Béni Abbès, surnommée la perle de la Saoura, qui offre un paysage époustouflant de palmiers et de dunes, pour finir avec Taghit, un joyau caché du désert algérien.

Djamaâ El-Djazair reçoit un document historique rare datant de 1743, mettant en relief la place de l'Algérie en tant que force influente en Méditerranée

Djamaâ El-Djazair a reçu un document datant de l'année 1743, mettant en relief la place de l'Algérie à l'époque en tant que force influente en Méditerranée, ayant imposé sa souveraineté maritime et ses lois aux navires étrangers, a indiqué, jeudi, un communiqué du Rectorat de Djamaâ El-Djazair. Lors d'une audience accordée à l'ambassadrice du Royaume de Norvège en Algérie, Mme Therese Loken Ghezziel, le recteur de Djamaâ El-Djazair, cheikh Mohamed Mâamoun Al-Kacimi Al-Hoceini, a reçu un document historique rare relatant l'incident de l'interception par la flotte algérienne, d'un navire norvégien ne disposant pas d'une autorisation de passage en Méditerranée, avant l'intervention du Dey pour la libération de l'équipage du navire, en insistant sur l'impératif de respecter les lois maritimes et les traités. Ce document met en exergue la place de l'Algérie à l'époque, en tant que "force influente et protégé ses intérêts en obligeant ses partenaires à respecter leurs engagements à son égard", précise le communiqué. À cette occasion, le recteur de Djamaâ El-Djazair a exprimé "sa considération pour ce geste symbolique", rappelant que "l'histoire de l'Algérie est jalonnée d'exploits et de gloires". L'Algérie, "fidèle à son histoire séculaire", tend renforcer les passerelles de coopération avec ses partenaires, dont le Royaume de Norvège, dans le cadre de la souveraineté, des intérêts communs et du respect mutuel", lit-on dans le communiqué.

Fiat El-Djazair: les prix des véhicules produits à l'usine d'Oran restent inchangés

Le groupe automobile Fiat El-Djazair a écarté, mercredi, dans un communiqué, tout changement de prix de ses véhicules produits localement sur son site industriel de

Tafraoui (Oran). "Fiat El-Djazair tient à informer sa clientèle que les informations diffusées sur un changement des prix ne sont pas d'actualité. Les tarifs des véhicules produits à l'usine de

Tafraoui restent inchangés", a précisé le constructeur. L'usine de Fiat de Tafraoui avait franchi, il y a une semaine, le cap des 50.000 véhicules produits depuis son démarrage fin 2023. Le constructeur prévoit d'atteindre 60.000 unités durant l'année en cours puis 90.000 en 2026. La production industrielle issue de cette usine était basée jusque-là

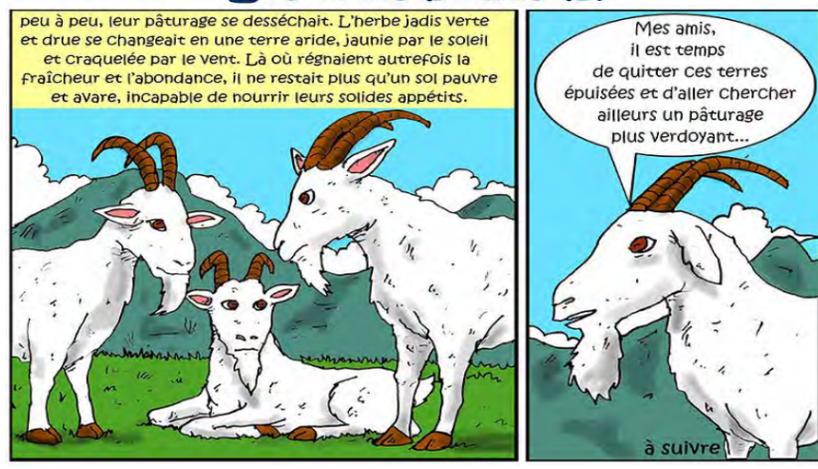
sur une gamme de trois modèles de véhicules le Doblo Panorama, la "Fiat 500" et "Fiat Doblo". Afin de mieux satisfaire les attentes de sa clientèle, le groupe a annoncé, ce mercredi, dans un autre communiqué, que la voiture Fiat 500 cèdera sa place à un nouveau modèle: la "Fiat Grande Panda", qui sera introduit prochainement.

Plus de 16 000 personnes tuées dans les violences depuis 2022 à Haïti

Plus de 16.000 personnes ont été tuées dans des violences armées depuis 2022 en Haïti, un pays en proie à des attaques de gangs, ont alerté les Nations unies, jeudi, affirmant que, sans soutien international, "le pire est peut-être à venir". "Le bilan humanitaire est effroyable: la moitié de la population, soit six millions de personnes, dont 3,3 millions d'enfants, a besoin d'aide humanitaire", a déclaré le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Volker Türk, devant le Conseil des droits de l'Homme à Genève. Sur fond d'instabilité politique, un nombre record de près de 1,3 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur de ce pays en raison des agissements des gangs, avait alerté l'ONU en juin. Selon les Nations unies, plus de 3.000 personnes ont péri dans des violences en Haïti au premier semestre 2025. "Plus de 16.000 personnes ont été tuées et quelque 7.000 personnes blessées dans des violences armées depuis le 1er janvier 2022, date à laquelle nous avons commencé notre suivi des violences liées aux gangs", a relevé M. Türk. Il a salué le feu vert donné mardi par le Conseil de sécurité de l'ONU à la transformation de la mission multinationale de soutien à la police haïtienne en une force antigang plus robuste pour tenter d'endiguer les violences.

EXPRESS-HISTORIQUE

Les trois boucs (2)



MISE AUX POINGS

« L'IATF a été une véritable opportunité pour les opérateurs économiques, d'Afrique et d'ailleurs, de découvrir l'Algérie. Ils ont trouvé dans notre pays un climat d'investissement propice "dont nous commençons à récolter les fruits, et ce grâce aux industriels et aux jeunes entrepreneurs porteurs de projets ».

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,



PRODUITS ALIMENTAIRES

Baisse quasi-générale des prix mondiaux

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont enregistré une baisse en septembre, en raison du recul des principaux groupes de produits, selon les données publiées hier par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web.

L'indice FAO des prix des produits alimentaires, un indicateur pondéré par les échanges commerciaux qui permet de suivre l'évolution mensuelle des principaux groupes de denrées, s'est établi à 128,8 points en septembre, contre 129,7 en août, tiré par la baisse des prix des céréales, des huiles végétales, des produits laitiers et du sucre. Cette baisse a été partiellement compensée par une nouvelle hausse des prix de la viande, qui atteignent un niveau record. Sur un an, l'indice est en hausse de 3,4 % (par rapport à septembre 2024), mais demeure inférieur de 19,6 % à son pic historique atteint en mars 2022.



Parmi les produits en baisse figurent les céréales, dont l'indice a reculé de 0,6%, notamment le blé et le maïs, sous l'effet de récoltes abondantes en Russie, en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que de la suspension temporaire des taxes à l'exportation en Argentine. Le riz a également fléchi, pénalisé par une baisse des commandes en Asie et en Afrique. Les huiles végétales ont

perdu 0,7 %, affectées par le recul des cours de l'huile de palme et de soja, malgré une hausse des prix du tournesol et du colza. Les produits laitiers ont cédé 2,6 %, en raison d'une offre accrue et d'un affaiblissement de la demande. Le sucre a chuté de 4,1 %, atteignant son plus bas niveau depuis mars 2021, en raison d'une production supérieure aux prévisions au Brésil et de perspectives favorables en Inde et en Thaïlande. À l'inverse, les prix de la viande ont progressé de 0,7 %, portés par une forte demande en viande bovine, notamment aux États-Unis et en Australie, ainsi que par la hausse des prix de la viande ovine en Océanie.

DES PRIX PLUTÔT STABLES EN ALGÉRIE À PART LES ŒUFS ET LES FRUITS

À noter qu'en septembre 2025, l'inflation alimentaire en Algérie a continué à régresser, avec un recul notable des prix de certains produits de base, même si des fluctuations persistent en raison des tensions sur les importations et l'inflation mondiale. Des données indiquent une chute de l'inflation alimentaire, en particulier pour les produits frais comme les légumes et les pommes de terre, bien que les fruits et les œufs aient vu leurs prix augmenter. Cette tendance reflète un net allègement de la pression sur les prix observée au cours des mois précédents. Malgré ces variations, les marchés sont relativement calmes et les prix des produits alimentaires de base n'ont pas connu de hausses majeures, offrant un répit aux consommateurs.

Ania N.

SOLIDARITÉ AVEC GHAZA

« San Mamés » aux couleurs palestiniennes

Le club espagnol Athlétic Bilbao a annoncé l'organisation d'une grande initiative de solidarité avec le peuple palestinien, ce samedi, au stade San Mamés, à l'occasion de sa rencontre de championnat face au Real Majorque. L'événement, inscrit dans le cadre des célébrations du 125^e anniversaire du club basque, vise à mettre en lumière la cause palestinienne dans un contexte marqué par la guerre et l'occupation.

Dans un communiqué publié vendredi, le club a précisé que plusieurs réfugiés palestiniens ainsi que des représentants de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) participeront à cette initiative. Avant le coup d'envoi du match, les invités palestiniens feront leur entrée sur la pelouse et seront accueillis par les applaudissements du public, en signe de solidarité. Durant cette manifestation, un slogan fort sera mis en avant : « Athlétic avec la Palestine... Stop au génocide ». Un message qui résonne au-delà du sport, confirmant l'engagement social et humanitaire de l'un des clubs les plus emblématiques de Liga. Cette action s'inscrit dans la continuité des initiatives solidaires déjà entreprises par l'Athlétic Bilbao. Le 21 septembre dernier, le club avait annoncé le lancement d'un projet commun avec

l'UNRWA pour soutenir les enfants réfugiés palestiniens en Syrie. Près de 8 000 élèves répartis dans 16 écoles de l'agence bénéficieront ainsi d'activités d'éducation physique dans le cadre d'un programme débuté au mois d'octobre. Ce geste de solidarité intervient aussi dans un contexte politique particulier en Espagne. En mai dernier, le Premier ministre Pedro Sánchez avait officiellement annoncé la reconnaissance de l'État de Palestine, confirmant une position historique de Madrid en

faveur des droits du peuple palestinien et de la mise en œuvre des résolutions de l'ONU. L'Espagne, fidèle à sa vision du règlement du conflit, plaide depuis plusieurs décennies pour une paix juste, fondée sur le droit international et la solution à deux États. Avec ce nouvel acte symbolique, Athlétic Bilbao contribue à porter la voix de la cause palestinienne au-delà du terrain sportif, offrant au public une image de solidarité et de dignité qui dépasse les frontières du football.

M. Seghilani

LE SG DU FLN L'A SOULIGNÉ Renforcer le front intérieur

Le parti du Front de libération nationale (FLN) a mis en avant, l'importance de préserver et de renforcer le front intérieur à travers un discours fédérateur et responsable, à même de protéger la souveraineté nationale contre toute tentative d'atteinte ou de remise en cause.

À l'occasion de l'ouverture d'un séminaire sur « le discours partisan national et son rôle dans la mobilisation de la conscience collective de la nation », le secrétaire général du FLN, Abdelkrim Benbarek a souligné la conviction de son parti selon laquelle « l'unité nationale constitue le véritable garant, et la préservation du front intérieur ne peut se concrétiser que par un discours fédérateur et responsable, puisant dans nos constantes nationales, traduisant les aspirations de notre peuple et protégeant la souveraineté nationale contre toute tentative d'atteinte ou de remise en cause », a précisé un communiqué du parti. Dans ce cadre, Benbarek a réaffirmé « le soutien total et inconditionnel du parti FLN au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui dirige l'Algérie avec sagesse et compétence sur la voie de l'édification d'une Algérie nouvelle, forte de ses institutions ».

S. O.

PROJETS DE RÉALISATION DES ÉTABLISSEMENTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Rabehi ordonne une prise en charge rapide

Le ministre, wali de la wilaya d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a souligné la nécessité d'une « prise en charge rapide » des projets de réalisation, d'aménagement et d'entretien des infrastructures de formation en vue de leur mise en service, a indiqué un communiqué des services de la wilaya.

Selon un exposé présenté lors d'une réunion du conseil exécutif de la wilaya présidé par Rabehi, 358 établissements de formation professionnelle ont été recensés, entre instituts nationaux et de wilaya ainsi que divers centres, regroupant 29 011 stagiaires encadrés par 4 468 fonctionnaires de différents grades. Ces établissements dispensent 229 spécialités réparties sur 20 filières professionnelles. Un total de 13 607 offres de formation a été consacré à la session d'octobre 2025, selon les modes de formation.

Ainsi, le ministre, wali de la wilaya a donné des instructions relatives aux projets de réalisation ainsi qu'aux opérations d'aménagement et d'entretien des infrastructures de formation, « en vue de leur prise en charge rapide et de leur mise en service ». Lors de cette rencontre, Rabehi a écouté un exposé sur l'évaluation de la rentrée scolaire et sur tous les aspects y afférents, à l'instar de la cantine, le transport et les établissements éducatifs réceptionnés. Il a, à ce titre, donné des instructions sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour remédier rapidement à certaines insuffisances enregistrées.

L'ordre du jour de la réunion a également porté sur « le suivi de l'état de traitement des doléances des citoyens adressées aux services de la wilaya, dont le nombre a atteint 2742 entre le 1^{er} juin et le 30 septembre 2025. 94 % de ces doléances ont été traitées ». À ce propos, M. Rabehi a insisté sur « la nécessité d'une prise en charge optimale de toutes les pré-occupations et d'apporter des réponses à leurs auteurs dans des délais raisonnables ».

Sarah O.

SOUS-RIRE

Macron avertit Poutine : aucune option n'est écartée en cas de violation de l'espace aérien européen par un avion russe

